

MÉMOIRE DU VII RENCONTRE

Conditions nécessaires et moyens d'action citoyens pour la paix et le progrès dans la Méditerranée



Casablanca/Maroc, 9-12 Novembre 2017



FUNDACIÓN ASAMBLEA DE CIUDADANOS Y CIUDADANAS DEL MEDITERRÁNEO (FACM)

FONDATION ASSEMBLÉE DES CITOYENS ET CITOYENNES DE LA MÉDITERRANÉE (FACM)

MEDITERRANEAN CITIZENS' ASSEMBLY FOUNDATION (MCAF)

مؤسسة مجلس مواطني و مواطنات المتوسط





MÉMOIRE DU VII RENCONTRE
Conditions nécessaires
et moyens d'action
Citoyens pour la paix et
Le progrès dans
la Méditerranée

Casablanca/Maroc, 9-12 Novembre 2017

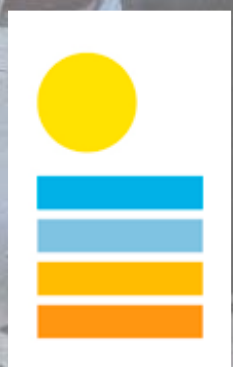


Table des matières

I-INTRODUCTION	5
II-PROGRAMME	9
III-INTERVENTIONS	15
III.1 Séance d'ouverture	
Vicent Garcés Ramón, Président FACM :	
Un appel à résister.....	11
Ricard Pérez Casado, ancien maire de	
Valencia et membre Conseil Consultatif FACM :	
La démocratie participative et la Déclaration des	
Droits de l'Homme	18
III.2.- AGORA 1: Comment la citoyenneté peut contribuer à lutter	
contre la violence et la haine?	
Sébastien Boussois, membre du Conseil Consultatif FACM :	
La radicalisation de la jeunesse, la nécessité	
d' une réflexion euro-méditerranéenne : le cas	
des combattants étrangers.....	22
Rachid Aboutaieb, Saida Benzazher, Abderrahim	
Mourdoude, Rachida Kalik, Touria El Oumri,	
Cercle de Casablanca-Maroc : Perception de la	
violence radicale par les jeunes Marocains.....	26
Regina Laguna, membre du Cercle de Valencia-Espagne :	
Stratégies européennes de sécurité en Méditerranée.....	30
Dominique Bendo-Soupou, membre du	
Cercle de Naples-Italie : La violence et la	
haine en Méditerranée	32
III.3.- AGORA 2 : Les savoirs :	
Un domaine porteur pour la coopération méditerranéenne	
Giacomo Arnaboldi, membre du Cercle de Naples-Italie :	
La synergie des savoirs et des héritages :	
Une visée fondamentale pour la coopération	
méditerranéenne.	38
Sameh Eltantawy, membre du Cercle de Naples-Italie :	
Éthique et principes esthétiques	
pour la réalisation de la Paix en Méditerranée.....	39
Katerina Stenou, ex-directrice Division	
Culturel Unesco : La matrice d'une nouvelle	
citoyenneté interculturelle méditerranéenne.....	40
Antonio Chaves, responsable planification F	
undación Tres Culturas :La Fondation	
Tres Culturas et le travail de promotion	
de la culture de paix	44
Florence Pizzorni conservateur en chef	
Ministère de la culture, France : La culture :	
une passerelle pour l'interconnaissance	
pour la construction d'un futur équitable et durable.....	45
Frédérique Olivier-Ghuri, membre	
du Cercle de Nice-France : Partager les	
mémoires humaines des migrations	
méditerranéennes entre générations	
pour établir un dialogue constructif des peuple	46
III.4.- AGORA 3 :	
Une transition écologique méditerranéenne vitale	
Henri Rouillé d'Orfeuil, membre de	
l' Académie d' agriculture de France : Vers	
une transition écologique méditerranéenn.....	50
Vicent Garcés, President de la FACM :	
La transition agricole et alimentaire	
dans la région méditerranéenne.....	52

David Torres, membre du Cercle de Valencia-Espagne :
 Une transition du modèle agricole comme
 condition nécessaire pour la paix en Méditerranée..... 54

III. 5.- AGORA 4 : La participation : Une réponse citoyenne aux
 besoins politiques et sociaux en Méditerranée
 Ricard Pérez Casado, membre
 du Conseil Consultatif: Méditerranée..... 60
 José Manuel Rodríguez, membre
 du Cercle de Valencia-Espagne : Les sociétés
 méditerranéennes entre la peur et l'insécurité
 des totalitarismes sociaux et l'espoir citoyen
 de la démocratisation de la démocratie..... 61
 Claudine Rulleau, membre du Conseil Consultatif :
 Plus des « sujets » mais des citoyens..... 63
 Ridha Tlili, dirigeant de l' Union Général des
 Travailleurs tunisiens : Quelques orientations
 pour une réponse citoyenne aux besoins
 politiques et sociaux en Méditerranée..... 63

III.6.- SÉANCE DE CLÔTURE
 -Vicent Garcés, Président FACM..... 64

IV.- SYNTHÈSES DES CONCLUSIONS DES AGORAS

IV.1. Agora 1. Comment la citoyenneté peut-elle
 contribuer à lutter contre la violence et la haine ?..... 70
 IV.2. Agora 2. Les savoirs, un domaine
 porteur pour la coopération méditerranéenne.....73
 IV.3. Agora 3. Une transition
 écologique méditerranéenne vitale74
 IV.4. Agora 4. La participation : une réponse
 citoyenne aux besoins politiques et
 sociaux méditerranéens..... 76

V. LISTE DES PARTICIPANTS80

VI. ANNEXES..... 84
 VI.1. Présentation de la FACM..... 84
 VI.2. Le Conseil d'Administration..... 84
 VI.3. Le Conseil Consultatif..... 85
 VI.5. Les cercles ACM86
 VI.6. Les Rencontres.....86

VI.- PHOTOS.....88

VII. LA RENCONTRE DANS LES MÉDIAS 92





I. INTRODUCTION



I INTRODUCTION

Ce mémoire réunit les principales conclusions et réflexions issues des débats et des échanges menés dans le cadre de la septième rencontre des Cercles de la Fondation Assemblée des Citoyens et Citoyennes de la Méditerranée qui s'est tenue à Casablanca au Maroc du 9 au 12 novembre 2017. Nous y avons consacré un principe qui se devait d'être repris dans notre charte de constitution : l'engagement pour un travail commun visant l'émergence d'une communauté méditerranéenne des peuples.

Depuis l'année 2010, qui a marqué le début de notre aventure informelle jusqu'à maintenant, période durant laquelle nous avons réussi à consolider notre fondation, notre croissance en tant qu'organisation s'est faite parallèlement à une dégradation des conditions politiques économiques et sociales dans la majorité des pays des deux rives

Nous assistons à une succession de transitions survenues à grande vitesse qui présentent pour l'avenir des défis imbriqués et complexes que nous avons à affronter de manière incontournable : changement climatique, augmentation des inégalités, extension du chômage, croissance de l'autoritarisme et des crises identitaires.

Face à ce scénario de gouvernements fragilisés et en déclin démocratique, il apparaît toutefois des facteurs qui peuvent être décisifs dans la configuration d'un nouveau panorama d'espérance: l'urgence de la perspective de genre d'une part et l'importance de la population jeune, d'autre part et notamment sur la rive sud, constituent un potentiel très positif pour la conception d'une nouvelle société collective.

Mais pour cela, le pouvoir et contrepouvoir de la citoyenneté sont des éléments essentiels pour construire le processus d'émancipation des peuples.

La Méditerranée a besoin d'une nouvelle stratégie, une perspective propre qui permette la construction de politiques collectives, tenant compte de nos particularités, de nos besoins ainsi que la circonstance particulière d'une identité multiple et riche, pleine de potentiels mais secouée aussi par les évidences historiques propre à une zone qui a connu des tensions et des disputes d'une haute intensité.

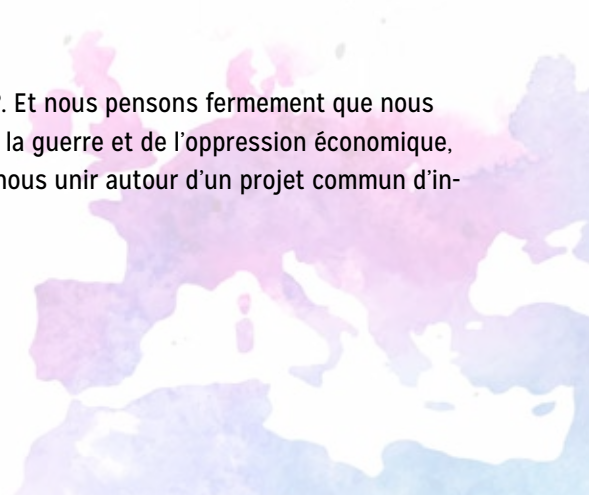
Face à cette complexité, les décisions individuelles ou strictement nationales ne peuvent pas être efficaces. La réalité méditerranéenne est transversale et avec cette idée de voisinage étendu, nous, les citoyens et citoyennes, nous devons d'avoir un réseau de complicités et de propositions ; un projet de voyage commun .

L'Assemblée des Citoyens et Citoyennes de la Méditerranée (ACM) est un réseau qui a la vocation d'accompagner l'émergence d'une ? citoyenneté méditerranéenne. C'est dans cette perspective que nous avons tenu nos sept rencontres autour de thèmes clés : « Institutions et citoyenneté en Méditerranée » Valencia, Espagne 2010 ; « Crises et changements en Méditerranée » Tunis, Tunisie, 2011 ; « le futur des dynamiques citoyennes » Volos, Grèce, 2012 ; « la citoyenneté méditerranéenne face aux crises et conflits régionaux » Istanbul, Turquie, 2013 ; « Vers la construction d'une communauté méditerranéenne des peuples » Marseille, France, 2014 ; « Cinq ans d'ACM : bilan et perspectives du futur » Tirana, Albanie, 2015 et « Conditions nécessaires et moyens d'action citoyens pour la paix et le progrès en Méditerranée » Casablanca, Maroc, 2017.

Ce mémoire rassemble notamment les conclusions des quatre agoras organisées à Casablanca et quelques contributions relevant de membres de notre organisation.

C'est un document, en définitif, de propositions concrètes pour le futur des peuples méditerranéens, fondées sur les connaissances des réalités de notre zone.

Nous voulons un futur méditerranéen construit avec nos voix par nous-mêmes ?. Et nous pensons fermement que nous pouvons y parvenir à partir de nos voix, nous qui avons souffert le châtimeur de la guerre et de l'oppression économique, mais qui sommes pourtant capables de surmonter la douleur et l'injustice pour nous unir autour d'un projet commun d'intégration méditerranéenne.





II. PROGRAMME



II LE PROGRAMME DE LA VII ÈME RENCONTRE CONDITIONS NÉCESSAIRES ET MOYENS D'ACTION CITOYENS POUR LA PAIX ET LE PROGRÈS DANS LA MÉDITERRANÉE

La Méditerranée a rarement connu dans son histoire des périodes de paix et de sécurité. On avance parfois, à ce titre la Pax Romana ou l'Empire ottoman, oubliant un peu vite que si paix il y avait, celle-ci profitait surtout à une minorité dominante. Le plus souvent cette région subissait des conflits entre riverains mais aussi des conflits relevant d'ambitions extérieures à la région visant la colonisation ou la conquête : Perses en 700 avant JC, Vandales en 400, Arabes à partir de 632, Normands en 1090, Français, Britanniques, Allemands à partir du XIXème et jusqu'à la seconde guerre mondiale... Elle a pu aussi être victime d'affrontements qui la dépassaient, tels les deux grands conflits mondiaux, ou de décisions imposées de l'extérieur, telle la création de l'État d'Israël.

En 1995, s'est ouverte une période d'optimisme qui reposait sur le règlement attendu de façon imminente du conflit israélo-palestinien, suite aux accords signés en 1993 à la suite des négociations d'Oslo. Il s'agissait alors de profiter de cette fenêtre favorable pour lancer un vaste mouvement coopératif visant à établir les conditions de la paix, de la sécurité et de la prospérité. Ce fut le Partenariat euro-méditerranéen signé à l'issue de la conférence de Barcelone en novembre 1995.

Malheureusement, depuis, la situation s'est fortement dégradée. Les attentats de 2001 ont été le prétexte avancé pour les opérations militaires des États Unis contre l'Afghanistan et l'Irak. La crise économique de 2007 a lourdement réduit les capacités européennes à promouvoir la coopération. Les révoltes arabes à partir de 2011 ont bouleversé les rapports sociaux et politiques dans la région. De nouvelles guerres ont émergé en Libye en 2011, en Syrie depuis 2011, au Mali depuis 2012, au Yémen depuis 2014, etc. Un coût d'état a eu lieu en Egypte en 2013 puis un autre a échoué en Turquie en 2016. L'État islamique, ou Daech, est venu s'ajouter à Al Qaeda, avec une démarche de conquête et d'asservissement des populations sunnites dans un califat violent et cruel, tandis que la rivalité entre l'Iran et l'Arabie saoudite s'accroît en faisant de plus en plus preuve d'ingérence dans les conflits régionaux. De nouveaux conflits se sont ajoutés à ceux

déjà existants : Chypre, Sahara Occidental, peuple kurde, Israël-Palestine. Il faudra considérer aussi les nouveaux événements qui se déroulent en Syrie (armes chimiques, bombardement des États-Unis), les récentes attaques aériennes en Afghanistan et le nouveau cadre politique dans l'Union Européenne.

La crise économique mondiale à partir de 2008 a affecté de manière notable l'Union européenne et en particulier les pays riverains. Depuis le Portugal jusqu'à la Grèce, le chômage, les inégalités et l'exclusion sociale ont augmenté, en produisant des effets négatifs sur les systèmes démocratiques. Simultanément, les flux migratoires et de réfugiés ont augmenté en nombre et en intensité avec des effets aussi négatifs que l'apparition de nombreux murs et la conversion de la Mer Méditerranée en un cimetière. Dans ce contexte, le rôle et les droits de la citoyenneté s'affaiblissent et sont menacés par des vagues de xénophobie et de racisme.

Dans l'espace méditerranéen, les limites du système économique international s'accompagnent de systèmes agricoles et alimentaires globalisés, qui ne répondent pas aux besoins sociaux, environnementaux et climatiques méditerranéens. En effet, l'actuel système économique libéral qui prévaut dans nos sociétés se trouve à l'origine d'externalités telles que la perte de pratiques d'agriculture familiale, l'usage excessif d'engrais chimiques, la pollution de nos eaux ou le réchauffement climatique accéléré.

La Méditerranée connaît une crise multiforme, grave et assez nouvelle:

- Une multiplication des conflits armés;
- Une situation économique très dégradée;
- Une réalité environnementale et climatique aggravée;
- Une menace terroriste permanente;
- Des flux migratoires décuplés;
- Des trafics multiples destructeurs pour les États;
- Une radicalisation qui dresse les peuples les uns contre les autres;
- Une perte de confiance de la citoyenneté dans les systèmes politiques démocratiques.

Face à ce constat, particulièrement inquiétant, il importe de s'interroger pour identifier quelles initiatives citoyennes pourraient contribuer à construire la paix, la sécurité et un développement durable et équitable majeur. Tous les acteurs doivent être sollicités aussi bien les citoyens que les institutions et les experts.

- Est-il possible de renouer les liens entre les citoyens afin de dépasser la radicalisation, les hostilités interreligieuses...?
- Quelles voies de coopération pourraient conduire à une convergence économique inclusive?
- Quelles propositions pour favoriser l'égalité entre les différents peuples de la Méditerranée aussi bien dans le domaine économique, que politique, social, culturel, éducatif etc...?
- Quelles mesures préconiser afin de promouvoir l'apaisement des divers conflits en cours?
- Quelle coopération développer pour lutter contre les mouvements transnationaux qui ont recours à la violence pour faire prévaloir leurs objectifs en invoquant la religion?
- Comment traiter la question des flux migratoires dans le respect des droits de l'Homme et notamment celui des réfugiés fuyant les zones de conflits?

Pour répondre à toutes ces questions quel peut être l'apport ou la contribution des citoyens indépendamment des États ou des communautés d'États ?

Le réseau de l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée requiert des moyens spécifiques pour mener des actions citoyennes, en d'autres termes, pour passer de la réflexion, à la résistance et à l'action. Telle est la problématique qui est soumise aux Cercles et au Conseil consultatif pour être débattue. La tâche est certes vaste et ambitieuse, mais il est important cependant que les citoyens s'emparent de ces questions qui ont un impact sur leur vie quotidienne, sur leur liberté, leur sécurité et leur niveau de vie.

AGORA 1.

Comment la citoyenneté peut-elle contribuer à lutter contre la violence et la haine?

Xénophobie, radicalisation, migrations, conflits ethniques, rejet des minorités, haine, marginalisation économique, etc... Le concept de paix est inévitablement lié à celui de la guerre, comprise comme un conflit armé entre États ou factions, ce qui malheureusement est patent de nos jours dans notre mer si blessée. À ces conflits s'ajoutent la crise humanitaire des réfugiés, le terrorisme, la radicalisation religieuse ou nationale et la xénophobie, ainsi qu'on peut le constater en Europe notamment. Les discours de haine, qui envahissent les réseaux sociaux sur internet alimentent ces tensions. Cette agora visera à identifier des bonnes pratiques et des mesures adaptées à la lutte contre ces fléaux, afin d'établir, à long terme, une véritable communauté apaisée et sereine des peuples de la Méditerranée.

AGORA 2.

Les savoirs: un domaine (porteur) profitable pour la coopération méditerranéenne.

La formation, l'éducation et l'enseignement supérieur constituent des espaces particulièrement adaptés à la diffusion d'une information destinée à sensibiliser les citoyens à la découverte de l'autre, à la compréhension de la diversité et à l'apprentissage d'un comportement ouvert et bienveillant. Une telle démarche permet de promouvoir chez les citoyens le sentiment d'appartenance à une communauté qui pourrait être celle des riverains de la Méditerranée. La coopération universitaire et la recherche scientifique entre organisations issues de différents milieux, les échanges entre établissements scolaires ou ceux entre institutions de formation sont des exemples concrets de la création de liens autour de la Méditerranée. De même, la collaboration entre citoyens ou entités de la Méditerranée dans le monde de la culture peut générer des effets extrêmement positifs du point de vue de la créativité et de la conscience citoyenne commune.

AGORA 3.

Une transition écologique méditerranéenne vitale

Le développement, l'économie et l'environnement durables ainsi que la question climatique sont des questions urgentes. La région méditerranéenne est de plus en plus exposée au réchauffement climatique, à la disparition de l'agriculture traditionnelle et paysanne et à une alimentation caractérisée par le consumérisme au détriment de la qualité et de la santé. La croissance économique pêche souvent par l'absence de progrès sociaux et environnementaux. Il importe que la transition écologique se réalise dans un avenir proche, mais en même temps celle-ci doit être accompagnée d'une croissance qui permette aux citoyens d'accéder à un meilleur niveau de vie. Dans cette agora, les Cercles ACM analyseront la possibilité de favoriser l'émergence, dans l'espace méditerranéen, d'une coopération économique responsable et durable.

AGORA 4.

La participation : Une réponse citoyenne aux besoins politiques et sociaux en Méditerranée

Le besoin d'une nouvelle gouvernance, s'appuyant sur la démocratie participative, et tenant compte de la situation des femmes, des jeunes, des minorités, ou d'autres composantes de la société s'impose. De nos jours, l'absence ou la limitation de pratiques démocratiques est particulièrement présente dans les pays riverains de la Méditerranée. Face à cette situation les citoyens peinent à faire entendre leurs voix, et leur participation aux choix décisionnels est loin d'être acquise. De plus, il semble que la situation de la femme dans une bonne partie de ces États continue de se dégrader, tandis que les jeunes subissent des taux de chômage spécialement élevés, en aggravant le risque d'exclusion sociale du fait de leur manque d'insertion dans la vie économique, sociale, culturelle ou politique. Cette agora s'emploiera à explorer les raisons de cet état de fait et cherchera à dégager de possibles solutions en s'appuyant sur les avis et les bonnes pratiques des Cercles ACM.





III. INTERVENTIONS



III. INTERVENTIONS

III. 1 SÉANCE D'OUVERTURE

«Un appel à résister aux citoyens et citoyennes de la Méditerranée».

Vicent Garcés, Président de la Fondation Assemblée des Citoyens et Citoyennes de la Méditerranée

Chers amis,

Je vous souhaite la bienvenue à la VIIème Rencontre de l'Assemblée des Citoyens de la Méditerranée et je remercie également les autorités de la région de Casablanca pour le prêt de ce magnifique Palais pour notre session inaugurale.

Edgar Morin, membre du Conseil consultatif de la FACM, a lancé dernièrement la consigne de la résistance citoyenne en appelant les citoyens et les citoyennes à résister dans toute la Méditerranée.

La ACM cherche à trouver les moyens pour mettre en commun les énergies, les capacités des citoyens et citoyennes de la Méditerranée pour contribuer à un monde meilleur. Nos rencontres servent à favoriser le dialogue, la réflexion et les propositions.

Ces dernières années nous avons constitué 27 cercles dans 20 pays de la méditerranéenne: du Maroc à l'Egypte, de l'Egypte à la Syrie, et de Syrie à l'Espagne.

Durant cette rencontre, à Casablanca, nous allons mettre en commun des analyses, des expériences et des propositions sur la question de la guerre et de la paix dans la Méditerranée et sur les inégalités sociales et économiques qui touchent tous nos peuples.

C'est un bonheur pour nous de célébrer cette rencontre et pouvoir mettre en commun les connaissances des Cercles. L'optimisme de la volonté qui doit vaincre le pessimisme de la réalité et permettre d'avancer vers la paix et le progrès dans la Méditerranée. Et c'est la citoyenneté qui a le rôle le plus important pour atteindre ces objectifs, dans cette région où vivent près de 500 millions de personnes. Un espace géographique, humain et culturel divers qui a été un berceau des civilisations, mais qui est aujourd'hui dominé par la guerre, le désespoir de ceux qui fuient, la peur et les inégalités. La Méditerranée est centrale dans la géopolitique mondiale.

Notre mer Méditerranée rêvée, mer de paix et de culture, espace où les peuples riverains devraient vivre ensemble et progresser ensemble, est devenu aujourd'hui une mer de guerre, un cimetière.

Les peuples du bassin de la Méditerranée ont une histoire millénaire, les trois grandes religions monothéistes y sont nées, la démocratie y est née. C'est une mer dont l'histoire unit les trois continents et qui aujourd'hui est hélas déchirée par de graves conflits. L'Europe traverse une crise profonde : la fragilité de l'Union Européenne, la crise économique non résolue qui affecte principalement les pays méditerranéens européens et la croissance de l'extrême droite. Le Nord de l'Afrique est touché par une guerre ouverte en Libye, la dictature et l'instabilité en Egypte et à une frontière sud au Sahel qui traverse aussi une situation économique et militaire délicate. À l'Est, nous assistons à des conflits qui durent dans le temps et empirent. Dans le cas d'Israël et de la Palestine, il est lamentable de voir que la perspective d'une solution au conflit, prévue il y a vingt ans avec la reconnaissance de deux États est en train de disparaître, et tous les jours des Palestiniens meurent à cause de ce manque de solution. Il y a la guerre en Syrie, l'instabilité en Turquie, en Irak, en Afghanistan. Tous ces conflits font que les peuples riverains sont en train de vivre une situation de grande difficulté et d'insécurité. De plus la brèche de l'inégalité entre l'Union Européenne et les pays de l'Est-Sud de la Méditerranée continue de s'élargir.

Les flux migratoires continueront tant que les inégalités sociales et économiques existeront ; les crises des réfugiés ne disparaîtront pas tant que les guerres existeront.

Il ne faut pas oublier non plus qu'en tant qu'espace géographique, la Méditerranée est l'une des mers les plus polluées de la planète où la faune et la flore marine sont de plus en plus menacés..

En tant que Fondation ACM, nous sommes un réseau citoyen de dialogue, de proposition et d'action qui a presque dix ans d'existence. Durant ce temps, nous sommes passés d'une structure informelle à une structure avec une personnalité juridique pour devenir la Fondation Assemblée des Citoyens et des Citoyennes de la Méditerranée. Nous sommes nés dans l'intention manifeste de faire en sorte que les citoyens qui sont les acteurs fondamentaux de la démocratie aient un rôle déterminant. Et cela dans un contexte dans lequel les révoltes citoyennes qui ont conduit au soi-disant printemps arabe ont été rendues invisibles.

La FACM tente d'articuler la citoyenneté à partir de sa propre personnalité, et dans toute la diversité constitutive de son identité.

La FACM pratique la « diplomatie citoyenne » en incorporant les responsabilités et les droits de la citoyenneté et en commençant par essayer de faire face à la triste situation que traversent les peuples de la Méditerranée. Nous parlons aussi de « résistance citoyenne ». Face aux pouvoirs inhumains des appareils économiques, politiques et militaires, nous opposons les valeurs de la démocratie, la justice, la liberté et la dignité. Il s'agit de faire prévaloir la citoyenneté face à l'horreur.

Aujourd'hui toutes les puissances mondiales, les vieilles et les nouvelles, sont présentes en Méditerranée et ne le sont pas dans une perspective de paix et de progrès. Les phénomènes du racisme et de la xénophobie se développent. Cela suggère, encore d'avantage, la nécessité que les citoyens assument leur rôle. Lorsque les révoltes se sont produites dans les pays arabes, une fenêtre d'illusion s'est ouverte qui, cinq ans plus tard a pratiquement disparue à l'exception de la Tunisie. Cette espérance est ancrée dans l'esprit des citoyens qui continueront à lutter pour les mêmes espaces de liberté, démocratie, justice et dignité.

La FACM, présente dans plus de vingt pays de la Méditerranée, est le reflet fidèle des valeurs de la citoyenneté et observe, avec une préoccupation croissante, comment les politiques des États et mondiales vont dans le mauvais sens.

La FACM est préoccupée par la dimension environnementale dans la Méditerranée et, a lancé avec d'autres entités une « Déclaration pour la transition Agroalimentaire en Méditerranée » qui implique pour les citoyens la nécessité d'un changement de modèle productif et de consommation, dans le cas des aliments, mais qui est aussi applicable à d'autres secteurs.

Contre la maladie de l'obésité qui s'étend au Nord, les médicaments ne sont pas la solution mais il faudrait plutôt une meilleure alimentation (la diète méditerranéenne est un bon exemple). Et à l'est et au sud de la Méditerranée il y a la faim et la malnutrition, avec des modèles économiques qui valorisent l'agro exportation et l'importation d'aliments, face à la production propre et la consommation locales d'aliments. Ce Manifeste sur la transition Agroalimentaire en Méditerranée a été présenté par la FACM à la MEDCOP/Tanger, en juin 2016 et au Sommet Mondial sur le Climat, COP22/Marrakech, en novembre 2016, et il a déjà été signé par 55 organisations de 13 pays.

La FACM a une Charte Constitutive qui établit nos principes et nos valeurs : la défense des droits de l'Homme, la promotion de la participation citoyenne dans tous les espaces politiques, la volonté d'aller au-delà du choc des civilisations. Face à ce choc, nous proposons le dialogue des peuples, le dialogue citoyen, le respect et la reconnaissance mutuelle. Nous utilisons la « diplomatie citoyenne », en parallèle à la diplomatie institutionnelle gouvernementale ou parlementaire.

La FACM reconnaît que la base du pouvoir et de la souveraineté se trouve dans les peuples, chez les citoyens, et à partir de cela nous pratiquons le dialogue entre les personnes, les peuples, les religions et les cultures. C'est ce que nous avons fait jusqu'à maintenant.

Le simple fait que la ACM existe, que nous soyons organisés constitue une grande innovation. Il y a d'autres réseaux dans la Méditerranée, articulés de manière sectorielle ou thématique. La ACM aborde la citoyenneté de au sens large et promeut l'idée qu'une participation citoyenne dans tous les domaines, comme une exigence essentielle pour renforcer la démocratie et la liberté. La FACM aborde des questions aussi importantes que la relation entre les religions, qui loin de rester dans la sphère de la spiritualité personnelle, continue à créer des scénarios de violence. La ACM s'efforce pour que les trois religions monothéistes nées en Méditerranée ne soient pas des motifs de confrontation mais de reconnaissance et de respect mutuel.

La situation des femmes dans le monde arabo-musulman nous préoccupe particulièrement, dans la mesure où les attitudes patriarcales de domination sont encore présentes dans toute la Méditerranée. La problématique sociale et économique que vivent les pays du sud de l'Europe et leurs relations avec les pays méditerranéens nous inquiète. Les inégalités continuent de s'agrandir et on observe une grande impuissance de la part des pouvoirs publics à l'heure d'apporter des solutions pour résoudre ces difficultés. La FACM, à partir de ses Cercles et de ses Rencontres, présente des propositions aux institutions publiques présentes dans la région.

Les citoyens n'aiment pas les inégalités, ils préfèrent la solidarité, ils préfèrent la paix à la guerre, ils ne veulent pas de conflit religieux. Cependant, nous nous retrouvons face à une réalité dans laquelle les pouvoirs économiques et internationaux, qui ne rendent pas de comptes auprès de la souveraineté populaire, sont résolus à intervenir pour faire en sorte que leurs intérêts soient assurés.

L'espace méditerranéen comprend les peuples riverains, mais il se voit largement affecté par la ceinture des pays d'Asie et d'Afrique qui l'entoure, de l'Iran, de l'Afghanistan et de l'Irak, aux pays du Sahel, en passant par le Golfe. C'est une vaste zone en situation de guerre ou d'avant-guerre.

Le terrorisme est apparu comme un facteur qui semble tout justifier, alors qu'en réalité il n'est rien de plus qu'un phénomène qui exprime une maladie sociale, politique, économique, de cohabitation qui ne guérit pas bien. .

Deux points essentiels vont nous occuper lors de cette Rencontre de Casablanca: la situation de la jeunesse et celle des femmes. Pour cette dernière, tant que les inégalités de genre et la domination de l'un sur l'autre persisteront la nécessaire cohabitation égalitaire ne pourra pas être garantie.

Dans le cas de la jeunesse, nous nous trouvons devant un fait qui affecte le présent et le futur des peuples. Il s'agit là d'un grand paradoxe : dans un monde marqué par des avancées techniques et scientifiques permettant une information et une visibilité des faits en temps réel, les jeunes de presque tous les pays de la Méditerranée ont des difficultés à s'insérer dans le marché du travail, à voyager et être confiant et optimiste pour l'avenir.

Bienvenus, bon débat à tous et bon séjour à Casablanca.

« La démocratie participative, un développement indispensable des valeurs consacrées dans la déclaration des droits de l'homme »

Ricard Pérez Casado, ancien Maire de Valencia, membre du Conseil Consultatif de la FACM

La participation des citoyens et des citoyennes est un défi pour les démocraties contemporaines. C'est un objectif qui doit être atteint à travers l'adoption de mesures telles que :

Promouvoir une nouvelle gouvernance avec une participation active de la citoyenneté

Renouveler le fonctionnement des mécanismes traditionnels de la démocratie représentative au-delà du rituel des élections et des canaux habituels d'expression de la volonté populaire, y compris les partis politiques.

Donner le rôle principal à la citoyenneté pour répondre aux défis croissants de nos sociétés.

De nos jours, des deux côtés des rives méditerranéennes, les limites imposées aux pratiques démocratiques, même les plus ordinaires, sont habituelles. Ainsi, la menace terroriste en Europe s'est-elle traduite par des pratiques proches de celles d'un état de siège, avec des restrictions évidentes des droits de base comme celui de réunion, la libre circulation des personnes, la liberté d'expression et bien d'autres. En plus, des éléments que l'on croyait oubliés sont réapparus, comme le racisme, la xénophobie qui touchent la citoyenneté et infectent les institutions démocratiques. Il s'agit là seulement d'un exemple qui a conduit à la renaissance de la peste fasciste un peu partout. La conséquence en est que la sécurité est devenue une valeur placée au-dessus de la liberté. La Grande Dépression de 2008 a accentué ces éléments, en introduisant des mécanismes destinés à contrôler la citoyenneté.

Et tout cela se passe dans des régimes démocratiques consolidés, dans lesquels l'exercice de la liberté des citoyens fait partie du quotidien, au moins d'un point de vue formel, ce qui les transforme en "démocraties surveillées".

Ce sont les minorités, soit linguistiques, soit les identités nationales présentes au sein des États qui ont été les victimes principales de cette crise systémique. Il en est de même pour les deux rives. Ceci est confirmé par le mauvais et récent exemple espagnol.

Les jeunes souffrent du chômage et de l'absence de perspectives d'avenir, même s'ils jouissent d'une préparation et d'une formation sans précédents par rapport à n'importe quelle autre époque. L'émigration est devenue dans la majorité des cas la seule porte de sortie, avec pour certains un risque physique et toujours avec une pauvreté croissante que ce soit les jeunes de l'Afrique du Nord qui traversent la Méditerranée ou les jeunes des États de l'Europe du Sud qui acceptent des postes de travail bien en dessous de leur niveau de formation et dans des conditions précaires. Les femmes se retrouvent doublement exposées aux inégalités produites par la crise qui viennent s'ajouter aux inégalités de genre.

La croissance de ces inégalités est parallèle à l'enrichissement obscène d'une minorité de millionnaires, dont les revenus, à la hausse, découlent de la misère d'une majorité et de la bienveillance avec laquelle ils sont traités par les autorités, démocratiques ou non, des États.

Il en résulte une succession d'exclusions. L'exclusion et la persécution plus ou moins violentes des minorités. L'exclusion des femmes et des jeunes, et le désenchantement qui en découle se traduisant bien souvent par la radicalisation ou par l'absence de participation à la vie sociale et politique de nos sociétés.

Face à cette situation, déjà décrite au début de notre rencontre, que peut-on peut faire ?

Nous devons trouver les réponses à ces questions dans et par la citoyenneté, ainsi qu'à travers les propositions faites par l'Assemblée des Citoyens et Citoyennes de la Méditerranée lors de ses rencontres successives comme celle qui nous occupe aujourd'hui à Casablanca.

Ce que les États ou les organisations supranationales font, ainsi que l'Union Européenne, est déjà bien connu dans toutes ses dimensions. Sur la rive où j'habite, on voit dresser des murs et imperméabiliser les frontières, sur la base de la contention des migrations, que celles-ci soient motivées par des raisons économiques, ou en raison de persécutions ou bien encore par convictions ou en raison de, l'appartenance à une minorité ou pour fuir d'un conflit armé. C'est la sécurité qui prime face à la liberté, en dépit des déclarations, et je souligne, les traités internationaux.

Ceci a comme conséquences, la mort, l'exclusion et l'invisibilité des victimes lorsque celles-ci parviennent à survivre et atteindre ce qu'elles croyaient être leur pays d'accueil en rejoignant l'armée précarisée d'employés, tout en subissant aussi les affrontements et les tensions avec les mêmes résidents autochtones.

Par conséquent, la participation active de la société civile s'impose, à travers ce qu'on a appelé la démocratie participative, dans la lutte contre l'exclusion au sein même de chacune de nos sociétés.

Il s'agit de se plaindre et de proposer simultanément. Par exemple pour l'emploi des jeunes et des femmes, on dénonce la précarisation avec les bas salaires ou dans l'économie souterraine -le travail domestique, les soins aux malades et aux personnes âgées sont autant d'exemples de postes de travail occupés par des femmes et exercés parfois dans la clandestinité et qui ne répondent pas aux critères convenus par les organismes publics et les syndicats. Avec ce type d'emploi les jeunes deviennent des salariés pauvres qui ne peuvent pas subsister avec ces maigres revenus.

Il s'agit donc aussi d'intervenir auprès des opinions publiques et réaliser un travail de *lobby*, si j'ose dire, sur les mécanismes de décision pour œuvrer en faveur d'une éducation démocratique et publique, unique et gratuite, qui transforme les enfants et les filles en citoyens de plein droit à l'avenir, avec la formation appropriée pour un emploi à la hauteur de leurs capacités.

Il incombe aussi de dénoncer et être vigilant en permanence par rapport aux droits égaux de la femme, aussi bien dans le domaine privé comme dans le public, le droit à son propre corps, et le succès de la parité effective dans tous les domaines de la vie sociale, culturelle et politique.

La protection et le traitement équitable devant la loi et la société des minorités, que ce soit des minorités linguistiques, d'identité, ou toute autre qui réclament leur reconnaissance et leur singularité est aussi une question prioritaire. Il ne s'agit pas d'une concession extraordinaire des pouvoirs publics établis, mais bien d'une reconnaissance du droit à exister en liberté, en paix, et en sécurité pour le développement de leurs aspirations et de leurs objectifs collectifs. La société civile organisée est ici un acteur fondamental pour empêcher, tout d'abord, les persécutions, et, pour ensuite consolider ces droits.

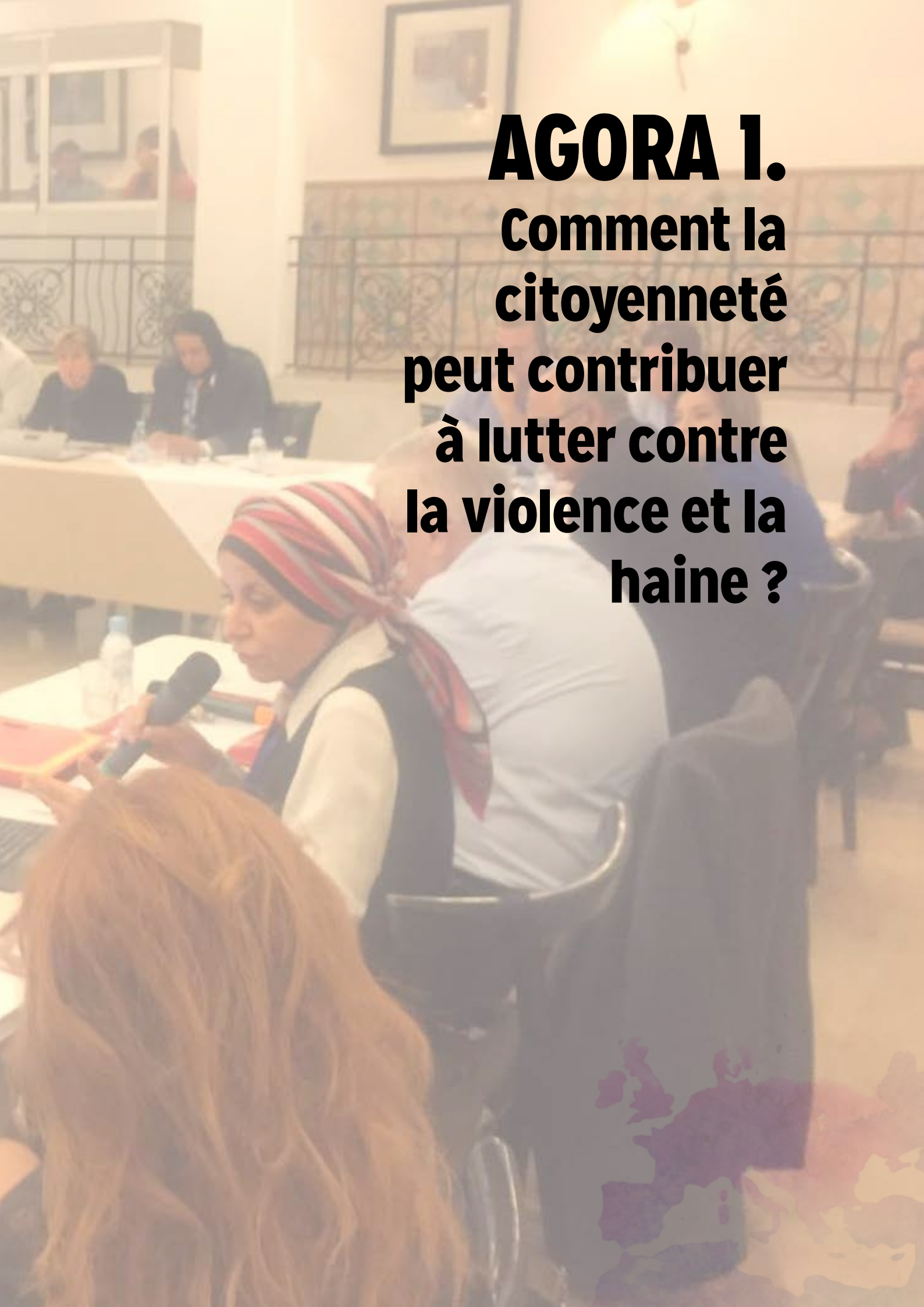
Sans aucun doute les déplacements géostratégiques, à l'échelle mondiale, font de notre Méditerranée un espace moins important pour les deux puissances effectives, les États-Unis et la Chine. Cependant, en raison de leur diversité, de leur durée, et de la gravité des affrontements qui s'y déroulent la portée de ces conflits « encapsulés » est devenue universelle.

Chypre et l'ex-Yougoslavie n'apparaissent pas sur les écrans, mais ils restent sans réponse. La violence en Iraq, en Syrie et en Palestine-Israël, font partie de la scène mondiale avec aussi comme circonstance aggravante la lutte pour le contrôle des combustibles fossiles, et son impact sur la fragmentation d'un pays comme la Libye.

Les nouvelles stratégies, la crise systémique conduisant à la consécration de l'inégalité, mettent plus l'accent sur le caractère dramatique des conséquences, et c'est pour cela qu'il est urgent de renforcer le rôle de la citoyenneté.

Nous avons aujourd'hui l'occasion de débattre aussi bien sur le diagnostic, que sur les propositions actives qui doivent accompagner notre discussion tout au long de ces deux journées.



A woman wearing a colorful striped headscarf and a dark vest over a white shirt is speaking into a microphone at a conference. She is seated at a table with other people. In the background, there are other attendees and a balcony with a metal railing. The text is overlaid on the right side of the image.

AGORA 1.

**Comment la
citoyenneté
peut contribuer
à lutter contre
la violence et la
haine ?**

III. 2. AGORA 1. COMMENT LA CITOYENNETÉ PEUT CONTRIBUER À LUTTER CONTRE LA VIOLENCE ET LA HAINE ?

« La radicalisation de la jeunesse, la nécessité d'une réflexion euroméditerranéenne : le cas des combattants étrangers »

Sebastien Boussois. Membre du Conseil Consultatif de la FACM

- Quels sont les prochains défis pour l'Europe et la Méditerranée avec la chute de Raqqa et l'effondrement de Daech ?
- Cela signifie-t-il plus de paix et un retour au calme ?
- Que prévoient nos États face à la question des revenants, ces jeunes endoctrinés qui ont tué et en veulent toujours à nos sociétés ?
- Qu'est-ce qui doit unir les pays du Nord et de la Méditerranée dans ce combat contre l'obscurantisme et la lobotomisation de nos jeunes ?

Depuis 2011, ce ne sont pas moins de 42 000 étrangers qui sont partis rejoindre Daech pour combattre dans ses rangs¹. Le RAN, réseau européen de vigilance à l'égard de la radicalisation évoque le retour potentiel d'environ 3.000 djihadistes en Europe. Jamais une armée aussi vite constituée n'a attiré autant d'individus qui soient suffisamment convaincus et endoctrinés pour donner leur vie pour elle. Elle les a attirés, formés, non seulement à semer la mort sur la terre de Chams, mais également pour certains d'entre eux, (avec une formation paramilitaire) à venir semer la mort en Europe et plus largement en Occident.

Mais qu'est-ce qu'un Foreign Terrorist Fighter (FTF) selon le droit international? La résolution 2178 du Conseil de Sécurité de 2014 donne une définition précise : Elle les définit comme des individus « qui se rendent dans un État autre que leur État de résidence ou de nationalité dans le dessein de commettre, d'organiser ou de préparer des actes de terrorisme, ou afin d'y participer, de dispenser ou recevoir un entraînement au terrorisme, notamment dans le cadre d'un conflit armé. Les conditions sont ici au nombre de trois. La personne doit :

Se rendre dans un pays autre que celui de sa nationalité ou de sa résidence;

Avoir pour dessein de participer par quelque moyen que ce soit à des actes terroristes ou d'y recevoir/dispenser un entraînement au terrorisme ;

Une précision est ajoutée concernant le cadre du conflit armé. »²

Jamais nous n'avions fait face à autant de jeunes fragilisés, et enrôlés dans des réseaux locaux de recruteurs ou sous l'influence de la propagande inédite d'organisation terroriste d'un genre nouveau, capable d'attirer des jeunes prêts à devenir des combattants aguerris et aux profils très diversifiés. Non seulement, Daech a attiré à elle des jeunes d'origine maghrébine, arabe plus largement, mais aussi une grande partie de jeunes convertis, de femmes, voire de mineurs.

Qui sont donc ces jeunes qui rentrent en Europe? En France? En Belgique? Combien sont-ils? Que risquent-ils? Comment mesurer leur degré de « dangerosité » ? Certains sont-ils comme, ils le disent vraiment repentis? Nous faisons face à un phénomène également inédit: une grande méfiance, qui s'avère nécessaire, à l'égard de ceux que nous avons enfantés, ceux en qui on devrait avoir pleinement confiance, et qui endoctrinés et idéologisés par une mécanique diabolique, deviennent notre problème numéro 1 en matière de sécurité publique. Ceux qui sont censés être l'avenir de notre espace euro-méditerranéen.

L'urgence est de taille car ces jeunes vont soit rentrer, soit partir sur d'autres terrains de djihad. Pour ceux qui vont revenir, 9 sur 10 partiront en prison, mais 1 sur 10 parviendra à échapper à la police, et deviendra un terroriste potentiel et prêt à rejoindre des cellules dormantes en attendant le jour propice pour commettre un attentat. Sans suivi, sans accompagnement, ils restent dangereux car si Daech disparaît, son idéologie ne mourra jamais. Il en est ainsi de toutes les idéologies une fois créées.

- Géopolitique locale et effondrement de Daech

La géopolitique actuelle du djihad nous amène au constat suivant : l'effondrement de Daech va redistribuer les cartes et disperser ses combattants, renforcés ou affaiblis. La chute de Mossoul il y a quelques mois et celle de Raqqa ne sont que les derniers soubresauts d'un processus plus anciens. Si beaucoup de jeunes ont pris la route de l'EI, le flot s'est tari à partir de 2015 quand Al Bagdadi a appelé à

¹ Chiffres du RAN, Radicalisation Awareness Network, repris ici <https://www.ouest-france.fr/monde/syrie/syrie-jusqu-3-000-djihadistes-de-daech-pourraient-revenir-en-europe-5192608>

² https://www.un.org/sc/ctc/wp-content/uploads/2016/09/FTF-Report-1-3_French.pdf

ne plus se rendre sur le sol du califat pour agir directement sur le sol européen, sans passer par ce rite de passage et de formation paramilitaire. Il faut donc d'une part s'interroger sur la question des jeunes partis et qui reviennent, mais également sur ceux qui se sont radicalisés sur notre sol et se révèlent probablement tout aussi dangereux. Un chiffre: en France, les services de renseignements ont confirmé qu'il y a actuellement près de 12.000 individus fichés S, ce qui dépasse largement le chiffre de ceux qui sont déjà rentrés, dont le nombre s'élèverait à 244 cas³.

Ils sont donc 42.000 en provenance du monde entier et à être partis pour faire le djihad. À eux tous seuls, presque 5.000 combattants, venus de l'Europe toute entière se sont rendus aux côtés de l'État islamique pour combattre l'armée de Bachar Al Assad et ses alliés. Selon un collectif de centres de recherches spécialisés sur ces questions, depuis le début de l'effondrement de Daech entre 1.200 et 3.000 de ces djihadistes seraient sur le point de rentrer, ou déjà en route, ou déjà interceptés dans leur pays d'origine⁴. Quand on sait le nombre de morts qu'un djihadiste téméraire, aguerri, et prêt à mourir en martyr, peut provoquer en un seul attentat terroriste (Nice par exemple), on peut imaginer le danger que représentent plusieurs milliers de jeunes endoctrinés pour le vieux continent.

Selon les estimations du Ministère de l'Intérieur 1.600 Français seraient partis pour la Syrie et l'Irak depuis 2011 afin de se former et combattre aux côtés du calife Al Baghdadi sur la terre du nouveau Califat et dont 244 sont déjà rentrés. Selon l'UE, 30% du total ont été tués, 30 à 35% sont rentrés, et les autres sont sur les routes.

Dans un rapport de la justice française, on apprend avec des chiffres inférieurs que « sur un millier de Français partis en zone jihadiste irako-syrienne, environ 300 y sont morts et 700 adultes (dont 300 femmes) s'y trouvaient encore en juin, avec quelque 400 enfants. Le rapport, citant lui aussi des chiffres de responsables français, parle, lui, d'environ 460 mineurs français, dont la moitié ont moins de cinq ans et un tiers sont nés là-bas. »

La plupart de ceux qui se sont radicalisés venaient de deux grandes régions françaises: l'Île-de-France et les Alpes Maritimes. Le cas d'Omar Omsen est significatif. Ce recruteur

français illuminé d'origine sénégalaise et parti en Syrie, était passé par la prison où il y reçut une formation en multimédias⁵. À sa sortie, il produisit de fabuleux films de propagande qui séduiront de nombreux jeunes sur les réseaux, et avec le soutien de recruteurs locaux, il envoya indirectement plus d'une centaine de jeunes en Syrie. C'est dans un terreau fertile, de cités, de zones paupérisées, dans des quartiers marginalisés, que la radicalisation de masse a pu se produire. Que sont devenus ces jeunes ? Comparé à la Belgique, la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, les taux de retours de pays comme le Danemark, la Suède et le Royaume-Uni sont plus importants, aux alentours de 50% pour ces derniers selon l'UE. C'est en partie lié à la politique de réinsertion de ces jeunes, qui bien évidemment n'aspirent pas à se retrouver directement en prison et sans espoir. Autant mourir sur le champ de bataille. Un rapport de la justice française explique : « Ils peuvent également revenir car ils ont perdu leurs illusions, ont des remords, par opportunisme (ils sont toujours radicaux mais veulent de meilleures conditions de vie), pour intégrer une cellule djihadiste dormante en Europe, ou de manière involontaire (lorsqu'ils sont arrêtés) »⁶.

Selon le rapport du RAN (Radicalisation Awareness Network), on distingue deux catégories de « returnees » : ce qu'on pourrait appeler les seigneurs de guerre, les plus radicaux, les plus endoctrinés, ceux qui ont probablement tué, et ont combattu contre l'armée de Bachar Al Assad. Certains sont probablement déterminés à venir frapper sur le sol français ou belge. Les autres sont ceux qui ont été déçus de leur aventure, les femmes, les enfants, ceux qui sont soit peu engagés soit déjà en partie désengagés par désillusion. En fonction de ce degré de dangerosité établi, il faudra proposer un traitement spécifique, individualisé, qui prendra du temps et sans garantie miracle de succès. La resocialisation devrait passer de l'utopie à la réalité, mais peu de résultats concluants à ce jour permettent de dire que cela sera possible à grande échelle.

L'OCAM (Organisme de Coordination pour l'Evaluation de la Menace) évaluait à 457 le nombre de jeunes Belges partis ou sur le point de rejoindre les rangs de Daech en Irak et en Syrie depuis 2011. Cela constitue sur la population totale belge, l'une des proportions les plus importantes. Il y a un peu plus de 10 millions de Belges. C'est à partir de 2016 qu'on a pu avoir plus d'informations sur la nature des

3 <http://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/aeronautique-defense/fiche-s-les-services-de-renseignement-ont-recense-12-000-personnes-693258.html>

4 <http://www.dhnet.be/actu/faits/voici-le-nombre-de-djihadistes-en-belgique-58fe2834cd70e805130d03a1>

5 <http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2016/05/30/01016-20160530ART-FIG00050-le-djihadiste-francais-omar-omsen-toujours-vivant-apparaît-dans-un-reportage.php>

6 Article d'Ouest France déjà cité.

personnes concernées. Ainsi, l'OCAM recensait les profils comme suit : « Le dernier décompte date de début 2016, où la Belgique comptabilisait 451 combattants syriens. Sur les 266 combattants qui se trouvent en ce moment en Syrie ou en Irak, dont 51 femmes et 38 mineurs belges, 90 auraient été tués sur le front, selon *VTM*, bien qu'il n'y ait aucune confirmation officielle de ce dernier chiffre. Parmi le total des 457 combattants, figurent 86 femmes et 43 enfants⁷. 114 auraient quitté ces deux territoires tandis que quatre seraient en route pour les rejoindre. Les personnes arrêtées alors qu'elles projetaient de se rendre dans ces zones de combat, s'élevaient au nombre de 59 en janvier, contre 73 aujourd'hui. Onze cartes d'identité belges ont par ailleurs été retirées afin d'éviter des départs éventuels vers l'étranger, selon des informations reprises sur le site de la RTBF⁸.

En mai 2017, au moment où Daech tenait encore un peu, le ministre de l'intérieur Jan Jambon faisait un point dans une réponse à une députée : 121 *returnees* étaient présents en Belgique, dont 44 en prison. 5 étaient dans une prison étrangère et 10 étaient morts. 63 étaient en prison dans Bruxelles-Capitale, 16 à Anvers, 6 à Hal-Vilvorde, 4 à Courtrai, etc.

- La réponse publique des États français et belge

Aucun pays n'est préparé à cette question car il n'y a pas d'antécédent. Même le nombre de jeunes partis faire le djihad en Afghanistan est sans commune mesure avec celui de ceux partis rejoindre Daech. Sans précédent, pas d'expérience, donc difficile d'agir au mieux et au plus juste. Ce qui est presque sûr c'est qu'il faut traiter le sujet au cas par cas. Or, les chiffres sont importants.

- Les chiffres

Selon Gilles de Kerchove, le coordinateur de la lutte anti-terroriste de l'UE, ils seraient encore 2.000 sur place ou sur le point de rentrer ou de quitter le territoire du Califat défait : « *Les chiffres les plus récents suggèrent que sur le total de combattants étrangers européens, 15 à 20% sont morts sur place, 30 à 35% sont déjà rentrés et environ 50% sont encore en Syrie et en Irak* ». Il est d'autant plus compliqué de donner des chiffres en temps réel que tous ne vont donc pas rentrer dans leur pays, que l'établissement des certificats

officiels de décès est bien évidemment complexe à obtenir, et que certains ne rentreront pas mais partiront ailleurs pour essayer de poursuivre le combat et y mourir. C'est ce que De Kerchove appelle des « poches de résistance ».

Les bureaux européens de l'Agence France presse ont tenté en se basant sur des chiffres officiels fournis par les autorités, la plupart du temps des Ministères de l'Intérieur, de dresser une carte européenne des « *returnees* » : « Selon le décompte de l'AFP, il y a actuellement en Allemagne environ 280 revenants (sur 820 départs), au Royaume-Uni environ 450 (sur 850 départs), en France environ 210 (sur un millier de départs), aux Pays-Bas 45 revenants (sur au moins 280 départ), en Belgique environ 120 (sur environ 280 départs), en Norvège une quarantaine (sur une centaine de départs), en Suède environ 150 revenants (sur environ 300 départs), en Finlande une vingtaine de retours (sur 80 départs) et au Danemark environ 70 revenants (sur au moins 145 départs). Cela veut donc dire qu'un djihadiste belge sur deux est revenu et seulement 1 sur 5 en France. Que fait on avec eux ? C'est la toute la question.

- Des mesures d'urgence

La priorité des priorités est que chacun des pays dispose d'un système de renseignements suffisamment efficace pour pouvoir détecter et appréhender les *returnees* au moment de leur retour dans leur pays. Car comme on l'a dit précédemment, face à la force du nombre, le risque est que le quart de ce qui reviennent échappe aux contrôles par des entrées clandestines ou des faux papiers. L'Union européenne est à l'œuvre depuis 2016 puisqu'elle a enfin fait voter le PNR (Passengers Name Records) permettant de recenser tous les déplacements des voyageurs en Europe et hors Europe. Mais ce projet est mondial et à ce jour, à peine ¼ des États coopèrent dans ce vaste projet, soit uniquement 51 États sur près de 200.

- Des mesures de fond entre répression et réhabilitation applicables au Nord et au Sud, en étroite collaboration

Nous sommes à la fois au cœur de l'appareil répressif qui tente de s'adapter mais aussi de la prévention avec l'implication croissante des familles dont un de leur proche est touché par la radicalisation. De nombreuses associations travaillent directement avec les victimes à travers les écoles, les institutions, et tentent de venir en aide aux familles inquiètes pour l'un de leurs proches. Le rôle des familles est fondamental au Nord comme au Sud.

Pour ceux qui reviennent, c'est une recette plus compliquée

⁷https://www.rtf.be/info/dossier/l-État-islamique-menace-t-il-le-monde/detail_la-belgique-compte-457-combattants-partis-en-syrie-ou-en-irak?id=9352109

⁸https://www.rtf.be/info/dossier/l-État-islamique-menace-t-il-le-monde/detail_la-belgique-compte-457-combattants-partis-en-syrie-ou-en-irak?id=9352109

pour laquelle nous avons encore peu de recul. Il faudrait pouvoir rapidement parvenir à évaluer le degré de dangerosité de ceux qui rentrent, or, c'est bien là le plus compliqué : dissimulation, mensonges, fuite, etc. On leur a appris à cacher leur véritable activité et responsabilité sur place. La première étape est d'appréhender les djihadistes à leur arrivée sur le territoire et de les conduire directement en prison, en attendant d'être interrogés et qu'une enquête soit menée. Depuis 2015, une grande partie des États-membres ont intégré dans leur législation des chefs d'inculpation nouveaux : parmi eux « appartenance à une organisation terroriste », « financement ou complicité d'activité terroriste ». C'est ainsi, que même les familles des jeunes partis en Syrie ont été condamnées pour avoir envoyé de l'argent à leurs enfants sur place pour financement d'activité.

La législation se crée au jour le jour et tente de s'adapter. Ainsi en France, on est passé de l'État d'urgence, avec des mesures spécifiques comme notamment les interdictions de sortie de territoire, à une législation qui bascule à partir de novembre 2017 dans le droit commun avec la loi anti-terroriste. Un plan national de lutte contre la radicalisation devait être lancé en décembre 2017. Dans une interview à www.cnewsmatin.fr, le 19 octobre dernier, le ministre de l'Intérieur Gérard Collomb dressait le constat suivant : « La libération de Raqqa est un coup décisif porté à Daesh. Tout porte à croire que le groupe terroriste va donc jouer son rôle en poussant à l'acte un certain nombre de gens pour prouver qu'il n'est pas mort. Les revenants français, sont suivis par les services. Ils font l'objet de poursuites judiciaires, dès leur retour avant d'être incarcérés. Le phénomène est toutefois moins massif que nous le pensions, mais tout est mis en place pour y faire face »⁹.

Soit, mais au-delà de l'incarcération, quid ? Le seul centre de prévention et de désengagement qu'était celui de Pontourny situé dans la commune de Beaumont-Veron (Indre-et-Loire) a fermé. La prévention primaire et secondaire est indispensable, mais nous sommes encore plus démunis pour la prévention tertiaire et la « déradicalisation ». Pourquoi ? Car comme l'explique justement le psychanalyste Fethi Benslama, qui condamnait le « bashing » dont a été victime Pontourny qui n'en était qu'à ses balbutiements, il faut « une troisième voie entre incarcération et milieu ouvert »¹⁰. Pour lui, la déradicalisation en tant que telle n'est

pas le mot idéal : il vaut mieux utiliser celui de désengagement et travailler sur l'idéologie. Car le jeune qui revient a coupé avec tout son monde d'avant, ses convictions, ses perceptions, sa famille, ses amis, son cadre social pour adhérer radicalement à un autre. On ne peut le « désengager de l'un » sans le réenraciner dans un autre : il faut donc l'inscrire dans un processus urgent de resocialisation. La prison ne semble pas l'outil thérapeutique le plus approprié : il protège un temps la société mais ce n'est de toute évidence, hélas que partie remise pour trouver une solution pérenne.

Les États-membres de l'UE doivent s'appuyer sur différentes expériences de resocialisation comme c'est le cas par exemple au Danemark avec Arrhus. La prison est un piège, ce que les Danois ont bien compris. Ainsi la ville danoise d'Aarhus a entamé dès 2007 un programme de réhabilitation, à base de mesures d'accompagnement, afin d'aider les djihadistes de retour ou ceux qui auraient eu la volonté de partir, à trouver un emploi, une formation et un logement. Après 5 prorogations de l'État d'urgence, et une loi votée par le Parlement français en octobre 2017, la France se pare contre les revenants mais aussi dans une logique plus profonde de prévention de la radicalisation : police de sécurité du quotidien, mise en place de mesure de filtrage lors d'évènements, ports de bracelets électroniques. Mais rien de sur à 100% et en réalité rien de révolutionnaire contre les « returnees » à part la prison. Il faut s'appuyer aussi sur les recommandations du Ran publiées dans son « Manuel RAN, réponses aux Returnees » de juin 2017 : utiliser les 45 indicateurs de dangerosité établis par le RAN, ouvrir des dossiers pour chaque cas de départ sans attendre leur retour, créer une police spécialisée qui puisse être consultée par les praticiens, favoriser la coopération multi-organisationnelle, envisager la création d'un point de contact au niveau national et nommer un coordinateur des combattants de retour du pays, investir dans la resocialisation pour qu'elle ait lieu avant les procès, placer les combattants de retour dans des prisons spécifiques, examiner les services religieux en prison et en liberté surveillée, favoriser l'élaboration de modules de formation pour le personnel directement au contact des revenants, impliquer les praticiens en santé mentale dans ce processus, déterminer si la réintégration des combattants doit comprendre une assistance pour des questions comme l'éducation, l'emploi et le logement notamment, etc, évaluer si les familles des combattants peuvent être de vrais partenaires.

Mais qui parle des séjours de rupture, qui sont fondamentaux, et qui sont en réalité des séjours de réconciliation. Il y a des projets de séjours de jeunes français d'origine ma-

⁹<http://www.cnewsmatin.fr/france/2017-10-19/gerard-collomb-nous-sommes-presents-sur-tous-les-fronts-767257>

¹⁰http://www.liberation.fr/france/2017/03/07/deradicalisation-il-faut-une-troisieme-voie-entre-prison-et-milieu-ouvert_1554035

ghrébine à Essaouira, encadrés, en dialogue, et en réflexion autour de ces problématiques. Mais cela doit se multiplier. Et je pense que la FACM aurait un rôle à jouer dans le développement de ces séjours de rupture, puisque nous avons le réseau et les associations.

Plus délicate est la question des enfants. Le RAN préconise des mesures spécifiques : apporter aux praticiens une sécurité juridique si il y a crainte que certains enfants aient commis des crimes, réfléchir à une prise en charge spécialisée, cohérente et efficace des enfants, apporter une formation géopolitique aux praticiens pour comprendre ce qu'a été Daech et le contexte mondial de radicalisation des processus religieux¹¹.

La priorité du gouvernement français comme belge, au-delà des potentiels attentats des revenants, sera de canaliser les dérives des autres franges de la société qui veulent s'inscrire dans un glissement vers le choc des cultures et la guerre civile dans nos sociétés et qui déclencheront de nouvelles vocations. C'est presque à espérer qu'une grande partie des FFT parte sur d'autres terres d'endoctrinement plutôt que de s'acharner à revenir dans leurs pays d'origine. L'importance croissante des cellules dormantes serait une conséquence directe d'une partie des retours de djihadistes non interpellés à leur arrivée sur le sol français. Que faire ensuite des combattants repérés et arrêtés ? « Les deux mécanismes sur lesquels il faut impérativement s'appuyer pour lutter contre cette menace éventuelle, c'est le recours au droit et à la justice », estime Kader Abderrahim de l'IRIS. « Si des gens reviennent de zones de guerre, explicite le chercheur, et que l'on a des preuves à avancer, alors évidemment, la justice entre en œuvre. Mais c'est une question très nouvelle, y compris pour les juristes. Il n'y a pas de loi qui interdise d'aller se battre à l'extérieur de son pays pour défendre des idées qu'on estime légitimes. Au Droit de s'adapter, face à une situation qui a évolué¹². »

En conclusion, on se retrouve donc avec une solution d'urgence qui est d'incarcérer la majorité des revenants, en distinguant les profils et les cas : mais le problème est de parvenir à obtenir l'ensemble des informations suffisantes pour condamner certains individus, femmes notamment, qui ont combattu directement et tué des gens ou ont été de simples « ventres », mais également le cas des mineurs dont

on a encore du mal à savoir quelle ont été exactement leurs actions : puisque tout ce que l'on sait c'est que certains sont français, qu'ils ont tué, et qu'ils rentrent en France. C'est actuellement un vrai casse-tête juridique. La crainte majeure c'est l'émergence d'une nouvelle génération de jeunes radicalisés véhiculant l'idéologie de Daech puissance dix et faisant germer sur place, au cœur même du vieux continent, des milliers de futurs nouveaux combattants, pour finir par nous faire croire que le ver était dans le fruit. Avec une telle idéologie entretenue par les revenants, il n'est plus besoin pour un jeune candidat d'être sur le terrain et la formation paramilitaire : l'imaginaire violent et le bénéfice du doute (« nous n'y étions pas mais l'on nous a raconté »), suscite forcément de l'excitation, de la curiosité et galvanise de jeunes esprits avides d'expériences, d'aventures, d'énergie à dépenser. Cela signifie que l'on risque bien de voir germer une armée de l'ombre, emmenée par des vétérans de Daech, au cœur même de nos sociétés, de quoi nous inquiéter pour plusieurs années : risque d'attentats, implosion de la cohésion sociale, polarisation de nos sociétés et montées des tensions communautaires et religieuses radicalisées. De nouveaux mouvements risquent bien d'émerger, comme ça a été le cas au Maghreb par exemple, avec le GIA algérien, le GICM au Maroc, et le GICL libyen.

« Perception de la violence radicale par les jeunes marocains »
Rachid Aboutaieb ; Saida Benzaher ; Abderrahim Mourdoude ; Rachida Kalil ; Touria El Omri (Cercle de Casablanca-Maroc)

Toutes les sociétés connaissent la violence sous ses différentes formes : violence entre personnes ; violence criminelle ou violence politique entre autres. Mais la violence qui touche les jeunes constitue une préoccupation contemporaine pour les États en raison de sa signification particulière. En effet certaines formes de violences chez les jeunes peuvent constituer un mode légitime d'expression de l'identité, ou de l'appartenance communautaire ou politique. Si la majorité des jeunes dénonce ces formes d'expression, une minorité pourrait y voir un mode légitime d'expression du mécontentement voire une réaction adaptée au phénomène de discrimination ou de xénophobie auquel font face les jeunes musulmans qui vivent dans les sociétés occidentales.

Pour évaluer la perception des jeunes marocains des faits de violences perpétrés par des individus pour affirmer leurs revendications politiques ; nous avons mené une enquête auprès des jeunes pour connaître leur attitude face à ce

¹¹ Rapport entier consultable ici : https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/ran_br_a4_m10_fr.pdf

¹² http://www.huffpostmaghreb.com/2017/02/13/comment-gerer-retour-combattants-etranagers-daech_n_14718236.html

phénomène. Est-ce qu'ils dénoncent les actes de violence liée aux formes d'extrémisme politique et religieux, ou au contraire y voient-ils une réaction naturelle ?

Cette enquête sur la perception de la violence radicale par les jeunes marocains vise à évaluer les attitudes des jeunes, sur ce qu'ils ressentent par rapport à la violence radicale. L'analyse des données nous permettra d'appréhender les perceptions face à la radicalisation, et de proposer des recommandations afin d'œuvrer à établir les bases de la paix et de la tolérance.

MÉTHODOLOGIE ET RÉSULTATS

Un questionnaire réunissant 15 questions a été conçu. Sur une durée d'un mois, l'enquête a été réalisée à Casablanca auprès d'une population de jeunes âgés de moins de 25 ans. Pour mener cette enquête, 4 enquêteurs ont été mobilisés dans les lycées et facultés situés dans différents quartiers de Casablanca. Ainsi, 158 jeunes ont répondu au questionnaire ; 14 questionnaires ont été annulés parce que les réponses étaient incohérentes (les cases oui et non cochées pour la même question). Nous avons traité 144 questionnaires correspondant à des jeunes âgés entre 16 et 25 ans, qui sont issus de différents milieux sociaux, et ont tous un niveau d'éducation équivalent au baccalauréat ou poursuivent leurs études universitaires.

Par ailleurs deux focus group ont été menés auprès des jeunes pour approfondir les données recueillies par le questionnaire.

L'analyse des résultats a montré ce qui suit :

La thèse du complot

En réponse à la question : « Est-ce que vous pensez que les derniers événements internationaux (guerre en Irak; printemps Arabe; guerre au Yémen) sont la conséquence d'un complot d'Israël ou du monde occidental » 46% des participants à l'enquête ont répondu oui.

Ce groupe est majoritairement constitué de femmes (65% sont des femmes) ; 31% sont universitaires; ils sont issus de familles de niveau social moyen (de petits fonctionnaires ou métiers libres); 35% d'entre eux sont actifs dans une association ; seulement 13% font partie de groupes musicaux. Concernant les libertés individuelles, les jeunes appartenant à ce groupe pensent que les femmes au Maroc jouissent de trop de liberté (28%) et que les jeunes ont trop de liberté (35.3%). Ils ont le sentiment d'appartenance à la Oumma Islamique dans 67% des cas..

Les entretiens avec les jeunes ont permis de dégager les raisons de cette attitude. Ainsi, ils expliquent le refus par l'Europe de la candidature de la Turquie à l'adhésion européenne comme une conspiration du monde occidental contre les pays musulmans.

La tolérance des actes de violence radicale

En réponse à la question : « Est ce que les actes de violence radicale perpétrés par les jeunes en Europe sont à encourager », 15% des participants ont répondu oui. Dans ce groupe, il y a 57% de femmes ; 24% sont de niveau universitaire ; 87.5% habitent dans des logements sociaux ou des Bidonvilles ; 50% sont actifs dans une association ; 14.3% appartiennent à des groupes musicaux. Les jeunes appartenant à ce groupe pensent que les femmes et les jeunes au Maroc jouissent de trop de libertés individuelles (52.5%). Ils ont un fort sentiment d'appartenance à la Oumma Islamique (66.66%).

Les entretiens ont permis d'établir que ce groupe de jeunes légitime les actes de violence radicale perpétrés en Europe comme une réaction au racisme subi par les jeunes musulmans en Europe. Ils interprètent comme comportements discriminatoires les faits d'attaques contre les communautés musulmanes en Europe et relatés par les médias. Les jeunes marocains se sentent directement touchés par les propos stigmatisant proférés par certains chefs de partis extrémistes en France ou en Belgique. Ce sentiment de subir la discrimination a des effets au niveau individuel. Le sentiment d'être la cible de racisme et de discrimination de la part des sociétés occidentales est exacerbé par les commentaires des médias qui présentent les informations sur certains groupes et certaines questions de manière stéréotypée, et laissent les jeunes comprendre ces situations comme le refus de l'occident à accepter la diversité culturelle et religieuse.

ANALYSE DU COMPORTEMENT DE LA JEUNESSE MAROCAINE

1.- La jeunesse marocaine : une préparation insuffisante à la pensée critique

Si les jeunes marocains traduisent les crises dans le monde arabo-musulman comme un complot dirigé contre la nation islamique, c'est en raison de leur manque de capacités d'analyse et de réflexion. En effet, les jeunes marocains n'ont pas été préparés à la pensée critique, ni à la participation dans le processus politique des affaires du pays.

La jeunesse marocaine qui totalise 11 millions de personnes (36% de la population) est privée dans sa majorité des droits élémentaires et notamment du droit à une éducation adaptée. La majorité de la jeunesse de moins de 20 ans n'obtient pas le baccalauréat et restera peu qualifiée, sans grande perspective d'accéder à des emplois de qualité. Les autres font face à de nombreux obstacles en raison de la faible qualité de l'enseignement, et des capacités de réflexion et de prise de décision autonome limitées¹³.

L'enquête du HCP sur la jeunesse marocaine révèle que les jeunes Marocains accordent peu d'intérêt à la chose publique¹⁴. Seuls 1% des jeunes adhèrent à un parti politique, 4% participent aux rencontres de partis politiques ou de syndicats, 4% participent à des manifestations sociales ou grèves et 9% participent à des activités de bénévoles. En outre, 36% participent aux élections de façon régulière et 14% de façon non régulière. Même ceux qui ont fait des études universitaires ne sont pas épargnés. En effet, l'enquête sur la culture politique des jeunes Marocains menée auprès de 50 étudiants universitaires marocains(es) a montré que nos jeunes ne disposent pas d'une culture politique de participation, leur permettant de décider de l'avenir politique du pays¹⁵. Les jeunes n'ont qu'une faible connaissance des sujets politiques et n'ont pas encore réussi à rompre avec une culture politique de sujétion, où chacun s'estime incapable d'influer sur l'ordre social établi.

Les jeunes marocains n'ont pas été éduqués à la pensée critique. Ils ne comprennent pas très bien les relations humaines dans une situation de mondialisation. Ils ne maîtrisent pas les systèmes complexes dans lesquels s'inscrivent des enjeux mondiaux controversés tels que les rapports entre communautés ou la diversité des cultures. Ils n'ont pas acquis les compétences pour mener une analyse systémique mettant en évidence les acteurs, les interrelations, les marges de manœuvre et de pouvoir. Ils manquent de réflexion critique pour faire des liens entre différentes valeurs, ainsi qu'entre divers intérêts d'acteurs sociaux. Ils n'arrivent pas à discerner les contradictions pour se positionner. Ils n'arrivent pas à prendre en compte le point de vue d'autrui et d'aborder les conflits d'intérêt de façon constructive, ni à imaginer des solutions innovantes à une situation donnée.

2.-La jeunesse marocaine : un rapport étroit avec la religion

Une enquête menée par le journal l'Economiste et Sunergia sur 1.000 jeunes de 15 à 29 ans interrogés à travers tout le Royaume, a conclu que les néo-musulmans forment le groupe le plus important (34,7 %). Il s'agit en général de garçons, qui aiment et pratiquent le sport, et sortent. Ils sont plus pratiquants que tous les autres : prières, lecture du Coran... et ils veulent que la politique soit guidée par la religion. Cette enquête a également révélé que 68% des jeunes hommes et 63% des filles sont favorables au port du voile. Plus on est pauvre, plus on est favorable au port du hijab ; le voile peut servir de « cache-misère » à celles qui n'ont pas les moyens d'être habillées à la dernière mode ; dans les quartiers défavorisés, il est très difficile pour les jeunes filles de ne pas « être comme tout le monde » ; être plus tranquille et ne pas être embêtée par les garçons. C'est une espèce « d'effet d'entraînement » pour « acheter sa tranquillité ».

LES PERSPECTIVES

1.- Améliorer les capacités d'analyse et de réflexion des jeunes

Il est devenu crucial d'associer les jeunes aux questions sociales vives qui portent sur les enjeux de société pour être de véritables acteurs, débattre avec les experts et les politiques qui ont des avis divergents, faire appel aux références éthiques et culturelles, aux valeurs susceptibles de donner lieu à des débats avec une forte charge émotionnelle. Dans un contexte où la société est menacée par la violence, les jeunes doivent être confrontés aux questions sociales de manière contradictoire, comme un moyen de pacifier les relations entre les humains et de rétablir le lien social, un moyen de développer la responsabilité et de favoriser la construction d'un citoyen actif et participant.

Si l'éducation est un moyen pour aboutir au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement du respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, il faudrait veiller à ce que l'éducation leur fasse prendre conscience des valeurs et des principes inhérents aux droits de l'Homme.

La dynamique empruntée par la société marocaine depuis quelques années dans le domaine de la promotion des droits de l'Homme pourrait être mise en valeur. La Charte Nationale de l'Education et la Formation a souligné l'importance à accorder à l'éducation aux droits de l'homme. La loi portant organisation de l'enseignement supérieur stipule que l'enseignement supérieur est exercé selon les principes des droits de l'Homme, de tolérance, de liberté de pensée, de

¹³ Banque Mondiale. Mémorandum économique : le Maroc à l'horizon 2040

¹⁴ http://www.hcp.ma/Principaux-passages-de-l-intervention-de-Monsieur-Ahmed-Lahlimi-AlamiHautCommissaire-au-Plan_al021.html

¹⁵ <http://www.maghress.com/fr/lagazette/1100>

création et d'innovation¹⁶. Un ensemble d'initiatives ont été mises en place par différents acteurs (Gouvernement, ONG, Organisations Internationales) et ont ciblé la consolidation de la culture des droits humains au Maroc ; le renforcement de la diffusion de la culture des droits de l'Homme à travers les curricula scolaires ; l'appropriation par les jeunes des principes et concepts des droits humains.

Malgré cet effort, le bilan présente certes des acquis mais aussi de nombreuses limites¹⁷. Or la faiblesse d'une culture des droits humains entrave le processus de démocratisation¹⁸. Il est important de développer l'appropriation de la culture des droits de l'Homme par les jeunes en liant les normes et valeurs universelles à la réalité nationale et internationale. L'objectif est d'aboutir à l'épanouissement et au renforcement du respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales par les jeunes. Il est important de susciter des idées chez les jeunes pour en faire les citoyens de demain en leur faisant prendre conscience des valeurs et des principes inhérents aux droits de l'Homme. Il est donc important de créer des événements qui inspirent les jeunes et activent les groupes qui travaillent pour l'éducation sur les droits de l'Homme.

Les droits de l'Homme et les valeurs qui les fondent constituent le cadre normatif et éthique qui régit les relations humaines dans la situation de mondialisation. Le cadre de référence de l'éducation aux droits de l'Homme préconise le respect de la dignité humaine, la liberté, l'égalité, la lutte contre les disparités, les injustices et les déséquilibres. Ce cadre qui oriente vers les possibilités d'action à titre individuel et/ou collectif permet aux jeunes d'appréhender les enjeux des rapports entre communautés et la diversité culturelle dans leur complexité. En effet les questions soulevées sont souvent marquées par des contradictions et des incertitudes. Le cadre des droits de l'Homme fournit aux jeunes les outils pour analyser les différentes questions de manière systémique en mettant en évidence les acteurs, les interrelations, les marges de manœuvre et de pouvoir. Ainsi les jeunes vont se sentir comme des acteurs sociaux dans cet espace mondialisé où ils peuvent porter des choix et prendre des positions.

L'éducation aux droits de l'Homme permet au jeune d'acquérir des compétences lui permettant de se situer et d'opérer des choix en prenant en considération non seule-

ment la satisfaction de ses besoins personnels mais aussi les conséquences sur l'autre. L'éducation aux droits de l'Homme permet aux jeunes de s'ouvrir sur le futur et d'imaginer des solutions novatrices. Il est important d'orienter l'éducation des jeunes sur les questions d'actualité afin qu'ils puissent étudier les enjeux mondiaux actuels en utilisant des sources d'information valides et une méthodologie rigoureuse de traitement de l'information. Ainsi, ils pourront acquérir des compétences en termes de pensée systémique pour être capable d'aborder une problématique de différents points de vue.

2.- Apprendre aux jeunes le « Vivre ensemble »

La coexistence et le dialogue sont des valeurs importantes à développer à travers les voies politiques et éducatives dans le but d'accroître la compréhension, le respect de la diversité et la promotion de la tolérance.

Il est important d'imaginer des actions éducatives destinées aux jeunes afin de les encourager à maîtriser les concepts et le contenu des droits de l'homme dans les textes juridiques, les valeurs de justice, de liberté, accepter les différences ; assumer leurs responsabilités, user de la liberté d'expression. Ces actions intègrent les droits humains comme des règles qui organisent les rapports entre les hommes leur permettant de vivre ensemble dans le respect de chacun et des lois qui régissent les rapports sociaux. En s'appropriant les concepts de la tolérance et de la paix les jeunes adoptent alors des conduites inspirées des droits humains tout en apprenant à adopter des comportements de compréhension et de respect de la diversité culturelle. Les jeunes seront impliqués dans la prévention de la violence et le maintien des valeurs de respect de la diversité culturelle et religieuse, de l'égalité et de la non-discrimination.

Ainsi, les jeunes peuvent construire un idéal commun qui est à la base du vivre ensemble. C'est celui de la citoyenneté mondiale, fondée sur la tolérance des valeurs des autres, la capacité de reconnaître les valeurs éthiques requises pour la vie en commun, d'effectuer et d'agir avec la conscience d'appartenir à cette communauté universelle.

Éduquer à la citoyenneté mondiale permettra d'œuvrer pour le projet social partagé, pour le statut transnational dans lequel les citoyens du monde peuvent exprimer leur point de vue et mettre en œuvre des actes de solidarité.

L'éducation à la citoyenneté mondiale n'est pas seulement une transmission des connaissances, c'est aussi une adhésion aux valeurs requises pour la vie commune, la com-

16 Dahir n° 1-00-199 du 15 safar 1421 (19 mai 2000) portant promulgation de la loi n° 01-00 portant organisation de l'enseignement supérieur. B.O N° 4800 du 1er juin 2000

17 Rapport de l'OMDH sur le programme éducatif, avril 2005.

18

préhension de l'interdépendance de tous les problèmes à l'échelle mondiale, l'adoption des attitudes qui permettent à l'individu de reconnaître les valeurs des autres. Ainsi, les jeunes apprendront le respect de la personne humaine et la conscience d'appartenir à la communauté mondiale. Le sentiment d'appartenance à cette communauté mondiale les poussera à contribuer au bien-être commun, à faire des actions à portée collective, à critiquer les institutions et les règles, à s'exprimer et participer par la délibération ; ce qui représente un levier pour leur émancipation sociale et politique.

CONCLUSION

Les cercles de l'ACM devront s'impliquer davantage pour favoriser la mobilité des jeunes, dans les deux sens afin de lever les obstacles, les préjugés, les peurs de l'autre, et l'ouverture des jeunes sur le monde. Impliquer les jeunes dans des projets à perspective méditerranéenne et les inscrire dans des projets qui leur permettent de s'ouvrir au monde extérieur. En associant les jeunes aux débats sur l'égalité et les droits de l'homme, on va les imprégner des valeurs de citoyenneté mondiale et les pousser à la réflexion sur la tolérance et le vivre ensemble.

« Stratégies européennes de sécurité en Méditerranée » *Regina Laguna: Cercle de Valencia*

Résumé :

L'Union Européenne a ouvert de nouveaux fronts en Méditerranée dans le but de garantir la sécurité dans la zone et prévenir la radicalisation au sein des sociétés, et en particulier chez les jeunes. C'est dans cette perspective que différents outils disponibles à cet effet seront utilisés au niveau infranational, comme au niveau régional et local. L'objectif étant de se rapprocher des forums de la société les plus influents dans les cas d'États faillis comme la Lybie, épiscentre du conflit, que l'on souhaite sauver afin d'éviter que son influence létale se propage chez ses voisins.. Ces instruments sont : l'Assemblée Locale et Régionale Euro-méditerranéenne, avec en son sein les Comités de Régions. Le programme de coopération transfrontalier ENPI-ENI CBC Med, dans le bassin méditerranéen (European Neighbourhood Instrument) et la nouvelle stratégie de la Méditerranée occidentale, en progression avec la structure classique du « 5+5 », qui implique aussi le Nord et le Sud de la Méditerranée. Finalement, le lobby régional en Europe, la Conférence des Régions Maritimes Périphériques

(CRMP), avec la Conférence Inter Méditerranéenne (CIM), va construire un pont entre les pays au niveau des gouvernements locaux et régionaux pour mettre en place l'assistance et le dialogue. Finalement, le Radicalisation Awareness Network (RAN) favorise une collaboration transversale pour prévenir la violence au travers de nombreux secteurs professionnels.

- Trois stratégies et un accord entre les deux rives

La rive du Sud de la Méditerranée continue de s'enfoncer à grands pas dans la mer des incertitudes, avec des conflits belliqueux qui se succèdent dans le sillage du mal nommé « Printemps Arabe ». Je dis « mal nommé » car au lieu d'ouvrir la voie à une renaissance des démocraties, particulièrement dans le Maghreb, des gouvernements instables et/ou islamistes s'y sont installés. Et ceci, sans oublier le conflit armé en Libye, qui loin de se dissiper poursuit son chemin vers l'autodestruction aux mains de l'État Islamique ou sous le feu ami des différentes factions d'un Gouvernement d'intégration qui a beaucoup de mal à s'imposer.

C'est pour cela que l'Union Européenne a mis en place un plan stratégique parallèle en mobilisant ses structures au niveau infra étatique : régionales et locales. Les deux premières stratégies ont été portées par la Commission Européenne avec la Lybie comme épiscentre dans les régions et les villes comme instruments pour garantir le contrôle de la zone. Alors que la troisième stratégie se concentre sur le programme opérationnel de la Commission Européenne que finance l'ENP (European Neighbourhood Policy) ou la Politique Européenne de Voisinage. Nous voilà de nouveau, avec les régions servant de bras armé pour répartir les fonds de coopération aux quatre coins du bassin méditerranéen. Mais, aussi sur l'autre rive.

De nouveau, c'est de ce côté de la Méditerranée que l'Union Européenne- tant décriée au cours de ces dernières années- est en train de porter l'initiative de manière silencieuse mais constante. Sans effusions ni grandes cérémonies, la Commission Européenne, au titre de gouvernement de l'Union, a mis en marche trois nouvelles stratégies pour essayer de placer sous sa protection tous les peuples du bassin méditerranéen. Et je dis « peuples », et non pays, car en cela réside la nouveauté : impliquer les gouvernements régionaux et sous régionaux, les entités locales, comme nouvelle forme d'interlocution là où les gouvernements nationaux titubent ou n'existent plus, comme dans le cas de la Libye, avec ou sans le Gouvernement d'Accord National « imposé » par les Nations Unies (de nouveau) en 2016.

L'absence d'un intermédiaire national dans le Sud de la Méditerranée est déjà une réalité à laquelle est confrontée Bruxelles. Subitement, le gouvernement de l'Union s'est retrouvé sans interlocuteur valide au moment de partager politiques et fonds, intérêts et aides. Et, surtout, le risque supplémentaire de perdre le contrôle d'une zone, déjà en soi incontrôlable depuis la chute des gouvernements antérieurs au Printemps Arabe, lesquels furent les « gouvernements amis » de la European Neighborhood Policy (ENP) ou Politique Européenne de Voisinage.

- Maires et gouvernements locaux

Et c'est dans ce contexte que la Commission regarde vers le bas, pas seulement vers le Sud mais également vers les gouvernements les plus proches des citoyens. C'est alors qu'elle regarde vers le peuple, vers ceux qui survivent aux bombes, les « al-q » **d'un côté et les maires de l'autre. Et c'est dans ces moments là** qu'elle regarde vers les gouvernements régionaux européens, comme ceux que veulent imiter le Royaume du Maroc, actuellement dans un interminable processus de décentralisation qui n'en finit pas depuis 2009...

Alors que la France se trouve dans un processus inverse de centralisation, le Royaume du Maroc a décidé de s'allier avec d'autres partenaires pour apprendre et avancer dans le processus de régionalisation décentralisée, l'Espagne concrètement. Les conversations se poursuivent au niveau national, bien que certains Gouvernements autonomiques espagnols ont offert leur collaboration de façon extra-officielle.

Parallèlement au processus de formation d'un Gouvernement d'Accord National libyen, le président de la Commission Européenne, Jean-Claude Junker, a lancé un appel désespéré. Il faut s'attaquer à l'épicentre du problème: la Libye. Il faut éviter que le cancer ne s'étende, non seulement dans le Maghreb et le reste de l'Afrique au-delà du Sahel, mais également qu'il atteigne l'autre rive. « Il faut venir en aide au maire de Tripoli ! ». C'est le message angoissant qui a été entendu, depuis la fin de l'année 2015, dans tous les forums régionaux méditerranéens.

Mais le premier signal d'alerte au sein du Comité des Régions (CdR) est antérieur, lorsque son président, Markku Markkula, s'est adressé fin 2015, début 2016 aux représentants de l'ARLEM, Assemblée Régionale et Locale Euro-Méditerranéenne pour demander de l'aide. Cette dernière est formée par 80 membres, représentant plus de 15 régions du Sud et de l'Est de la Méditerranée, et a pour finalité la coo-

pération politique internationale. Mais, l'objectif immédiat maintenant est d'intégrer la Libye à travers un projet initial d'échange avec le maire de Tripoli.

- Des Fonds de coopération transfrontaliers

La Commission Européenne s'est engagée dans la seconde étape à travers son service diplomatique, avec la participation d'un responsable technique de l'Agence Européenne de Service Extérieur (AESE), à la réunion organisée à Cagliari (Sardaigne) du Comité de suivi du ENPI CBC-Med, le programme opérationnel pour la coopération transfrontalière en Méditerranée. Il avait pour mission de suggérer que, la Libye soit de nouveau incluse dans ce programme d'aides avec des fonds européens.

En outre, la Commission Européenne a favorisé en 2016, à travers la DG Mare -Direction Générale des Affaires Maritimes et de la Pêche-, l'adoption d'une nouvelle stratégie pour la Méditerranée Occidentale avec la formule typique du « 5+5 ». De nouveau, la Libye figure parmi les acteurs de cette stratégie globale qui n'a que peu ou rien à voir avec la pêche.

Pour finir, il faut mentionner aussi l'accord lancé au sein de la Conférence des Régions Périphériques Maritimes (CRPM), un lobby régional supra-européen qui réunit 160 régions de 25 pays membres ou non de l'Union Européenne. Son principal objectif est la cohésion sociale, économique et territoriale. En 2015 et dans la même perspective, ils ont exprimé le besoin de renforcer la coordination entre les régions européennes et que ces dernières assument un Accord de mobilité avec des pays tels que l'Egypte, la Libye, l'Algérie et le Liban, à l'image des résultats obtenus en 2013 et 2014 avec le Maroc et la Tunisie, respectivement. Comme on le voit, de nouveau, la Libye est sur la ligne de mire.

Voici donc ce que pourraient être les lignes générales d'une politique commune de sécurité dans la macro-région de la Méditerranée Occidentale. Cette politique serait dirigée au niveau supra-étatique par l'Union Européenne, mais elle serait gérée au niveau infra-étatique, régional ou étatique, par les organes politico-administratifs régionaux et par les collectivités locales et les municipalités.

- Prévention du terrorisme et de l'extrémisme violent dans la société civile

Finalement, du fait que le terrorisme ne s'arrête pas aux frontières nationales, il est difficile de freiner le recrutement de futurs terroristes, la Commission Européenne, par

le biais de son département de l'Intérieur, appuie donc la coordination du Radicalisation Awareness Network (RAN). Dans cette association européenne sont regroupées divers secteurs professionnels et volontaires de la société civile pour prévenir la radicalisation et l'extrémisme violent.

Le RAN est un réseau de *frontline*, avec des bases professionnelles dans toute l'Europe qui travaillent quotidiennement avec des personnes qui sont déjà radicalisées ou vulnérables à la radicalisation. Les professionnels sont les autorités policières et les centres pénitenciers, mais cela implique aussi ceux qui ne travaillent pas dans des activités de lutte contre le terrorisme, tels que les professeurs, les jeunes travailleurs, les représentants de la société civile, les représentants des autorités locales et les professionnels de la santé et des services sociaux.

Les groupes de travail du RAN, divisé en secteurs, peuvent partager leurs larges connaissances et information de première main les uns avec les autres, des échanges pratiques et des expériences. Le RAN est aussi une plateforme pour universitaires et législateurs, qui peuvent apporter leur expérience à l'heure d'aborder la radicalisation.

Par ailleurs, il s'appuie sur un Centre d'Excellence (CoE), qui utilise ses connaissances pour guider les groupes de travail. Il appuie également l'Union Européenne et les pays de manière individuelle, dans le cadre de réunions régulières. Ce Centre est financé par le Fond de Sécurité Intérieure. De plus, il est soutenu par les Politiques de la Commission Européenne de prévention de la radicalisation du terrorisme et de l'extrémisme violent, et s'inscrit dans l'agenda européen en matière de sécurité, qui établit un cadre politique pour les politiques de prévention de l'UE.

« La violence et la haine en Méditerranée »

Dominique Bendo-Soupou.
Cercle de Naples

Il s'avère nécessaire de souligner en premier lieu que la question de l'Agora I est tournée vers la Méditerranée, même si le texte proposé aux participants ne le précise pas, comme, du reste, les mots de la question dominante le font remarquer ostensiblement. Mais avant de se prononcer sur la question de l'Agora I qui suscite de ma part une réflexion sur les différents thèmes ci-dessus indiqués, il conviendrait de présenter un aperçu général de la situation méditerranéenne qui a motivé la FACM à formuler la question de l'Agora I et à fournir

une liste de phénomènes qu'il faut considérer comme les principales causes génératrices de l'implosion progressive de cet espace surtout après 2011 et le Printemps arabe.

Il est donc intéressant d'attirer l'attention sur le fait que, déjà en 1995, Edgar Morin, qui est l'un des chantres de la Méditerranée et qui demeure l'une des personnalités de référence de notre organisation, avait bruyamment fait allusion à la « Mère Méditerranée - Matrice des cultures, Zone des tempêtes - Berceau de quelques unes des principales civilisations du monde »¹⁹. À travers ce grand article du journal *Le Monde diplomatique*, Edgar Morin soulignait en fait les deux caractéristiques de l'évolution de la Méditerranée. La première est celle d'avoir pu forger des civilisations dominantes et paroissiales qui sont devenues des points de référence dans le monde au cours des cinq derniers siècles. La deuxième est celle qui se distingue par le fait d'engendrer des conflits et guerres qui déterminent la forte conflictualité endémique entre les deux rives. Cette conflictualité qui engendre la haine et la violence, ternit aussi bien la quintessence que le rayonnement des dites civilisations. Celles-ci se révèlent et sont perçues de plus en plus comme de véritables véhicules de l'impérialisme qui déstabilise cette région, en particulier depuis 1948. S'il est vrai, comme le fait remarquer Edgar Morin, que cette « Mère Méditerranée » confirme ostensiblement son identité d'aire de métissage progressif et irréversible, il est moins vrai que cet espace demeure encore un lieu où il est possible de réinventer une économie de la convivialité telle que prônée par le même E. Morin en 1995 ! Peut-on vraiment réinventer une économie de la convivialité dans cette espace si l'on considère les propos de E. Morin, selon lesquels : « cette Mère constitue l'une des plus éloquentes lignes de fracture entre le Nord opulent et le Sud dépendant » ? L'histoire des rapports des forces de cette Méditerranée nous enseigne que les rapports de dépendance soulignés par E. Morin ne permettent que l'affirmation de l'impérialisme et du leadership des entités dont la puissance est fondée justement sur le principe de l'opulence des plus forts et la soumission des plus faibles éternellement dépendants.

Quoi qu'il en soit, la construction de ce type d'économie exige qu'au moins deux conditions soient réunies:

1) une solidarité réelle inter-méditerranéenne analogue à celle du Processus de Barcelone qui a d'ailleurs lamentablement échoué;

¹⁹Edgar Morin, *Mère Méditerranée - Matrice des cultures, zone des tempêtes*. *Le Monde diplomatique*, Août 1995.

2) l'existence d'une coexistence pacifique tout aussi réelle entre les deux rives, qui permettrait de prévenir des conflits et guerres violents susceptibles d'exacerber la haine préexistante. Or, comme nous ne pouvons l'ignorer, ces conflits et guerres prolifèrent et s'affirment en Méditerranée surtout après la crise du Système bipolaire : 1989 !

A l'ACM de Tunis de 2011, Edgar Morin, a dit : « Il faut engager une pensée commune dans le *Mare Nostrum*, qui puisse inspirer une politique méditerranéenne ». Par cette déclaration, E. Morin pensait-il à une Méditerranée qui avait déjà besoin des solutions afin de surmonter les dures épreuves qu'elle subissait à la suite du Printemps arabe qui s'est caractérisé par des révoltes populaires étouffées et/ou réprimées violemment par des coups d'États et par des interventions militaires ? Ces actions violentes dans le Sud méditerranéen, qui ont entraîné aussi la mort inexplicable de Chef d'État, ont été accomplies par des États locaux soutenus par des puissances étrangères, l'OTAN et les Nations Unies ! Sur le Web, de nombreux documents attestent de cette complicité étrangère.

En tout cas, depuis 2011, la Méditerranée du Sud connaît une déstabilisation progressive due malheureusement aux nombreux conflits et guerres imposés aussi avec le soutien des puissances du Nord qui entretiennent des alliances stratégiques avec certains États du Sud même après la crise du Système bipolaire. L'Union du Maghreb Arabe connaît un processus d'involution comme en témoigne la déclaration du Roi du Maroc, selon laquelle « l'Union du Maghreb Arabe (UMA) ne veut pas se développer et sera dissoute »²⁰. En effet, la fermeture de l'Europe aussi bien sur les questions économiques que sur celle du Sahara Occidental a contraint le Maroc à se retourner vers l'Afrique et à adhérer à l'Union Africaine et à la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)²¹. Après l'avoir contraint à l'échec dans sa tentative de drainer les fonds d'investissements, soit environ 300 milliards d'Euro promis par l'Occident au moment du Printemps arabe, la

Tunisie dont l'économie s'effondre progressivement, a suivi l'exemple du Maroc²² en adhérant au Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe (COMESA). L'Algérie en conflit avec le Maroc pour la question du Sahara et avec la France pour le problème de la douloureuse colonisation, est totalement bloquée à cause de la réduction de ses ressources pétrolières et de la lutte compliquée contre le terrorisme qui bouleverse les rapports des forces dans le Maghreb et le Machrek : elle a décidé de suivre l'exemple tunisien à la COMESA. La Mauritanie, qui avait quitté la CEDEAO pour renforcer l'UMA a décidé de réintégrer l'organisation ouest-africaine. Totalement déstabilisée, la Libye est sans État à cause de la violente intervention franco-britannique de 2011 dont les citoyens européens, américains, africains et arabes ne comprennent pas bien la logique stratégique²³ : soulignons par contre, que le pays de Kadhafi a subi ce sort parce que quelques pays européens lui reprochait la promotion des projets panafricains auxquels le Colonel libyen tenait beaucoup, contrairement à certains leaders africains et arabes. Après le coup d'État militaire accompli à la faveur du soi-disant Printemps arabe, l'Égypte oppose l'image d'un État dont les droits fondamentaux et l'indépendance nationale ne sont pas déterminés par le consensus populaire : en effet, on n'ignore, ni le soutien économico-financier et politique et la compréhension dont elle jouit de la part des USA et de l'Europe depuis la crise du Système bipolaire et surtout après 2011, ni la haute conflictualité interne qui se vérifie par la déposition d'un président élu régulièrement et par de nombreux attentats qui déstabilisent la société civile!

En somme, sur la rive sud de la Méditerranée, l'incertitude règne sur la manière de concevoir les relations avec la rive Nord très fermée. Même réalisé dans le désordre et la considération de leurs intérêts respectifs et des conflits qui minent leurs relations et les fondements de l'UMA, le retour en Afrique de ces pays pour, semble-t-il construire un continent plus fort et libre des influences impérialistes et néocoloniales, est un signe du réalisme politique et stratégique sous-estimé pendant des décennies... À travers ses déclarations sur le retour de son pays en Afrique, le Roi du Maroc a même souligné la nécessité de « construire le leadership de l'Afrique ».

20 Jeune Afrique, 31 Janvier-1^{er} Février 2017, *Mohammed VI à l'UA, Il est beau le jour qu'on rentre chez soi. L'UMA enterrée*. Par cette déclaration, le Roi du Maroc voulait dire qu'il ne faut pas se leurrer sur les relations avec l'Europe et qu'il est plus sensé de faire les batailles politiques, d'affirmation identitaire et de construction nationale en s'appuyant sur son propre continent ? Sur ce point voir aussi, Libération, *Sahara-Occidental : le Maroc remonte sur le ring africain*, 30 Décembre 2016.

21 Le 360 media digitale marocain - le 360afrique.com, *Mohammed VI enterre définitivement l'UMA*, 30/11/2017. Yabiladi.com, *Depuis Abidjan Mohammed annonce la mort de l'Union du Maghreb Arabe*. Les pays de la CEDEAO ont décidé de créer une monnaie commune et d'abandonner les monnaies nationales et le Franc CFA créée par la France pour les Africains. Sur la création de cette monnaie, voir KOACI.COM, *Ghana -CEDEAO, Monnaie unique, cap sur l'an 2020 et Côte d'Ivoire - Monnaie unique de la CEDEAO-Deux pays de la zone hésitent encore*.

22 Yabiladi, op.cit.

23 Sur la guerre franco-britannique contre la Libye, il suffirait de lire les articles du Journal Le Monde du 20 Août 2011, du 19 Avril 2013, du 28 Septembre 2016, du 16 Octobre 2017, de Mediapart du 17 Octobre 2017 et du 20 Février 2018. Sur le Web, on trouve aussi des informations sur l'attaque des parlementaires anglais contre cette intervention en Libye. Les Présidents B. Obama et E. Macron ont critiqué aussi cette opération militaire maladroite conduite sous l'égide de l'OTAN.

Du reste, même la logique stratégique de la guerre du Yémen et de l'Alliance/coalition des États arabes sunnites commandée par l'Arabie Saoudite contre les pays chiites est incompréhensible ! La victoire des alliés contre Daech au Moyen-Orient, révèle justement, non seulement l'ambiguïté et la responsabilité des puissances occidentales, de la Russie, de la Turquie, d'Israël et de l'Iran face au nouveau scénario du Moyen-Orient, mais aussi l'existence des vrais conflits sempiternels couverts par la soi-disant lutte internationale contre le présumé État islamique. Ces conflits et guerres violents (latents jusqu'à il y a quelques jours seulement) dans lesquels sont impliqués les États précités, sont assurément les signes avant-coureurs des scénarios aux conséquences incalculables dans la Méditerranée. Font-ils penser à l'accentuation de la démarcation d'une rive face à l'autre ?

En tout cas, les États du Sud méditerranéen qui aspiraient au statut de pays émergents dans les années 2000 sont demeurés dans la catégorie des pays de la Frontière : à l'instar de la Libye et de la Syrie, ceux-ci risquent de connaître des processus de désagrégation par la guerre actuelle qui concerne directement l'Arabie Saoudite, l'Irak, la Turquie, Israël, l'Iran, la Syrie²⁴. Ces processus de désagrégation et la guerre régionale qu'ils engendreront, n'auront pas moins d'incidence sur l'équilibre des États du Nord de la Méditerranée. Les rythmes plus ou moins accentués des flux migratoires des Algériens, Égyptiens, Marocains, Tunisiens et même Libyens que la presse européenne tente d'ignorer pour pouvoir se déchaîner sur les migrations africaines, bengalis, indiennes, pakistanaïses etc., attribuées malhonnêtement à l'Afrique Subsaharienne, sont les signes avant-coureurs évidents de l'implosion d'une Méditerranée dont l'équilibre dépend des conditions politiques, économiques et sociales des deux rives²⁵.

- Les thèmes de réflexion sur la violence et la haine

Les précédentes remarques sur l'état précaire de la Méditerranée nous ramènent à la considération de la liste des thèmes de réflexion qui permettrait aux participants de

l'ACM - que nous sommes - et à tout citoyen méditerranéen de répondre à la question de l'Agora I. Cette liste des thèmes proposés par la FACM peut être enrichie par d'autres points ou thèmes. Par exemple: « la marginalisation sociale » subie par de nombreux citoyens, sujets et migrants même de passage dans la Méditerranée ; « la violation des droits de l'Homme » à travers les guerres plus ou moins imposées qui déterminent les manifestations du « racisme » en tant qu'état psycho-mental avancé de la xénophobie qui engendre et alimente des conflits ethniques et révoltes instrumentalisés souvent par les États ou personnalités influentes pour justifier, entre autres, les rejets des minorités; les diverses « discriminations » qui favorisent tous les types de « marginalisation » ; « l'isolement » et « l'abandon » sur le plan social des minorités et des migrants méditerranéens et de passage dans la Méditerranée. La liste des phénomènes qui permettrait aux citoyens méditerranéens de réfléchir sur les causes génératrices de la violence et de la haine en Méditerranée, en particulier, peut être plus longue qu'on ne l'imagine.

« La violence » et « la haine », elles-mêmes, dans la Méditerranée sont des phénomènes à ajouter sur la liste de ceux qui sont limitativement déjà indiqués. Elles sont interdépendantes et ont une longue histoire qui marque et détermine la qualité des relations et rapports des forces des États des deux rives depuis 632²⁶. Elles se présentent comme les deux faces du conflit Nord-Sud qui affecte particulièrement la plupart des Méditerranéens et de leurs États, surtout et à cause des douloureuses colonisations et dominations culturelles et économiques.

- Comment les citoyens de la Méditerranée peuvent-ils contribuer à la lutte contre la violence et la haine qui sévissent dans leur espace ?

24 Cette nouvelle guerre régionale entre États sunnites et chiites est déterminée aussi par les impératifs du Système bipolaire. Si elle n'est pas arrêtée par les grandes puissances qui l'entretiennent, elle s'étendra aussi à l'Égypte, à la Libye, au Liban, aux Émirats, au Yémen etc., qui sont déjà le terrain de la confrontation dans le cadre de la lutte contre le présumé État islamique.

25 Les médias européens plus libres - dont les TV - montrent quand même les images de ces Arabes qui arrivent par centaines sur la rive de l'Italie, en particulier. Ils mettent en exergue l'agacement et l'inquiétude des autorités italiennes.

26 Les conflits et guerres, les relations et les rapports des forces entre les deux rives ont commencé avant 632, qui est la date indiquée par le FACM. En indiquant cette date, la FACM pensait particulièrement aux affrontements et/ou confrontations entre l'Europe et le Monde Arabe. Thierry Camous, par contre, fait allusion à 25 siècles de guerres entre Orient et Occident, dont au moins 10 siècles pendant lesquels le Monde Arabe n'existait pas. Sur ce point, voir, justement, Thierry Camous, *Orient - Occident, 25 siècles de guerres*, PUF, Paris, 2007, 438 pages. Sur les conflits en Méditerranée du Système bipolaire depuis la crise du Système bipolaire, il y a de nombreux travaux dont ceux de : Dominique Bendo-Soupou, *Le Monde Arabe et l'Europe entre conflits et paix*, L'harmattan, Paris, 2013, 396 pages. Dominique Bendo-Soupou, *la Nouvelle Méditerranée : conflits et coexistence pacifique*, L'harmattan Italie, Turin, 2009, 430 pages. Dominique Bendo-Soupou, *La Méditerranée après la crise du Système bipolaire. La mer qui nous divise et nous unit*, L'harmattan Turin, 2007, 350 pages. Dominique Bendo-Soupou *Géopolitique méditerranéenne*, L'Harmattan, Paris, 2005, 243 pages. Hérodote - Revue de Géographie et de Géopolitique, *Méditerranée. Nations en conflits*, N° 90, 1998, 176 pages. Sur la haine, il y a aussi de nombreux ouvrages dont celui de Paolo Barnard, *Perché ci odiano*, BUR Futuro - Passato, Milano, 2006, 327 pages.

Les solutions pour combattre la violence et la haine en Méditerranée ne sont pas moins nombreuses. Mais il s'avère nécessaire de reconnaître que cette lutte contre la haine et la violence est très difficile parce qu'elle exige de grandes vertus de la part des citoyens qui sont d'ailleurs les victimes réelles de ces deux fléaux dont la longue histoire est magistralement exploitée, aussi bien par lesdites puissances qui défont les faibles États-nations aux ressources convoitées, que par les forces antagoniques qui utilisent des stratégies erronées de la violence et de la haine afin de reconstruire ou réhabiliter leurs institutions traditionnelles et leurs identités.

La principale vertu que les citoyens méditerranéens doivent avoir pour contribuer au recul de la violence et de la haine, est « le courage » de reconnaître les erreurs commises dans les relations avec les citoyens de l'autre rive. Ce qui veut dire que le citoyen méditerranéen doit dépasser ses problèmes identitaires qui l'empêchent d'une manière dirimante de se rapprocher des citoyens de l'autre rive: le fait de créer dans « des parlements, des unions de la Méditerranée et des processus de Barcelone » dont la crédibilité est au plus bas niveau, de se rencontrer dans les conférences ou de participer à la gestion de la coopération entre les deux rives ne suffit pas ! Ces nombreuses initiatives et la coopération onéreuses qui en résultent, ne sont que des simples formalités utiles pour entretenir une coexistence pacifique relative et des rapports de dépendance des plus faibles. Les citoyens méditerranéens qui assistent aujourd'hui à la déstabilisation quasi totale de la Méditerranée et même à la désintégration des États dits démocratiques et avancés de leur espace géographique, devrait s'informer d'avantage sur « l'Histoire des relations » entre les États des deux rives et sur « l'Histoire des conflits » méditerranéens qui engendrent les divers phénomènes précités tout en entravant les formes de solidarité permettant d'améliorer les conditions de la coexistence pacifique entre les citoyens, indépendamment de la volonté des États de la Méditerranée.

Or, pour pouvoir adopter un tel comportement d'ouverture envers les autres, les citoyens de cette zone devraient commencer par comprendre quelques éléments. Les conflits qu'ils vivent, soit au niveau de leur espace géographique déstabilisé par l'importance des intérêts économiques, soit au niveau de leurs États, résistent au processus d'élargissement régional à cause de l'émergence des cultures paroissiales. Cette situation favorise la forte aspiration à la liberté et/ou à la sécession pour dominer les autres et est le produit d'un état d'esprit qui favorise leur démarcation vis-à-vis de leurs concitoyens, des autres citoyens et des migrants pacifiques et innocents. Il est vrai que pour pouvoir combattre

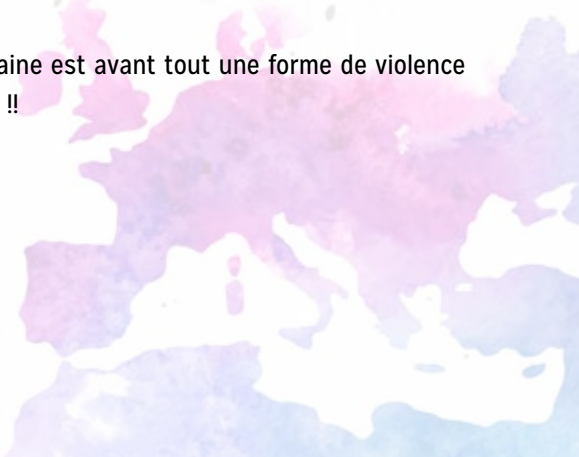
cet état d'esprit conflictuel et lutter contre la violence et la haine dans la Méditerranée, le citoyen méditerranéen devrait commencer par travailler sur sa propre éthique, sa propre psychologie et son identité, conquérir sa propre liberté d'expression et s'interroger sur le rôle des États qui ne sont pas moins responsables de la situation actuelle de la Méditerranée où ils entretiennent d'ailleurs la violence et la haine dans le but de contrôler les rapports des forces en leur faveur. En d'autres termes, il conviendrait de souligner que « les bons citoyens méditerranéens doivent se parler un peu plus, sincèrement et avec plus de liberté pour qu'ils puissent se comprendre mieux et faire comprendre mieux les problèmes ». La FACM devrait donc promouvoir ce genre d'engagement afin d'atteindre deux buts :

1) favoriser le triomphe de la sincérité et de la compréhension entre les citoyens méditerranéens en général et entre les membres de l'Assemblée des Citoyens et Citoyennes en particulier, auxquels la FACM doit s'adresser intensivement afin de leur inculquer ou de leur rappeler la simple idée d'avoir le courage de l'autocritique et de parler correctement de leur Méditerranée;

2) contribuer au recul de l'arrogance et des mensonges des États sur lesquels sont construits certains tabous qui conditionnent les citoyens comme ceux qui faussent le débat des agoras de nos assemblées.

Il y a sûrement beaucoup de choses à dire sur ce que les citoyens méditerranéens devraient faire pour combattre la violence et la haine dans leur espace géographique. Par exemple, établir auparavant des règles de conduite dont celle du « Respect de l'autre même s'il est migrant ». Mais l'accomplissement de cette démarche exige d'abord l'élaboration d'une liste plus ou moins complète des divers phénomènes ou facteurs négatifs générateurs de la violence et de la haine insensées en Méditerranée. C'est le travail auquel la FACM devrait s'atteler en commençant par la multiplication des cercles (en Israël, au Liban, en Libye, en Palestine, en Tunisie, en Syrie, en Turquie etc.) et par la création d'une équipe qui se chargerait de cette tâche de réflexion sur la haine et la violence sur les deux rives.

Conclusion: La haine est avant tout une forme de violence contre soi-même !!





AGORA 2.

Les savoirs : un domaine porteur pour la coopération



III. 3. AGORA 2. LES SAVOIRS : UN DOMAINE PORTEUR POUR LA COOPÉRATION MÉDITERRANÉENNE.

«La synergie des savoirs
et des héritages: Une visée
fondamentale pour la coopération
méditerranéenne»

*Giacomo Arnaboldi , Cercle de
Naples*

L'éducation, l'information et la formation sont sans doute des démarches fondamentales pour développer une sensibilité citoyenne ouverte à la découverte de l'autre et à la valorisation de l'altérité. La connaissance, en général, est essentielle pour comprendre la complexité et, donc, pour savoir accueillir et bien gérer la pluralité. Or, afin que les savoirs puissent collaborer à édifier un sentiment d'appartenance à une communauté, il faut qu'ils soient partagés et qu'ils se fécondent mutuellement autour d'une orientation commune.

Toute communauté se constitue sur le partage d'un élan fondé, sur « une relation commune au centre, dirait Martin Buber, supérieure à toutes les autres », c'est-à-dire, sur un sens capable d'orienter les altérités vers un avenir commun. Cela veut dire partager une même direction, une même volonté de transformation. Le rôle du savoir et des savoirs, à la méditerranée, c'est donc la quête d'une transformation collective par harmonisation de la complexité, par valorisation des différences dans l'unification des esprits et des intentions. Afin que notre société se transforme de concert pour se constituer en communauté des sociétés méditerranéennes, il faut donc un mouvement de coopération le plus inclusif possible de la différence et le plus unificateur possible des aspirations réelles de transformation.

Quelle forme doit-il prendre? Quels outils doit-il mettre à profit ? Quels sont les acteurs (les institutions, les organisations, les réseaux sociaux) concernés? Je crois qu'aujourd'hui ça ne suffit pas de multiplier les initiatives de coopération et échange entre les citoyens et les entités riveraines de la méditerranée, il faut aussi viser une démarche plus profonde d'auto-transformation individuelle et collective. Cela implique deux directions de travail convergentes.

- L'une, purement technique, doit viser le développement de nouveaux instruments de connexion entre les organisations non-gouvernementales, les associations transnatio-

nales et les initiatives civiles déjà existantes qui partagent l'aspiration vers un développement durable des équilibres environnementaux, sociaux et économiques. Je pense, par exemple, à une plateforme télématique de croisée des savoirs et des informations – soit des différentes activités méditerranéennes (telles que séminaires, colloques, rencontres, événements culturels, célébrations, mobilisations collectives), soit des différents instruments de coopération civile déjà existants sur les réseaux sociaux télématiques (initiatives de solidarité, pétitions citoyennes de tout type comme Avaaz, initiatives de volontariat et partage de savoir-faire entre particuliers comme Workaway et Wwoof, etc.).

- L'autre démarche, par contre, doit viser l'élaboration transculturelle du sens du vivre ensemble, et s'enraciner, en même temps, dans les dimensions le plus vitales de chaque culture. Dans le cas de la culture européenne, par exemple, on devrait valoriser pragmatiquement le principe de soin de l'âme, principe fondamental pour l'antiquité grecque et latine et par contre oublié – comme nous dit Michel Foucault – par la modernité séculaire : le soin de soi comme souci de la totalité de l'étant, de la Cité (la justice, le gouvernement des hommes) et de l'Éternel. Ce travail éthico-spirituel devra se faire en concert avec d'autres enracinements, en relation à d'autres héritages fondamentaux. Il faut donner, à ce mouvement de coopération transculturelle, une âme partagée, une « relation commune au centre, englobant toutes les autres relations culturelles », et pour cela il faut déceler ce lieu d'élévation et enracinement qui est à la base de toute aspiration réellement vouée à la création d'une nouvelle manière de vivre ensemble. Il faut ainsi se connecter à la dimension la plus vraie de ces aspirations, à leur dimension la plus sacrée. Cela veut dire, à mes yeux, connaître, valoriser et participer aux différentes instances de revivification des traditions qui composent notre société plurielle. Un exemple de récupération de cette instance, c'est, dans l'islam, le principe coranique du *ad-dîn aq-qayym*, l'adhésion spirituelle à la réalisation d'accomplissement de la Justice et de la Vérité (Coran 30.30), principe scripturaire qui est clairement au fondement du soufisme socialement et éthiquement engagé. Ces principes-là – celui de « soin de l'âme » et celui de « réalisation d'accomplissement » – se fondent sur une pratique de de-subjection qui permet au sujet de venir en dehors de l'enfermement dans lequel il tend à se laisser prendre au nom de modèles normatifs reproduits sans travail d'auto-transformation et de prise de conscience.

Il s'agit bien de chercher, ainsi, une pratique d'éducation d'éveil qui prend racine dans les héritages, en même temps

qu'elle s'ouvre au temps, à notre siècle, à la rencontre de l'autre dans l'écoute du fond. La nécessité d'élaborer, pour la jeunesse méditerranéenne, une telle éducation d'éveil est, à mon avis, l'urgence majeure de notre temps et de notre méditerranée. C'est ce qu'illustre aussi le propos d'Ali, cousin et gendre du Prophète: « Éduquez les enfants pour leur époque et non la vôtre ! ». Si d'un côté, donc, on peut penser de nouveaux instruments télématiques d'interconnexion transversale entre initiatives méditerranéennes éthiquement engagées, de l'autre côté, on doit aussi se concentrer sur la création partagée d'une éducation d'éveil, et cela en collaborant avec d'autres communautés et organisations qui travaillent déjà à cette tâche. C'est le cas, de l'association et ONG AISA, l'Association Internationale Soufie 'alawīya, qui prend son essor de la vie et de l'activité du cheikh al-Ālawī, une figure tout à fait exceptionnelle à la méditerranée dans les premières décennies du vingtième siècle. Il s'agit d'une organisation qui travaille activement pour le partage des savoirs, pour la fraternité entre les cultures et pour le développement durable. Vous la connaissez probablement déjà, par la renommée de son chef spirituel actuel (le cheikh Khaled Bentounes) et par sa récente proposition à l'ONU d'une Journée Mondiale du Vivre Ensemble (<http://aisa-ong.org>). Ses cercles et zawayya sont présents dans la plupart des pays de la Méditerranée, aussi bien en Europe qu'en Afrique du Nord et au Moyen Orient. Son programme d'éducation d'éveil dirigé vers la jeunesse (au travers aussi d'une méthodologie éthico-projectuelle de management en cercle appelée META) représente, à mes yeux, un exemple précieux d'une direction de travail qu'on devrait partager et co-développer pour la création d'une communauté méditerranéenne.

« Éthique et principes esthétiques
pour la réalisation de la paix en
Méditerranée »
Sameh Eltantawy. Cercle de Naples

De nos jours, certaines personnes oublient l'éthique et les valeurs d'esthétique bien que ces dernières jouent un rôle important dans la réalisation de la paix en Méditerranée. Quelques politiciens créent des conflits entre des pays et établissent des différences entre les peuples. Cette étude met donc en lumière l'importance de la préparation d'un code éthique et esthétique entre les États ce qui, selon moi, permettrait d'augmenter la coopération.

Emmanuel Kant (1724-1804) est l'un des philosophes qui s'est intéressé à l'importance de l'éthique et de l'esthétique comme valeurs. Il a écrit un projet de paix perpétuelle à

travers 6 textes préliminaires sous le titre « Introduction pour réaliser une paix perpétuelle entre les pays ». Selon moi, les éléments les plus importants de cet ouvrage sont les suivants :

Aucun traité de paix ne doit valoir comme tel, si on l'a conclu en se réservant tacitement matière à guerre future.

Nul État indépendant ne pourra être acquis par un autre État, par échange, héritage, achat ou donation.

Aucun Etat ne doit s'ingérer de force dans la constitution, ni dans le gouvernement d'un autre État. .

Nul Etat ne doit se permettre, des hostilités de nature à rendre impossible la confiance réciproque lors de la paix future (assassinat, empoisonnement et rupture des conditions de paix).

Kant dans sa philosophie introduit une vision future pour atteindre les espoirs et les rêves des hommes de paix. Cette vision est développée dans son ouvrage *Projet de paix perpétuelle*. Dans la réalité cette vision est compatible avec les caractéristiques de sa philosophie éthique que l'on retrouve dans *Critique de la raison pratique*.

On peut citer aussi un autre philosophe, Alfred North Whitehead (1861 - 1947). Sa philosophie se fonde sur plusieurs valeurs: la paix, l'aventure, l'Esthétique, les Arts, la Vérité et la tolérance.

L'Esthétique et les arts contribuent à l'achèvement de sentiments émotionnels entre les nations et transmettent beaucoup de valeurs. La paix est la valeur la plus importante.

Lorsque nous écoutons la musique d'un autre pays même si celle-ci diffère de nos modes de vie et de notre culture, elle suscite notre admiration. Certaines personnes peuvent ne pas aimer un pays mais apprécier tout de même sa musique, son cinéma. Les situations politiques disparaissent quand l'art et les goûts esthétiques s'imposent.



« La matrice d' une nouvelle
citoyenneté interculturelle
méditerranéenne »

**Katerina Stenou, ex-directrice
Division Culturel Unesco**

- Résumé:

Il est essentiel d'interroger les concepts, les catégories, les méthodes et les institutions du savoir établi et revenir sur certains impensés théoriques et pratiques pour changer la façon ordinaire d'aborder la coopération méditerranéenne, et pour mettre fin aux fanatismes, aux haines et aux préjugés qui la fragilisent, tout particulièrement à l'heure actuelle. Concevoir une approche holistique et interdisciplinaire au sein de nos sociétés apprenantes, et produire de nouveaux contenus/contenants pédagogiques, au sens large du terme, pourraient constituer la matrice d'une nouvelle citoyenneté interculturelle méditerranéenne. Il s'agirait d'aborder cette notion moins comme un outil juridique, que comme un atout et instrument éthique au service d'un choix politique d'ouverture et de coopération en vue d'un vivre ensemble apaisé dans une communauté de destin.

Le sujet qu'il m'a été demandé de traiter a toujours occupé et continue à occuper, sous différentes formes, une place hautement stratégique dans l'agenda politique et académique international, régional et local, et s'invite à l'ordre du jour de cette région qui, encore une fois, dans sa longue histoire, est en ébullition. Je souhaite l'aborder avec vous sous le prisme d'une notion-clé qui peut devenir l'antidote à la propagande, au fanatisme et à la peur: l'acquisition d'une « citoyenneté interculturelle méditerranéenne ».

Mon fil d'Ariane serait de dire que si nous défendons les liens entre savoir (la rationalité), esthétique (le sensible), et politique (le vivre ensemble), nous réaffirmons que la justice, l'équité et la liberté n'ont pas de meilleurs serviteurs que la connaissance, la culture (dont la transcendance fait partie) et l'art, qui sont, par excellence, des sites du dialogue et non de la haine, sauf si on les instrumentalise.

Rappelons à cet égard que « ... les artistes, les écrivains et les philosophes sont les véritables législateurs, pourtant méconnus » (Shelley) car la force du verbe et de l'image façonne de manière indélébile les modes de penser, les relations humaines, la vie en société, ou encore notre rapport avec la nature.

- Aspects théoriques

Peut-être nous sommes-nous trop longtemps contentés de dénoncer les mécanismes de l'exclusion, du fanatisme comme de la domination, qui dissimulent confortablement notre inaction, notre inertie, nos stéréotypes sournois qui ont la vie dure. Il est temps de relever ce défi en relocalisant le(s) savoir(s), et en réactivant les multiples héritages des Lumières, dont les résonances épistémiques et politiques sont en grande partie d'actualité, ne serait-ce qu'à titre de remparts contre l'obscurantisme et l'absolutisme, terreaux du terrorisme. Ces héritages, « avec une sorte de sobriété dans l'usage de la raison », -mettant le doute au service de la raison, comme le dit Diderot-, nous offrent l'opportunité de lectures multiples, de découvertes inattendues qui sont parfois la redécouverte de notre propre identité sous les formes décryptées de l'Autre, faisant de lui tantôt notre allié tantôt notre contradicteur culturel. De ce fait, les nombreux héritages des Lumières nous imposent une exigence d'humilité, une recherche d'empathie et d'hospitalité, voire le désir de connaître et d'accueillir l'altérité, d'accepter de se mettre sous sa surveillance, avec loyauté.

Ces héritages nous enseignent enfin que par-delà de nos différences, la condition nécessaire à la survie de l'humanité réside dans la reconnaissance de ce qui nous rend semblables les uns aux autres : « chaque homme porte la forme entière de l'humaine condition », comme le dit Montaigne. Nous partons du constat que la mondialisation a complexifié le monde et a créé de nouvelles tensions en enflammant les discours sur les politiques de la migration et de la citoyenneté, en exacerbant les discours identitaires et en renforçant les tendances nationalistes et xénophobes. Si ce phénomène est présent à l'échelle planétaire, il est encore plus évident sur les rives méditerranéennes. Il suffit de lire la presse européenne et d'écouter les discours populistes qui découlent de l'arrivée des réfugiés sur les côtes grecques et italiennes - pour ceux qui y parviennent en vie. Notre approche privilégie les phénomènes de circulation qui reflètent les cheminements et les errances, la complexité des va-et-vient et la complicité du regard. Fondé sur le constat des effets bénéfiques de la rencontre entre les peuples et les cultures, l'idée de circulation met en évidence les échanges, au niveau des savoirs et des savoir-faire, des idées, des croyances, des représentations, en intégrant les données fondamentales des héritages, cristallisés dans la philosophie, les sciences, l'art, le patrimoine naturel et culturel, matériel et immatériel, l'histoire, enfin, qui « doit passer aux aveux » (Victor Hugo).

Ces phénomènes circulatoires reflètent les dynamiques qui, en temps de prospérité et en temps de crise, ont commandé ces interactions, aidant ainsi, au terme d'une analyse diachronique, à mieux évaluer les chances et les modalités d'un véritable dialogue interculturel dans les sociétés plurielles d'aujourd'hui – tout en évitant de reprendre les débats du passé et de s'y perdre. Elles contribuent également à une réflexion prospective, qui rappelle quelque part la communication sur la Toile : les rencontres et les interactions qui, aujourd'hui, ont été quelque peu oubliées, illustrent finalement l'antériorité des processus interculturels sur le discours qui lui est actuellement consacré.

La migration constante du savoir, des mythes, des formes artistiques, de la musique, des aliments, pour ne citer que ces quelques exemples, qu'elle soit la conséquence de la conquête ou du négoce, n'est pourtant elle-même que l'aspect le plus ostensible d'une intense et incessante circulation interculturelle qui a multiplié les brassages et ouvert la voie à la modernité.

Permettez-moi ici un témoignage personnel : je suis originaire de la ville grecque antique de Thèbes dont Kádmos, fils du roi de Tyr en Phénicie, fut le fondateur légendaire (vers 2000 av. J.-C.) et crédité de l'introduction en Grèce de l'alphabet phénicien, à l'origine de l'alphabet grec.

Nous voici au cœur du sujet : la Méditerranée comme métaphore de cette idée, la Méditerranée comme laboratoire, la Méditerranée comme vivier des identités culturelles, plurielles, généreuses, dialogiques et dynamiques, la Méditerranée comme palimpseste, la Méditerranée comme environnement historique ouvert, accueillant et évolutif, où chacun peut retrouver les sources de ses origines, réelles ou symboliques, selon une véritable micro-histoire globale, en quête permanente de transcendance comme de liberté et de justice.

- Mais à quel espace méditerranéen a-t-on affaire à l'âge d'une mondialisation accélérée ?

La Méditerranée n'est plus une mer intérieure limitée par une frange littorale; elle immerge profondément trois continents, sinon toute la planète. Je me borne à quelques rappels de faits déjà inscrits dans toutes les mémoires: les fouilles de Bourges, en France, qui révèlent des céramiques grecques du Vème siècle, mêlées à des poteries locales de la tène, celles d'Aï-Khanoun, en Afghanistan, où l'on a découvert, dans les steppes de l'Asie centrale, loin de toute mer, des fontaines en forme de dauphin. Je rappellerai de même que les marbres de Carrare étaient exportés jusqu'à

Marrakech au XVIe siècle et que les cuirs et les étoffes du Maghreb et du Machrek pénétraient le monde baltique en compagnie de ces verreries syriennes que l'on a récemment retrouvées à Lübeck.

Comme nous voyons à Rome, dans les basiliques chrétiennes, des bas-reliefs empruntés aux monuments antiques, comme nous voyons à Kairouan, dans la grande mosquée, des chapiteaux corinthiens provenant d'édifices païens ou chrétiens, nous pouvons admirer, à Istanbul, la Mosquée bleue, librement inspirée de l'architecture de son vis-à-vis byzantin, Sainte Sophie de Constantinople. Ces exemples, et bien d'autres, forcément hétéroclites, illustrent l'étonnante capacité des cultures les plus diverses à se construire sans faire table rase d'un patrimoine commun, en évitant l'amnésie comme la sclérose.

L'enjeu ultime de cette démarche consiste à rendre chaque individu émancipé, doté d'un esprit critique, ouvert, mobile, généreux, libéré de l'éternelle tension entre le vu de fidélité à un univers culturel donné et le soupçon de sa trahison. Comment permettre à chacun de participer pleinement à la multiplicité des héritages méditerranéens, puisque ceux-ci s'inscrivent dans la continuité et se donnent en partage ? Comme le dit René Char: « Notre héritage n'est précédé d'aucun testament ». Comment participer également au nouvel environnement symbolique mondial, cognitif et sensible, tout en restant vigilant devant les vagues de « soft power » qui inondent nos écrans, en tant que « uninvited guests », s'attellant à « nous persuader de désirer ce que veut le prescripteur à travers des icônes symboliques, et les images et les valeurs positives qui leur sont associées » (getting others to want what you want through symbolic icons and associated positive images and values).

Dans cet ordre d'idées, il faudra adopter une approche inédite de cet objet total qu'est la « Méditerranée » et concevoir des politiques qui la dé-fatalisent et lui permettent de converser à nouveau avec l'avenir. Inventer (ou convertir) des hauts lieux de savoir et de sensibilité sur la base d'un catalogue ouvert de ce qu'on peut penser, dire, écrire, espérer, rêver, imaginer faire ensemble, demeurer vivant, en mouvement, tout en encourageant des débats contradictoires notamment en droit, en théologie, en philosophie, en histoire, pour ne citer que quelques disciplines des sciences sociales et humaines, en vue de retrouver un certain humanisme d'une singularité peu commune, qui avait fleuri jadis sur les pourtours méditerranéens.

Toutefois, bien que la recherche n'ait eu de cesse, depuis plus d'une génération, d'envisager les spécificités cultu-

relles du bassin méditerranéen tout en mettant systématiquement en évidence les solidarités, les filiations, les croisements scientifiques, philosophiques et culturels de ces progrès séculaires, nés de rencontres historiques forcées ou désirées, les politiques nationales – notamment éducatives – quant à elles, continuent à être monolithiques, essentialistes et ethnocentriques, contribuant ainsi à faire perdurer un racisme systémique et à entraver l'art de la pensée en mettant à mal ses corollaires, le doute et la tension créative.

Ce changement de paradigme exige des réformes politiques profondes aussi bien des contenus que des méthodes : la constitution d'un module d'enseignement obligatoire sous forme de ressources pédagogiques thématiques en ligne ou imprimées pendant un cycle d'études du type « Études méditerranéennes », à l'instar des « Cultural studies », « Balkan studies » etc. Ce module, ouvert au débat critique et scientifique, devrait infuser les programmes scolaires d'aujourd'hui : tout en renforçant l'éducation pour tous, l'acquisition et la diffusion des savoirs, la mise à disposition des ressources culturelles et l'accès aux nouveaux moyens de communication et d'information, il faudra favoriser une alphabétisation culturelle loyale, et une éducation aux médias aussi bien dans le cadre de l'éducation formelle (du primaire à l'enseignement supérieur) que dans celui de l'éducation informelle (au sein des bibliothèques, des librairies, des musées, des conservatoires, de l'espace public, des médias). Bien entendu, les questions cruciales des cursus interculturels, des manuels scolaires, de la formation continue des enseignants par une mise à niveau régulière de leurs compétences, surtout interculturelles, ainsi que des échanges universitaires entre chercheurs, professeurs et étudiants (type Erasmus) restent prioritaires.

En effet, de l'avis de tous, il y a un manque criant de contenus culturels et scientifiques fiables, notamment sur la Toile, puisque le cortège des œuvres dématérialisées, mises en circulation à l'aide des nouveaux réseaux sociaux (YouTube, Facebook, MySpace) ne sont pas proportionnelles aux ressources ni aux besoins de l'humanité. Pourtant ils font appel à différentes formes de positionnements des individus et des groupes. Les capacités cognitives et émotionnelles de chaque individu sont ainsi mobilisées pour lui permettre de « flotter » entre son propre univers culturel et celui d'autrui. Cette configuration encourage la communication interculturelle, une communication qui nous arrache à notre propre culture pour nous confronter à une autre en nous plongeant dans de nouveaux milieux de la connaissance et de la sensibilité. Ce faisant, elle crée de nouveaux besoins de territoires d'identification fictive, mais peut

créer aussi des osmose par une alchimie et une parenté culturelle retrouvée, condition indispensable pour le fondement d'une réelle compréhension et d'une coopération sincère.

Mais ce constat, à la fois optimiste et alarmant, débouche immédiatement sur une question : comment pouvons-nous tous, venus d'ici ou d'ailleurs, faire nôtre le nouvel univers culturel, en déchiffrer les messages, le critiquer ou y adhérer ? Apprendre, d'après Gilles Deleuze, c'est d'abord considérer une matière, un objet, un être comme s'il émettait des signes à déchiffrer, à interpréter.

Pour y parvenir, parallèlement aux ressources pédagogiques imprimées ou en ligne mentionnées plus haut, il faudra créer de nouveaux récits documentés, analytiques et illustrés, à l'attention du monde de l'éducation comme de celui des médias et de la société civile où se rencontrent et se fécondent les héritages et leurs perspectives. C'est dans ce même esprit que l'UNESCO s'attèle à publier une sorte de thesaurus culturel et scientifique, intitulé « Vademecum interculturel » sous forme d'anthologie scientifique, philosophique, littéraire et artistique de la civilisation arabo-musulmane et de son apport au renouveau intellectuel dont ont bénéficié l'Europe et le monde entier, en privilégiant un récit croisé, une vision interculturelle de l'histoire que j'avais moi-même initiée. En s'appuyant sur un savoir critique éclairé et éclairant qui croise les regards sur les figures emblématiques et les objets/frontières/ponts, issus de la culture occidentale ou arabo-musulmane, on peut faire état de l'influence d'un texte, d'un personnage, d'un objet sur son vis-à-vis, ou révéler les traces communes provenant d'une tierce origine, en l'occurrence indienne, mésopotamienne, hébraïque, gréco-byzantine, égyptienne, et abyssinienne.

Bien évidemment les questions méthodologiques ne manquent pas : faut-il avoir, d'une part, un module imprégné d'éthique et d'humanisme, ayant pour colonne vertébrale la Méditerranée, tout en préservant d'autre part un aveuglement nationaliste dans les autres disciplines dispensées par un corps enseignant qui n'a jamais reçu une formation à même de le sensibiliser aux problématiques interculturelles, ou vaut-il mieux greffer à intervalles réguliers les autres programmes scolaires sur ce module, à l'occasion d'autres moments éducatifs spécifiques, en les faisant interagir librement tout au long de l'apprentissage ? À titre d'exemple, les priorités « absolues » de l'alphabétisation – traditionnelle, fonctionnelle, technologique – pourraient se tisser autour des grandes préoccupations contemporaines sur l'environnement, les mouvements migratoires,

l'altérité, le dialogue discret des cultures. On peut présenter, à l'occasion d'un cours ou d'une émission grand public traitant de la transposition des formes, le cas de la pesée des actions dans l'art égyptien, de la Kerastasia dans l'art grec et de la Psychostasia dans l'art chrétien; le cas aussi des routes de la foi, aboutissant au syncrétisme religieux (divinités consensuelles empruntées à plusieurs religions ou images globalisantes de la Révolution). À ce propos, on ne saurait trop souligner le rôle des routes de pèlerinage, telles que le Chemin de Saint Jacques, qui ont assuré la diffusion vers l'Europe du Nord de formes architecturales comme l'Arc polylobe d'origine orientale (comme celui du Siège de la Région de Casablanca qui nous accueille), des céramiques hispano-mauresques mais aussi de l'art Mudéjar, de savoirs et de musiques d'Al Andalous. C'est ainsi que les thèmes, les rythmes et l'instrumentation de la musique d'Al-Andalous ont été recueillis, à Lisbonne puis à Madrid, par Domenico Scarlatti avant d'inspirer, plus près de nous, Manuel de Falla ou Ravel. Un tel travail d'envergure ne doit négliger ni les cultures vestimentaires et culinaires (rapelons l'inscription du régime méditerranéen sur la liste du patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO avec son cortège d'aliments-voyageurs), ni le jeu, le dialogue ou la conversation (de la dispute théologique au dialogue amoureux dans la poésie).

Il va de soi que d'innombrables précautions doivent être prises afin d'éviter la banalisation, la folklorisation et l'appauvrissement des cultures, tout comme leur réduction minimaliste, ou la dissolution du *genius loci* dans un magma universaliste aseptisé selon un mimétisme global généralisé.

Cette approche aurait comme but ultime d'accorder à tous ceux qui se réclament d'une culture « méditerranéenne » et à ceux qui y aspireraient, les moyens cognitifs d'acquiescer une ou plusieurs citoyennetés culturelles, voire interculturelles, puisque la citoyenneté politique au sens juridique du terme, reste souvent un vœu pieux. Ce serait une autre manière de reconnaître ce que l'on pourrait appeler « l'économie politique de la dignité » par la mise en partage d'un monde de pensées, de valeurs, d'images et d'objets permettant un réagencement de l'expérience afin de sortir des « effets désastreux d'une vision religieuse du monde où chacun est assigné à une identité définie par essence » (P. Boucheron). Rappelons à cet égard que Mohammed Iqbal le fameux poète et philosophe musulman du sous-continent indien du XIXe siècle nous parle de la dignité de l'homme en la situant à un tel degré de sacralité que c'est tout le sens de cette dignité qui s'en trouve doté d'un fondement et d'un avenir nouveaux.

L'acquisition de la citoyenneté interculturelle constitue un défi exaltant dans la mesure où nous ne sommes pas appelés, naturellement, à comprendre les valeurs des autres au même titre que les nôtres – celles que nous rencontrons dans le contexte de la famille, du cercle des amis, de l'école, de la religion ou encore de la société, entre bavardages superflus et silences apeurés. Dans un monde en intense transformation, cette acquisition reste étroitement dépendante des moyens électroniques de médiation, de communication, d'identification.

« La citoyenneté interculturelle » peut être définie comme la capacité des gens à participer activement et de façon responsable dans la vie de leur propre communauté, leur pays et le monde de manière plus large. Ce n'est pas seulement assimilé à la nationalité mais à sa dynamique transformatrice, elle requiert des compétences pour apprendre et ré-apprendre, basées sur des notions de reconnaissance et de respect de la diversité.

Cette idée de citoyenneté culturelle méditerranéenne que j'ai lancée en 2010 dans le cadre du premier rapport de la Fondation Anna Lindh, présuppose des contenus, des méthodes, des formations, des institutions, des compétences spécifiques pour de nouveaux apprentissages et de nouveaux récits. Cela dans le but de faire barrage aux amalgames nés des ignorances, des préjugés, des humiliations, des frustrations, des ressentiments, des peurs et des exclusions, qui engendrent la spirale des tensions, de l'insécurité, de la violence, des conflits voire du terrorisme, et ce, à tous les niveaux, local, régional et international.

La citoyenneté interculturelle s'attache donc à nous sortir de notre propre logique et de nos systèmes culturels afin de nous engager vers les autres et d'entendre leurs conceptions; celles-ci peuvent porter sur l'appartenance à un ou plusieurs groupes sociaux, en particulier si ceux-ci ne sont pas valorisés ou reconnus dans un contexte culturel donné. La citoyenneté interculturelle nous aide ainsi à prendre conscience de nos angles morts et, de ce fait, à recomposer une politique infusée par une série d'affinités pragmatiques, non pas comme un outil juridique, mais comme un atout et comme un instrument éthique au service d'un choix délibéré d'ouverture et de coopération en vue d'un vivre-ensemble apaisé dans une communauté de destin.

En conclusion, si le dialogue n'est possible que s'il est fondé sur des connaissances exactes et validées par des instances intellectuelles crédibles, il faudra faire barrage aux soi-disant « connaissances » largement biaisées qui

abondent sur la Toile, afin de cultiver et d'acquérir les compétences d'une « citoyenneté interculturelle méditerranéenne », qui se mérite et se gagne et ne se donne pas à la naissance.

« La Fondation Tres Culturas et le travail de promotion de la culture de la paix »

**Antonio Chaves, responsable planification
Fundación Tres Culturas**

La Fondation Tres Culturas de la Méditerranée a été constituée le 8 mars 1999 dans la ville de Séville. L'esprit de cette fondation représente aussi le reflet de la Conférence Euro-méditerranéenne de Barcelone, tenue en novembre 1995 et qui proposait un nouvel horizon pour l'ensemble du bassin méditerranéen avec: l'établissement d'une zone de paix, de stabilité et de progrès dans les deux rives d'une mer qui fut le berceau des civilisations.

La coopération dans la Méditerranée revêt aujourd'hui plus d'importance que jamais et par conséquent, la croissante coopération Andalousie - Maroc constitue un des principaux axes d'action de la fondation. Depuis sa constitution et durant son existence, la fondation est devenue un instrument privilégié de dialogue et de contact capable de partager les inquiétudes de la société sur le présent et le futur de cette zone conflictuelle.

Promouvoir le dialogue, la paix et la tolérance entre les peuples et les cultures de la Méditerranée est alors, le principe fondamental qui guide les activités de cette Fondation. Nous entendons que la culture et le savoir sont les meilleurs catalyseurs pour le dialogue dans un contexte politique complexe. À une époque où la confrontation et l'exacerbation des particularismes provoquent des conflits et des situations d'exclusion et de marginalisation, la Fondation Tres Culturas de la Méditerranée a assumé l'engagement de promouvoir la coexistence entre les cultures et les religions à travers la connaissance mutuelle et l'échange d'idées et d'expériences développant un rapprochement entre les peuples de la Méditerranée.

Parler de la Méditerranée comme d'une mer de diversité culturelle et sociale est une réalité qui a été façonnée après des siècles de relations entre les deux rives, mais il est clair pour tout le monde qu'aujourd'hui, avec la situation de menace permanente de déstabilisation de la région, notre mer commune est devenue un élément de distance entre deux mondes différents.

Aujourd'hui, des forces contradictoires s'opposent dans la région et font que l'espoir d'un monde plus juste, égalitaire et pacifique ne soit pas une réalité. Face aux attaques terroristes qui ont frappé les deux rives de la Méditerranée, l'humanité de la société a montré sa plus forte répulsion face à cette violation des droits de coexistence qui nous protège tous. Face à la tragédie des millions de réfugiés syriens, Afghans, Erythréens ... fuyant désespérément de la guerre et la dévastation de la terre où ils sont nés, aujourd'hui, la solidarité du peuple turc, libanais, irakiens ... et l'Europe dans son ensemble, nous renvoie à la réalité d'une citoyenneté qui désire vivre en paix et aider ceux qui souffrent des vicissitudes de l'injustice la plus injuste.

Mais nous ne pouvons pas réduire tout le problème, et les actions futures, à la lutte contre le terrorisme et à l'accueil des réfugiés dans nos villes et villages. La solution aux problèmes qui menacent notre coexistence doit être configurée à partir d'une vision de génération d'alliances pour un développement durable dans la paix et la liberté.

Un meilleur développement territorial est nécessaire, plus équilibré et polycentrique, avec l'aide d'autorités locales et régionales renforcées, et un dialogue interculturel dans tous les pays de la Méditerranée. Cela stimulerait sans aucun doute fortement la stabilisation et l'expansion de la sécurité dans toute la région.

Dans l'objectif d'éviter que l'Europe ne se referme sur elle-même et favoriser la solidarité entre les deux rives, il est nécessaire de mettre en place une politique de voisinage qui aille au-delà des échanges commerciaux entre les deux zones. Nous devons approfondir la compréhension mutuelle et le développement interculturel afin de rompre le cercle vicieux de la violence alimenté par l'ignorance de l'autre et la peur de ce qui est différent.

Nous devons promouvoir une citoyenneté mondiale critique, transformatrice et engagée avec un développement durable pour tous qui nous permette d'engager un dialogue permanent. Nous sommes appelés à nous comprendre et à faire de la Méditerranée une mer de culture de la paix.

La Fondation Tres Culturas a participé à différents forums d'opinion sur la relation entre société civile et la culture dans la région méditerranéenne dont nous souhaitons partager les conclusions avec ce groupe de réflexion :

- Le rôle de la société civile et le changement en Méditerranée

Nous soulignons le dynamisme de la société civile et nous voudrions insister sur l'importance d'être à l'écoute des initiatives des associations, qui sont de vrais acteurs de changement.

Il faut souligner l'importance de faire entendre la voix de la jeunesse face à la montée des extrémismes et faire en sorte qu'ils soient plus fortement engagés dans le combat contre l'intolérance, la xénophobie, les stéréotypes et les inégalités.

- La mobilité du savoir et de la culture

La mobilité est une question clé et un défi majeur. Il y a un besoin urgent de soutenir la mobilité et les échanges des acteurs culturels. Investir dans leur formation, leurs compétences au profit de la prochaine génération de leaders est essentiel.

Il faut appeler à promouvoir un « Erasmus des associations culturelles » comme un nouvel outil pour le renforcement des échanges entre les organisations des deux rives de la Méditerranée et pour l'élaboration des projets communs.

- Repenser l'Education et l'Apprentissage Interculturels

L'éducation interculturelle a un rôle central à jouer comme outil déterminant et une solution à long terme pour lutter contre la radicalisation et l'argumentaire extrémiste dans la région. Il faut appuyer le travail de l'éducation et l'apprentissage interculturels non formels ainsi que l'éducation à l'école.

- Propositions de projet

Nous proposons la création d'une plate-forme de partage des projets, des bonnes pratiques et des méthodologies des cercles à travers l'espace euro-méditerranéen. Cet outil pourrait prendre la forme d'échanges de travail, de mobilisation des entrepreneurs culturels et la création d'un réseau de connaissances physiques et virtuels.

Nous proposons la création d'une Encyclopédie Virtuelle de la Connaissance en Méditerranée, qui avec la technologie du logiciel libre, et avec le modèle collaboratif de Wikipédia, permette de valoriser la culture, le savoir et le patrimoine culturel commun en Méditerranée. Parce que c'est seulement à partir du développement d'une identité commune en Méditerranée que nous pouvons avancer vers une citoyenneté méditerranéenne. Depuis la Fondation Trois Cultures nous pensons que cette encyclopédie virtuelle pourrait être l'un des principaux projets communs permettant de mettre en valeur le travail collaboratif des cercles de la Fondation.

« La culture : une passerelle pour l'interconnaissance et la construction d'un futur équitable et durable »

Florence Pizzorni, conservateur en chef Ministère de la culture, France

Le patrimoine culturel englobe des ressources héritées du passé sous des formes et des aspects divers. Il comprend les monuments, les sites, les traditions, les savoirs transmis et les expressions de la créativité humaine, ainsi que les collections conservées et gérées par les musées, les bibliothèques et les archives. Sa conservation et sa valorisation, se justifient parce qu'il constitue le socle indispensable de la construction d'un vivre ensemble en Méditerranée dont il témoigne de la possibilité d'être.

La valorisation du patrimoine culturel met en jeu des valeurs fondamentales :

***Enjeu de démocratie appuyé sur l'éducation et la cohésion sociale** : le processus de patrimonialisation repose sur la construction d'un récit historique partagé et qui fasse consensus. Il s'élabore dans un échange entre experts (savants) et citoyens. Il se transmet par l'école et les échanges multi-communicationnels avec la jeunesse.

***Enjeu de fraternité, de solidarité, de dialogue interculturel** : Patrimoine et recherche d'identité font cause commune. La compréhension du patrimoine oblige à une interrogation sur l'autre (celui du passé et celui d'ailleurs), de même la conscience de soi est une construction par comparaison avec l'autre et oblige à s'intéresser aux relations établies avec ses voisins topographiques ou chronologiques.

***Il est inutile d'insister sur les enjeux économiques de la culture (patrimoine et création)**, bien connus et souvent rappelés : les petites et moyennes entreprises, développement local et régional, le tourisme...

***Enjeu de développement durable** : depuis 1995, dans le cadre du PAM nous sommes nombreux à nous mobiliser pour faire reconnaître la culture comme quatrième pilier du développement durable (rappel de l'action de Serge Antoine).

- Actions à mener :

- Le contexte politique dramatique du sud-est de la Méditerranée exige l'urgence et l'opérabilité des actions à me-

ner. Elles peuvent s'organiser autour de quatre grandes thématiques: l'**engagement** (patrimoine à l'école : jeunesse et patrimoine), les **valeurs** (patrimoine partagé, nouveaux usages pour le patrimoine, tourisme), la **protection- reconstruction** (restaurer le patrimoine, le patrimoine en danger) et l'**innovation** (la gouvernance participative du patrimoine, la science au service du patrimoine).

- Identification et analyse des bonnes pratiques
 - Proposition de pistes de coopération
 - Formation des jeunes citoyens (échange entre universitaires et étudiants) et des experts (coopération)
- Circulation des biens et des hommes, en particuliers intellectuels, universitaires, conservateurs, artistes et créateurs
- Mobilisation sur la prévention des conflits, la réconciliation après les conflits et le rétablissement du patrimoine culturel détruit (axe spécifique de la reconstruction des grands centres urbains historiques).

- Comment agir ?

Les actions des grands programmes sont le fruit de coopération d'État à État. La coopération méditerranéenne est financée par les États. Dans le contexte politique actuel, les enjeux relevés précédemment sont secondaires sur l'échiquier des relations diplomatiques.

L'action en direction des citoyens peut être « prise en main » par les citoyens.

Il serait utile de constituer un collectif de quelques associations ou fondations du nord et du sud de la Méditerranée

Le problème se pose de trouver des acteurs et des partenaires financiers. Il existe peu d'institutions dotées du type fondations ou organismes publics internationaux à but non lucratifs. Les collectivités territoriales volontaires, souvent déjà engagées dans des stratégies de voisinage – par le jumelage, par exemple- pourraient constituer un bon support : villes et régions.

« Partager les mémoires humaines des migrations méditerranéennes entre générations pour établir un dialogue constructif des peuples »

Frédérique Olivier-Ghuri. Cercle de Nice

Les VII^e rencontres de l'ACM à Casablanca les 9 et 12 novembre 2017 ont été organisées autour des : « Conditions nécessaires et moyens d'action citoyens pour la paix et le progrès en Méditerranée ». Parmi les objectifs de la FACM, celui d'œuvrer pour dépasser les craintes mutuelles et donner un sens humain, politique, culturel, environnemental et économique à la Méditerranée des peuples me semble primordial. Inscrite à l'agora : Comment vaincre la guerre, la haine et autres crises en Méditerranée, j'ai souhaité parler de ce qui a réuni ou réunit encore les peuples malgré les vicissitudes de l'Histoire et les innombrables tragédies méditerranéennes:

- Dépasser les antagonismes pour rapprocher des hommes et des femmes qui ne demandent qu'à vivre ensemble.
- Dépasser l'histoire politique pour la véritable histoire humaine.

Une seule arme pour cela : désentraver la langue et libérer la parole pour permettre aux individus d'interroger leur passé et connaître leur histoire malgré les pudeurs, réticences et rancœurs incrustées par des décennies d'incompréhension et de manipulation.

À Casablanca, j'ai donc parlé de mon travail de mémoire et de recherche autour de la mixité des origines en Méditerranée avec l'idée de permettre à d'autres de faire la même chose. Il faut en effet que nous multiplions les exemples concrets de nos origines mixtes pour contrebalancer l'impensé de l'histoire migratoire en France qui évacue l'autre ailleurs que dans le « Nous ». Ce qui vaut pour la France vaut pour la Méditerranée. Le « Nous » des êtres humains doit dépasser le « Je » des nations. Cette histoire n'est pas une exception. Nous ne sommes pas les seuls. C'est de cette idée de non mixité qu'il faut sortir pour une vraie communauté des peuples. C'est un angle de combat contre le terrorisme et la guerre. C'est en tout cas un combat à ma portée, n'étant ni militaire, ni diplomate. J'espère pouvoir le porter avec l'aide de personnes aussi convaincues que moi grâce à l'exemple personnel que je vous livre et qui ne demande qu'à être publié, puis dupliqué avec tous ceux qui se cherchent en Méditerranée, et notamment les jeunes.

Cette histoire charnelle à la croisée de l'histoire, la sociologie, la généalogie, les mémoires personnelles, le récit, cherche à retranscrire le ressenti humain derrière l'analyse historique. Il s'agit de retracer le parcours d'une famille allemande, les Wursthorn, exilée en Algérie en 1853 où elle deviendra française tout en mêlant son destin à d'autres exilés : Maltais, Alsaciens, Espagnols, Italiens. Son départ en Tunisie en 1911 et son évolution jusqu'aux années 2000 permettent un panorama inédit de cette histoire encore douloureuse pour les individus des deux rives de la Méditerranée. Cette histoire s'appelle **Adieu Glibettes et Poules Sussex**²⁷ et la voici résumée :

- Première partie : du Duché de Bade vers l'Algérie :

En 1853, une famille d'Oberbergen, petit village du Grand-duché de Bade, à la frontière de la France, près de Colmar, part pour l'Algérie. Wendelin et Elisabeth Wursthorn, leurs sept enfants et tous leurs biens misent sur une nouvelle vie. En char à bœuf ils traversent la France jusqu'à Marseille, puis débarquent à Bône par le « Province d'Oran » à la fin de l'été. Ils rejoignent le village que leur a attribué l'administration: Nechmaya, créé pour ces colons allemands tant désirés par les autorités. L'armée est très présente dans cette région où avec l'État ils organisent le transfert des terres vers les Européens. Le père de famille, aidé de son fils aîné Benjamin, se met au travail aussitôt reçu sa concession d'à peine plus de onze hectares. Les conditions sont dures, les maladies impitoyables et les décès nombreux parmi la communauté et jusque dans la famille. Mais la famille Wursthorn fait face courageusement. Les enfants deviennent peu à peu Français. Ils se marient, ont des enfants, dont beaucoup meurent avant l'âge de cinq ans. Benjamin, l'aîné, devenu veuf se marie avec Joséphine l'alsacienne, elle-même veuve. Quelques années plus tard, Frédéric se marie avec Virginie, fille de Salvador le maltais. Ensemble, avec leur petite Yvonne, ils partent pour la Tunisie tenter une nouvelle vie sur de nouvelles terres.

- Deuxième partie : de l'Algérie vers la Tunisie

Frédéric Wursthorn s'installe avec son frère Joseph pas très loin de la frontière, à Eddekhila, un tout petit village. Là-encore l'État et l'armée sont à la manœuvre dans ce tout nouveau protectorat. La famille grandit à Eddekhila et malgré la guerre, les difficultés, les drames, Yvonne et ses

sœurs arrivent en âge de se marier. Le melting-pot européen continue ainsi en Tunisie. Paulette rencontre Yvon, un beau soldat venu du Tarn qui devient son mari. C'est encore la guerre et cependant les enfants arrivent. Ils seront quatre, tous élevés entre Eddekhila, Tebourba, et Tunis. Les conditions restent difficiles mais la douceur de l'enfance embellit tout.

- Troisième partie : de la Tunisie vers la France

En septembre 1958, Yvon, Paulette, et toute la famille quittent définitivement la Tunisie indépendante. Ils s'installent à Albi, ville d'Yvon, qui accueille d'autres rapatriés de la famille jusqu'en 1961. Les deux sœurs se retrouvent commerçantes. L'adaptation est difficile. Les rapatriés ne sont pas les bienvenus. Paulette ne reconnaît plus la vie. Elle repense aux tragédies de la Tunisie et de l'Algérie et tout cela se cristallise sur l'histoire de la petite Marie disparue tragiquement à quatre ans près du bar des Maltais au Tarf, en Algérie. Paulette décèdera en 2010, dix ans après sa sœur Germaine qui ne l'aura jamais quittée. Elles gardaient des traditions de leur monde perdu qui se résumaient à des recettes de cuisine magiques et inégalées.

Comment dupliquer cette initiative ? Une intuition, puis tout un travail de recherche m'ont démontré que mes ancêtres étaient étrangers, devenus français en Algérie dans une diaspora euro-méditerranéenne qui ne plaisait déjà pas aux hérauts des races pures de cette époque. Ma mère, fruit de cette histoire, née en Tunisie qu'elle a quitté enfant, a souhaité retourner s'y installer à sa retraite après avoir passé plus de cinquante ans sans jamais y remettre les pieds. Ce retour m'a incité à en savoir plus et à comprendre ce lien et cette histoire au-delà des postures idéologiques. Tous ceux qui s'interrogent sur leurs migrations et celles de leurs proches parents et ancêtres en Méditerranée doivent pouvoir faire de même. Leurs aînés, parents, professeurs, éducateurs doivent leur permettre d'accéder à cette connaissance afin que chacun vive mieux en différence et en mixité. Il faut donc enseigner l'histoire de l'immigration à l'école, au collège, au lycée, comme le préconise l'historien Benjamin Stora²⁸ afin de donner sa juste place à ce phénomène constitutif du récit républicain et donc de l'histoire de France.

²⁷ Auteur : OLIVIER-GHAURI Frédérique, *Adieu Glibettes et Poules Sussex*, 250 pages reliées, police 14, 126 illustrations dont une quinzaine en couleur, 8 pages de sources et bibliographie, 13 pages d'annexes avec 8 illustrations N/B auteur : JEMAI Slim, docteur en Histoire contemporaine.

²⁸ STORA Benjamin, L'enseignement de l'histoire de l'immigration, France Culture, 25 janvier 2018, <https://www.youtube.com/watch?v=DywgNgAKE-NA>.



AGORA 3.

Une transition écologique méditerranéenne vitale



III. 4. AGORA III. UNE TRANSITION ÉCOLOGIQUE MÉDITERRANÉENNE VITALE

« Vers une transition écologique méditerranéenne »

Henri Rouillé d'Orfeuil, membre de l'Académie d'agriculture de France

Notre agora a pour mission de proposer des « chantiers » permettant de réfléchir et d'agir pour sortir notre région et notre monde de leur crise contemporaine.

I - Les manifestations de cette crise :

La question du marché du travail et de l'inclusivité du développement :

D'après l'organisation internationale du travail, il nous manque aujourd'hui plus d'un milliard d'emplois pour atteindre une situation de plein emploi. Nous savons que la population mondiale va croître d'ici 2050 de 2,5 milliards de personnes, ce qui va entraîner une demande de 1,7 milliard d'emplois nouveaux. Enfin, nous allons assister à une forte destruction d'emplois d'ici 2050: dans les pays du Sud, ce sont près de 2,6 milliards de paysans qui pourraient se trouver exclus de la production agricole et donc provoquer une demande de 1,7 milliard d'emplois, alors que dans les pays de l'OCDE la moitié des emplois pourrait disparaître et remplacés par des machines intelligentes, ce qui provoquerait une demande de 250 millions d'emplois... Pour répondre à ces besoins d'emplois, il faudrait donc créer d'ici 2050 près de 4,5 milliards d'emplois, c'est-à-dire atteindre des taux de création d'emplois jamais atteints et, en fait, hors de portée, même si nous entendons par « emplois » des activités économiques rémunérés même faiblement.

La question de l'environnement et de la durabilité du développement :

Plusieurs questions de caractère environnemental vont se manifester ou se renforcer d'ici 2050 :

Le rapprochement des limites d'exploitation des ressources naturelles non renouvelables : l'alerte lancée en 1972 par le club de Rome dans le rapport Meadow sur l'épuisement des ressources est d'autant plus actuelle que nous nous rapprochons des limites de la plupart des ressources minérales ou énergétiques (fin d'ici 2022 de la cryolite, du terbium, de l'hafnium ; d'ici 2025, fin de l'argent, de l'anti-

moine, du palladium, de l'or ; d'ici 2040, fin du plomb, de l'étain, du cuivre, de l'uranium... fin du pétrole (2050), du gaz naturel (2072), du charbon (2170)...). Ces dates sont certes évolutives à causes de l'évolution des technologies et de l'apparition de nouvelles ressources, comme le gaz ou le pétrole de schiste, mais, quel que soit ces ajustements, nous allons vers des ressources non renouvelables qui se raréfient.

La nécessité de réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre : L'Accord de Paris de décembre 2015 a fixé à 2° Celsius la limite de réchauffement climatique à ne pas franchir... Ce chiffre est un compromis entre l'encore possible diplomatiquement et le toujours tolérable scientifiquement. Les tendances analysées par le GIEC montrent que nous nous dirigeons plutôt vers un chiffre de 4°C avec des conséquences très préoccupantes en matière de fonte des glaciers terrestres, de dégel des pergélisols des régions froides du monde, de montée des eaux marines et de perturbation des régimes hydriques.

La marche vers une sixième extinction des espèces : on connaît quelques tristes prévisions portant sur des espèces emblématiques : la fin des ours polaires, la fin de 4 des 6 espèces de grands singes d'ici 2040... diminution rapide des insectes, notamment des espèces productrices de « services écologiques », comme les abeilles... régression rapide de la biodiversité des sols.

L'impact des pollutions chimiques sur la santé humaine: l'accumulation de produits chimiques dans les sols, les terres, l'air et les organismes vivants, notamment dans les organismes humains, peuvent avoir des conséquences graves, voire dramatiques, sur les mécanismes physiologiques... on connaît ou suspecte les risques des néonicotinoïdes (système nerveux central), les perturbateurs endocriniens (système hormonal, troubles de la fertilité...), les pesticides organophosphorés, le glyphosate (cancers)...

La question de l'endettement ou la vie à crédit de l'humanité :

Le FMI évaluait en 2016 à 152.000 milliards de dollars (hors du secteur financier) le montant des dettes mondiales (2/3 privées, 1/3 publiques), c'est-à-dire 2,25 fois le PNB mondial (BFM Business parle de 3,25 fois le PNB mondial). Cette dette s'est accrue considérablement depuis 2008 (multiplication par 4 de la dette chinoise, par 2 de la dette américaine). L'endettement individuel mondial des personnes de plus de 15 ans ayant un revenu supérieur à 2 \$/J serait de 47.678 \$... L'endettement est une manière de vivre mal-

gré la crise, de suppléer à la faiblesse de la demande et de repousser les ajustements... mais : Où est cet argent ? Qui remboursera ? Qu'advient-il quand les taux d'intérêt vont remonter pour les pays, pour les entreprises, pour les particuliers ?

La question des inégalités et de l'extrême polarité de l'humanité :

Selon OXFAM, en 2016, les 1% les plus riches possédaient plus de 50 % de la richesse mondiale, donc plus que les 99 autres %. Les 50% les plus pauvres ne possédaient pratiquement rien. En 2017, les 82% de la croissance économique ont été captés par 1% de la population la plus riche. Quelles conséquences sociales et, en définitive, économiques et politiques en tirer à court, moyen et long terme ?

La question de l'abandon des territoires :

La mondialisation s'est développée contre les économies et les pouvoirs territoriaux. La concentration et la financiarisation des activités économiques ont privé les territoires d'une grande partie du moteur de leur développement... La paupérisation des territoires a entraîné dans la plupart de ces territoires une émigration et un vieillissement, mais a laissé aux « gouvernements locaux » les charges sociales et environnementales... On voit les conséquences politiques du fossé qui se creuse entre les zones de capitalisation urbaine et les zones de paupérisation péri-urbaines et rurales.

2 - Une nécessité de changement, mais de quelle transition parlons-nous ? :

Il nous faut point par point répondre à ces manifestations de la crise et aller vers des processus de :

Relance des économies territoriales:

Pour contrer l'abandon des territoires, il nous faut soutenir une relance des économies locales, c'est-à-dire une mobilisation des ressources humaines et naturelles locales, une distribution locale de revenus, une revitalisation des circuits locaux et un re-bouclage des économies circulaires, enfin une affirmation des terroirs et des patrimoines culturels locaux.

Reterritorialisation des acteurs mondialisés :

De tels processus passent par l'affirmation d'une responsabilisation vis-à-vis des territoires, et d'abord par le res-

pect d'un devoir fiscal, mais aussi par une responsabilisation sociale, environnementale et culturelle vis-à-vis des sociétés, environnements et cultures des milieux où ces acteurs mondialisés interviennent. Ces retours vers des responsabilités territoriales sont d'autant plus difficiles à imaginer et à obtenir que depuis l'origine de la mondialisation contemporaine, c'est-à-dire depuis six bons siècles, les stratégies de ces acteurs mondialisés ont consisté à éviter ces responsabilités et les pouvoirs territoriaux qui pouvaient les rappeler à leurs devoirs. Deux processus engagés au sein de l'OCDE s'attaquent à cette question : Concernant le devoir fiscal, le processus dit de « Déclaration pays par pays » des activités économiques devrait permettre aux administrations fiscales de réclamer aux entreprises ayant un chiffre d'affaires supérieur à 750 millions de dollars des impôts correspondant aux activités exercées dans leurs pays respectifs ; concernant les responsabilités en matière de droits humains et d'environnement, le processus dit de la « diligence raisonnable », devenu en France, suite à une loi de mars 2017, le processus dit du « Devoir de vigilance », devrait permettre aux victimes de dégâts provoqués par un mauvais comportement d'une entreprise multinationale, de ses filiales ou de ses fournisseurs, d'être dédommagées.

Rééquilibrage entre économies ou acteurs mondialisés et territorialisés:

Un tel rééquilibrage, compte tenu du déséquilibre des forces et des marges de manœuvre entre ces deux mondes, nécessite une intervention volontaire des autorités publiques. Cela passe aux différentes échelles géographiques par des politiques publiques reposant sur l'expression d'une préférence territoriale, l'affirmation de l'importance de la proximité (ne serait-ce que pour des questions d'émission de GEF, de facilités de mobilisation de solidarités locales ou de valorisation du patrimoine culturel), la prise en compte d'un principe de subsidiarité... Cela passe aussi au niveau mondial par l'adoption de régulations internationales prenant en compte l'existence des territoires et non, comme c'est le cas aujourd'hui, l'abattement des frontières permettant aux acteurs mondialisés d'atteindre sans obstacles tous les marchés et toutes les ressources naturelles et humaines du monde.

Lutte contre les externalités sociales, environnementales et culturelles négatives produites par tous les acteurs économiques :

Les stratégies de production guidées par la seule logique marchande de caractère économique risquent fort d'éviter aux acteurs économiques d'avoir à porter attention à la

qualité de leurs performances sociales, environnementales et culturelles. Puisque ces performances n'intéressent pas les marchés et restent inapparentes pour les consommateurs, à moins que des labels permettent de les en informer, il revient aux autorités publiques, garantes de l'intérêt général et de l'intégrité des biens publics, de mener des politiques qui se soucient des mauvaises performances des stratégies de production des acteurs économiques, petits ou grands. Les politiques publiques disposent d'un éventail de leviers pour amener ces acteurs vers des stratégies plus vertueuses sur les plans social, environnemental ou culturel. Si les dégâts sont avérés, graves et répétitifs, il faudra en passer par la loi et l'interdiction des mauvaises pratiques. Si les dégâts sont plus légers, occasionnels et évitables, les mesures d'incitation ou de désincitation pourront suffire et amener les acteurs vers des pratiques à externalités positives ou neutres. S'il n'existe pas d'alternatives abordables à une mauvaise pratique, il faudra alors intensifier les actions de recherche permettant la mise au point de nouvelles bonnes pratiques

3 - l'exemple de la transition agricole et alimentaire :

À la méthode descendante partant d'un discours d'autorité émanant d'une haute autorité, nous pensons préférable pour favoriser l'évolution du système agricole et alimentaire, qui concerne tous les citoyens-consommateurs et une partie notable des acteurs économiques appartenant aux chaînes agroalimentaires, de mettre en valeur les initiatives des acteurs déjà engagés sur un chemin de transition. Encore faut-il les repérer, les caractériser comme des acteurs, des initiatives et des chemins de transition, trouver les bonnes manières de les valoriser et de créer un large échantillon d'initiatives de référence. C'est en s'appuyant sur cet échantillon que pourront s'engager des actions de plaidoyer en direction des autorités publiques pour les amener à faire évoluer leurs politiques vers des politiques d'appui à la transition, mais aussi des actions de communication à l'adresse des consommateurs pour les amener à faire évoluer leurs demandes alimentaires. Enfin, c'est de l'interaction entre les initiatives des acteurs de la transition et des mesures de politiques que pourront se produire un changement d'échelle et/ou un essaimage d'initiatives de transition et se renforcer les dynamiques de développement des économies alimentaires territorialisées.

Ce sont ces processus que RESOLIS est en train de promouvoir et de mettre en œuvre avec de nombreux partenaires, d'une part, avec des acteurs des chaînes de production et de consommation agricoles et alimentaires, porteurs

d'initiatives d'alimentation responsable et durable (IARD), et, d'autre part, avec des collectivités territoriales, porteuses de mesures de politiques publiques dédiées à la transition (MESARD). Ces acteurs peuvent inscrire leurs collaborations et leurs projets dans un cadre territorial et ensemble mettre en œuvre des projets alimentaires territoriaux, des PAT.

Nous avons dans l'observatoire RESOLIS un échantillon de 350 IARD françaises, nous collaborons avec Régions de France, association des 13 régions françaises, avec France Urbaine, qui regroupe les 22 métropoles françaises, mais aussi avec la fédération des 52 parcs naturels régionaux. Enfin, nous coopérons avec des partenaires d'une douzaine de pays, qui ont engagé des actions dans leurs pays avec les mêmes méthodes. Nous accompagnons Régions de France dans l'animation d'un Groupe de travail « Gouvernance territoriale, sécurité et transition alimentaire » et d'un Programme international « Régions du monde et transition alimentaire », groupe de travail et programme international porté par le Forum des (800) régions du monde de la CGLU, Cités et gouvernements locaux unis, qui est l'organisation internationale des collectivités territoriales.

« La transition agricole et alimentaire dans la région méditerranéenne. »
Vicent Garcés. Président de la Fondation ACM

Une soixantaine d'associations et d'institutions ont adhéré à une proposition de la Fondation Assemblée des Citoyens et des Citoyennes de la Méditerranée (FACM). Ces associations et institutions ont signé la déclaration « Le moment est venu pour la transition agricole et alimentaire. Réveillons-nous ! ». L'objectif de cette déclaration est de travailler ensemble pour promouvoir des initiatives d'alimentation responsables et durables capables de mettre fin à la prédominance du modèle agro-industriel, qui constitue une menace pour la diversité et la richesse historique alimentaire de la Méditerranée.

C'est grâce à la richesse de son histoire agricole et la diversité de ses systèmes et modèles alimentaires, qu'en Méditerranée ont surgit et fleuri de multiples civilisations. Les oasis, les jardins, le pastoralisme, les techniques d'accès et de gestion de l'eau, et la domestication et exploitation d'une biodiversité originale, animale et végétale, ont permis aux peuples de la Méditerranée de se développer dans des milieux naturels très diversifiés et dans des conditions

climatiques parfois peu propices au progrès de l'agriculture et aux sociétés humaines. La diversité gastronomique et méditerranéenne jouit encore aujourd'hui d'une grande reconnaissance. Cependant, ce patrimoine, constitué des produits et pratiques agricoles et alimentaires méditerranéennes, est loin d'être suffisamment reconnu et valorisé. Les produits agricoles et alimentaires mondialisés et standardisés, provenant de l'agro-industrie et des grandes chaînes de distribution ont continué à gagner du terrain. Dans le système alimentaire des peuples de la Méditerranée l'élément « mondialisé » supplante désormais l'élément « régionalisé ». Cette avancée de la mondialisation suppose une défaite des économies locales et nationales : le système alimentaire actuel détruit plus d'emplois qu'il n'en crée. Il distribue peu de revenus localement et fragilise le développement au lieu de le promouvoir. Il appauvrit et endette les pays méditerranéens au lieu de les enrichir.

- Le contexte :

Un exercice de prospective mené par l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) et Pluriagri pour la région Afrique du Nord et Moyen-Orient a montré la forte croissance que l'insécurité alimentaire enregistrera d'ici 2050, compte tenu des effets prévisibles du changement climatique. Dans ces conditions critiques, les auteurs du rapport défendent la nécessité d'agir sur trois sources en les combinant :

L'innovation technique en agronomie et l'élevage (marge pour améliorer les rendements de l'ordre de 20%);

La réduction des pertes et des déchets (potentiel de mobilisation supplémentaire de 10% à 20% de la production);

La réhabilitation du régime méditerranéen (limitation de la consommation de produits d'origine animale, sucres et huiles végétales).

Cependant, en termes de sécurité alimentaire en Méditerranée, nous sommes en présence d'un méta-problème, d'importance macro-régionale et de nature polysémique et systémique. En effet, le secteur agricole et agroalimentaire présente une situation préoccupante en Méditerranée. Tous les pays de la région sont déficitaires, sauf la France, l'Espagne et la Turquie, ce qui reflète le faible potentiel productif des autres pays et/ou des politiques publiques peu encourageantes, accompagnées d'importations massives de produits alimentaires (40% de la consommation des pays du sud et de l'est de la Méditerranée).

La dépendance extérieure s'aggrave et la facture alimentaire extérieure des pays méditerranéens a augmenté en 2014, s'élevant à 212 milliards de dollars dans le nord (16 pays), 75.000 millions dans le sud et l'est (11 pays). À cette fragilité économique s'ajoutent des problèmes de malnutrition (expansion rapide des maladies chroniques d'origine alimentaire, telles que l'obésité, les pathologies cardiovasculaires, certains types de cancer et le diabète de type 2), avec la disparition du régime/diète méditerranéen(e) en faveur d'une alimentation industrielle de type occidentale. En outre, l'abandon de l'activité agricole, la dégradation des ressources en eau et les changements climatiques menacent la croissance de la production locale. Le modèle agroindustriel de la production alimentaire (monocultures, mécanisation agricole intensive et consommation de combustibles fossiles, transport de produits à longue distance ...) s'est imposé dans la région méditerranéenne et occupe une grande partie de son espace agricole et de ses meilleures terres. Ce modèle n'a pas essayé de s'adapter aux conditions spécifiques des milieux naturels ou aux habitudes alimentaires des peuples méditerranéens. La prédominance de ce modèle agro-industriel dans la zone méditerranéenne entraîne l'asphyxie des agriculteurs traditionnels. Elle a des effets négatifs dans la sphère sociale (perte d'emplois dans les économies locales), environnementale (pollution, régression de la fertilité des sols et de la biodiversité) et culturelle (perte de la diversité de la nourriture et de la cuisine).

- Une proposition nécessaire :

La nourriture, tout comme l'ensemble du système agricole et alimentaire, doit redevenir un moteur fondamental du développement durable et inclusif de nos pays. Nous devons redécouvrir et réévaluer les connaissances et les pratiques agricoles et alimentaires de nos pays et, en même temps, répondre aux grands problèmes contemporains: la création d'emplois et la lutte contre la pauvreté, la gestion durable des ressources naturelles et la lutte contre le changement climatique et la conservation du patrimoine culturel. Ce sont des problèmes que nous devons résoudre si nous voulons laisser aux générations futures un héritage matériel et immatériel qui leur permette de vivre décemment.

Si nous voulons atteindre tous ces objectifs en même temps, nous devons d'urgence entreprendre une véritable « transition alimentaire ». Pour cela, nous devons mener deux batailles articulées entre elles :

- la bataille de la « reterritorialisation » de la consommation, qui se manifeste par la création de circuits courts et le développement des « économies circulaires »;

- la lutte contre les effets négatifs - sociaux, environnementaux et culturels - de la production et de la distribution agro-industrielle des aliments.

Ces batailles sont synonymes de changement dans le modèle agricole, avec une «révolution agro écologique», et dans le cas de l'agriculture familiale et paysanne, avec un accès possible aux semences, à la terre, aux ressources naturelles, aux marchés, au crédit, technologies et services agricoles. Ce scénario ne nous renvoie pas vers le passé, mais nous projette vers l'avenir et vers des modèles agricoles et des systèmes alimentaires territorialisés et productifs d'une grande valeur sociale, environnementale, culturelle et éducative.

- L'engagement de la FACM :

La Fondation Assemblée des Citoyens et Citoyennes de la Méditerranée (FACM) invite ses membres à travailler dans cette direction et à la diffuser dans les forums nationaux et internationaux. La Fondation a exprimé ses positions, propositions et pétitions sur la transition alimentaire à l'occasion de la 22e Conférence des Parties (COP22) de la Convention sur le changement climatique, qui s'est tenue en novembre 2016 à Marrakech et, auparavant, au MEDCOP de Tanger, où les régions méditerranéennes se sont réunies en juillet pour préparer la COP22. Nous souhaitons participer à la recherche de solutions en collaboration avec tous ceux qui s'efforcent de promouvoir la transition alimentaire dans les pays méditerranéens. En effet, dans tous nos pays, il existe des acteurs pionniers qui mettent en œuvre des initiatives d'alimentation responsables et durables, et qui se sont déjà engagés sur la voie de la transition.

Nous proposons de:

Détecter, analyser et valoriser les initiatives d'alimentation responsable et durable et, à cette fin, collaborer avec les organisations paysannes et la société civile, et avec les associations scientifiques et universitaires engagées dans la même lutte pour la transition alimentaire.

Présenter une vaste sélection méditerranéenne de centaines d'initiatives d'alimentation responsable, capables de montrer la créativité et la diversité des «solutions» locales, et d'aider à identifier les «voies de transition» vers de nouveaux systèmes agricoles et alimentaires.

Développer un manifeste de la «transition agricole et alimentaire» à partir de l'analyse de ces solutions locales, en leur donnant une perspective macro-géographique. **Mettre**

en place des collaborations visant à élargir la base des initiatives et des solutions en vue des prochaines réunions de la COP et d'autres forums internationaux.

« Une transition du modèle agricole comme condition nécessaire pour la paix en Méditerranée »

David Torres. Cercle de Valencia

Ce n'est pas un nouveau débat au sein de l'ACM, il ne faut pas oublier qu'il y a un an, nous avons tous été invités à exprimer à la COP22 et à la MEDCOP nos demandes concernant la transition alimentaire. Nous avons donc déjà eu un premier grand espace de réflexion et de proposition.

Il est vrai que l'histoire de cette région turbulente au cours des siècles a servi de pont entre le nord et le sud, et vice versa, reliant les peuples et les civilisations. La vie, le progrès et le développement s'épanouissent dans cette région, tout comme la mort, la destruction et la pauvreté. Parfois, la Méditerranée devient une mer d'espoir pour des milliers de personnes qui fuient leur patrie à la recherche d'un avenir meilleur. Mais les rêves de ces émigrés et réfugiés sombrent parfois dans les eaux profondes.

Et dans ce contexte, malheureusement, la protection de l'environnement n'a jamais été une priorité pour les gouvernements. La pression accrue des activités humaines, terrestres et maritimes, a des conséquences négatives sur la santé de l'environnement marin et terrestre et la disponibilité des ressources naturelles qu'elle abrite.

L'activité agricole et industrielle soutenue, la surpêche, les espèces envahissantes, les transports, l'augmentation de la densité de population et le manque de vigilance dans les rejets de substances polluantes représentent de grands risques et réduisent la capacité à lutter contre le changement climatique, avec des effets dévastateurs pour tous les pays du bassin méditerranéen s'ils ne sont pas soumis à des restrictions.

Il faut ajouter à tout cela l'énorme instabilité politique dans la région, avec dans certains pays un recul démocratique, la guerre, le nationalisme et la croissance de l'individualisme lié à une vision capitaliste de la vie. Nous sommes loin de la nécessaire convergence vers une gouvernance politique la Méditerranée qui pourrait apporter des solutions aux problèmes mondiaux que nous vivons:

En terme de **croissance démographique**, la population totale des pays méditerranéens devrait passer de 276 millions

à 529 millions d'ici 2025; plus d'un tiers de la population méditerranéenne est concentrée dans les zones côtières, qui ne représentent que 12% de la surface. La croissance de la population combinée à l'augmentation des zones périurbaines côtières génère de multiples pressions environnementales liées à l'augmentation de la demande en eau et en ressources.

Les problèmes environnementaux sont nombreux en Méditerranée et peuvent être classés en plusieurs groupes :

Les problèmes affectant la végétation et en particulier la forêt : ceux-ci sont liés à la déforestation et à la dégradation de la végétation dues au surpâturage, l'exploitation forestière, les incendies, l'activité agricole et ils ont un grand impact sur les infrastructures dans les zones montagneuses, provoquant de graves catastrophes naturelles telles que les inondations, les glissements de terrain, l'envasement des réservoirs.

Les problèmes affectant le sol: ceux-ci sont en grande partie causés par l'urbanisation, l'augmentation de la pression démographique et provoquent une grande érosion hydrique et éolienne. L'avancée de l'urbanisation sur les terres agricoles a aussi des conséquences irréversibles sur les sols en affectant sérieusement l'activité agricole, l'alimentation et la Souveraineté Alimentaire des villes.

Les problèmes affectant l'eau douce causés par la surexploitation et la concentration d'une grande partie de la demande d'eau dans les zones côtières en raison de la pression démographique et de l'activité touristique. Ceci génère un déficit pour l'agriculture, à l'origine par ailleurs d'autres problèmes en raison du modèle de l'agriculture conventionnelle, avec une gestion inefficace de l'irrigation, des engrais et de l'abus des pesticides qui ont causé une grave pollution dans les aquifères (souffrant aussi d'une grave surexploitation) et les cours des rivières.

Les problèmes affectant les zones côtières : provoqués par la littoralisation méditerranéenne: la concentration démographique sur les zones côtières est très marquée comme dans certains pays comme l'Algérie (53% de la population est installée sur 3% de la côte). En règle générale, la concentration démographique sur les zones côtières peut atteindre jusqu'à 40%, ce qui a aggravé la situation à laquelle les populations du monde rural sont confrontées: manque d'investissement, manque de services, abandon et dépeuplement. Cette littoralisation a de graves effets sur les sols, en raison des besoins de logement, et équipements touristiques, industriels et de transport avec des impacts

sur l'eau, sur les forêts et les espaces naturels ; et évidemment sur la bande côtière avec la contamination par les déversements, la dessiccation des zones humides, ou les changements côtiers et paysagers.

Les problèmes affectant la mer, dérivés en grande partie de ceux déjà exposés, avec la pollution des déversements urbains, du pétrole ou des rejets industriels et chimiques.

Ces problèmes ont des conséquences de grande ampleur sur le mode de vie des personnes qui vivent actuellement en Méditerranée.

« Les comportements...levier de la transition écologique. »

Saida Benzahher. Cercle de Casablanca

Le changement climatique est l'affaire de tous. Il faut donc construire une passerelle indispensable entre les sciences et les citoyens pour que chacun, en particulier la jeune génération, soit force d'initiative sur ce sujet.

La COP21 et la COP22 ont marqué une étape majeure dans la sensibilisation des citoyens sur les enjeux climatiques. La campagne « Éducation aux transitions écologiques et sociales » aborde la complexité de nos rapports avec l'environnement afin de mieux appréhender cette complexité passant par une compréhension scientifique des phénomènes climatiques et de leurs conséquences sociétales. Pour construire un futur commun, il nous faut adapter nos modes de vie, nos manières de produire et consommer les ressources en eau et énergie, notre alimentation ainsi que les rapports entre les pays riverains de la méditerranée du Nord et ceux du Sud. Bref, il nous faut privilégier les initiatives allant dans le sens d'une transition écologique, énergétique et sociétale.

- Les comportements...Levier de la transition écologique

Peut-on – et comment – agir sur les comportements individuels et sur les dynamiques collectives, et en particulier dans cette optique de transition écologique? Il faut comprendre les comportements à l'échelle individuelle et dans leur dimension collective, et présenter différentes voies d'actions possibles pour les infléchir. Mais compte tenu des intrications entre les différentes échelles, il est essentiel, pour agir efficacement sur les comportements, de combiner les approches, les outils et les acteurs, et de bien analyser et comprendre les pratiques sociales avant la mise en œuvre de projets ou mesures politiques pour pouvoir progresser dans des domaines d'action prioritaires tels que :

- Améliorer la gestion intégrée des ressources et demandes en eau.
- Assurer une gestion durable des ressources d'énergie.
- Atténuer les effets du changement climatique et s'y adapter.
- Assurer une mobilité durable par une gestion appropriée des transports. Promouvoir un tourisme durable.
- Promouvoir un développement agricole et rural durable.
- Promouvoir un développement urbain durable.
- Promouvoir une gestion durable de la mer et du littoral.
- Stopper d'urgence la dégradation des zones côtières.

- Les ressources méditerranéennes en eau

Les pays méditerranéens sont caractérisés par des ressources en eau limitées et inégalement réparties dans l'espace et dans le temps. La constante pour la pluie varie de 800 mm en zones montagneuses à 150 mm dans le sud; et cette constante est perturbée par les changements climatiques.

L'indice de stress hydrique montre que sur les 21 pays du bassin, à l'horizon 2025, cinq d'entre eux (Egypte, Liban, Maroc, Syrie, Turquie) se situeraient en dessous de 1000 m³/hab/an, ce qui correspond à une pénurie affectant le développement économique, et cinq autres tels que (Algérie, Israël, Libye, Malte, Tunisie) seraient en dessous de 500 m³/hab/an, traduisant ainsi une pénurie structurelle contraignante pour la vie.

Le climat marocain varie de subhumide dans le nord, semi-aride à aride dans le centre, à saharien dans le sud. Les précipitations y sont irrégulières dans le temps et l'espace. La pluviométrie moyenne annuelle dépasse 1000 mm dans les zones montagneuses du nord et est souvent inférieure à 300 mm dans les bassins de Moulouya, Tensift et Souss-Massa ainsi que dans le sud de l'Atlas et la région subsaharienne.

En 1960 le quota d'eau était 2.500m³/hab/an. Le 2015 on est à 950m³/hab/an Cette pénurie présente des défis sur:

- La santé publique et la sécurité alimentaire
- L'économie
- Les conflits (internes et externes)
- L'infrastructure

- La ressource en eau et l'environnement
- Axe stratégique pour sécuriser les besoins et mettre en application la gestion intégrée des ressources en eau

La Stratégie Nationale de l'Eau (SNE) a pour but de réformer ce secteur, à travers le développement de ressources alternatives, la gestion rationnelle de la demande, l'augmentation de la production et une meilleure prise en compte des facteurs environnementaux. Toutefois, se pose le problème de la tarification et du recouvrement des coûts de gestion et d'investissement dans ledit secteur.

Les actions envisagées sont :

Sur la demande en eau pour atteindre une économie d'eau d'environ 2.5 Mds de m³/a

Sur l'offre par la mobilisation de 2,5 Mds de m³/an, à travers la construction de barrages, le transfert de ressources en eaux brutes des bassins du Nord vers le Sud, la sauvegarde des infrastructures hydrauliques existantes et le recours à la mobilisation des ressources en eau non conventionnelles notamment le dessalement de l'eau de mer et la réutilisation des eaux usées épurées.





AGORA 4.

La participation : une réponse citoyenne aux besoins politiques et sociaux en Méditerranée



III. 5. AGORA 4 . LA PARTICIPATION : UNE RÉPONSE CITOYENNE AUX BESOINS POLITIQUES ET SOCIAUX EN MÉDITERRANÉE

“La Méditerranée”

Ricard Pérez Casado. *Ancien maire de Valencia, membre du Conseil Consultatif de la FACM*

La Méditerranée est une zone de conflit. Ce n'est, bien entendu, pas seulement maintenant en ces temps de mondialisation, ce fut déjà le cas dans le passé de façon quasi permanente. L'agitation des Balkans, la crise permanente au Proche Orient, les printemps arabes... tout cela nous touche. Les conséquences en sont économiques, sociales, sécuritaires. La catastrophe humanitaire a transformé notre mer commune en un cimetière. Rancœur et rejet se donnent la main de façon menaçante. La lecture recommandée des *Réflexions méditerranéennes*, de F. Aznar dans le Bulletin de l'Institut Espagnol des Études Stratégiques, le 14 février 2018, aide à la compréhension de la complexité et de la profondeur des problèmes.

La réponse de l'UE s'est limitée au contrôle des frontières ou à monnayer la volonté des États comme la Turquie pour endiguer le flux des réfugiés et des persécutés. L'ajournement du Sud, avec l'inaction de l'Espagne et sans parler du Pays Valencien. La réaction du sud, qui existe bel et bien, est venue des victimes elles-mêmes, comme les Grecs, et l'alternative menée par Yanis Varoufakis et son DiEM25 (Democracy in Europe Movement), un projet de réforme politique de l'UE. Ou de la discrète sortie de crise au Portugal avec la gauche de Mário Centeno, qui dirige l'Eurogroupe sans recevoir ni reproche ni objection.

Avec l'Espagne depuis 1986 dans la Communauté Européenne, les relations valenciennes continentales, très antérieures, se sont vues renforcées. Le retard dans les infrastructures, le rejet de relations nécessaires avec nos voisins du nord de l'Èbre, devront être notées dans la mauvaise gestion de la droite locale et ses gouvernements qui, de plus, se sont empressés de dénaturer ou supprimer comme nous le verrons par la suite, certaines initiatives qui servaient à promouvoir les relations avec les peuples de langues, alphabets et habitudes différents, les Méditerranéens des deux rives.

La conséquence, l'appauvrissement. Membres d'un État, et son gouvernement, grand, inefficace, paresseux, à la queue derrière ses pairs continentaux. Un Pays Valencien

à la queue de ce même État, comme le signale à juste titre, Jordi Palafox entre autre.

Dans les années 1980, Valencia a entrepris une série d'activités en relation avec ses liens méditerranéens. Certains ont voulu y voir une fuite en avant dans la controverse sur l'identité valencienne au cours des années turbulentes avec une droite rendue agressive par son éviction institutionnelle. Certains égarés dans leur proclamation de pureté, d'autres à la solde de l'intolérance, ils se sont opposés dès le début à ce qu'ils ne connaissaient pas ou n'avaient pas prévu. Certain même s'obstinent dans cette voie.

Aujourd'hui « Els Encontres d'Escriptors », « Les Trobades de Música », et « La Mostra de Cinema », apparemment et heureusement récupérés par une initiative civique, ont servi de façon biunivoque à mieux connaître notre singularité, et les travaux de nos voisins riverains de la mer commune. Historier cette étape devrait encourager à se plonger dans le contexte et dans le contenu de ces initiatives qui, jusqu'où remonte la mémoire, ont permis l'émergence de nombreux créateurs et une grande affluence de public face à une autre fenêtre ouverte par la liberté récemment retrouvée.

Dans le même esprit mais dans d'autres domaines, les revendications des infrastructures pour la compétence, comme le chemin de fer aujourd'hui connu comme « Corredor Mediterráneo », le renforcement des ports et de leurs accès, ont été compris comme des éléments fondamentaux pour la compétitivité des entreprises. Il convient de rappeler l'effort local mené dans ce domaine, de l'accès au Port de Valencia, en passant par la suppression de celui qu'on appelle le feu rouge de l'Europe par le bypass de la AP7, ou bien encore le souterrain des lignes de RENFE dans les « Poblados Marítimos ».

La réponse apportée à ces deux questions par la Generalitat a été plutôt mitigée, car celle-ci était alors concentrée sur la consolidation de la nouvelle institution, et le Gouvernement se montrait peu enthousiaste, même si en dernier recours, il était contraint de respecter le contrat avec la Mairie de Valencia et La Generalitat. D'ailleurs les modifications du projet et les coûts additionnels ont été imputés sur le compte de l'Administration Générale de l'État, alors même que le contrat signé faisait l'objet des diatribes habituelles : la Mairie avait renoncé aux réductions sur les offres. Un ex ministre se souvient encore de la clause Shylock, en vertu de laquelle l'engagement économique municipal était inamovible.

L'autocomplaisance, la capacité festive de juguler des initiatives à long terme et peu coûteuses, se joignent aux déjeuners débats et les pactes avicoles. Tout cela dans le contexte d'une politique gouvernementale qui outre réactionnaire sur de nombreux aspects ne sert pas les intérêts valenciens, y compris ceux des entrepreneurs qui parfois s'arrogent la représentation de la société civile.

D'autres acteurs de la société civile s'occupent de ces questions comme la Fondation Assemblée des Citoyens et Citoyennes de la Méditerranée (FACM) et l'Asociación Mostra Viva del Mediterrani, qui ont contribué à récupérer, avec une vision de futur certaines de ces initiatives civiques et culturelles et sans mécénats prodigues. Ou encore l'effort, parfois individuel, des professeurs et chercheurs des universités publiques, se mettant à la disposition, avec ou sans financements, des intérêts collectifs. Si ces ressources n'avaient pas été mobilisées, notre horizon serait encore plus sombre.

Les hommes d'affaires exigent des infrastructures essentielles, hier et aujourd'hui ; Autrefois ils restèrent silencieux face aux puissances populaires alors que les voisins du nord, plus mal situés au départ, s'emparaient des idées et des infrastructures.

À l'ensemble de ces revendications historiques, j'ajouterais la durabilité environnementale, l'énergie renouvelable, les nouvelles technologies dont nous devons apprécier l'incorporation, même si tardive, aux exigences collectives, et qui peuvent être aussi le moteur de lancement de nouvelles initiatives.

« Les sociétés méditerranéennes entre la peur et l'insecurité des totalitarismes sociaux et l'espoir citoyen de la démocratisation de la démocratie »

José Manuel Rodríguez.
Cercle de Valencia

Du printemps de l'indignation et de la revendication de démocratie radicale nous sommes passés à l'automne des totalitarismes et de la démocratie formelle de faible intensité. Les printemps arabes et l'indignation citoyenne qui ont traversé les deux rives de la Méditerranée en 2011 ont été substitués en 2017 par une inquiétante régression politique et sociale. Le totalitarisme économique de la mondialisation néolibérale accompagné du capitalisme financier a continué à creuser l'inégalité sociale dans les

pays de l'Europe du Sud avec ses politiques d'ajustement économique. La corruption de la classe politique continue de rendre possible son application effective et contribue au désenchantement citoyen constant avec la participation politique formelle et contribue aussi à l'affaiblissement constant des institutions démocratiques. De l'autre côté de la Méditerranée les guerres ouvertes en Syrie et en Libye, les coups d'État en Egypte et en Turquie, la crise des réfugiés et les mouvements migratoires, parmi d'autres processus, ont de graves répercussions : une nouvelle et profonde récession politique et sociale qui, poussée à l'extrême, menace la survie même de millions de personnes. Afin de compléter la scène il est nécessaire d'inclure deux processus supplémentaires. Premièrement, la prolifération des attentats terroristes et la réapparition du spectre du fascisme de la droite radicale européenne. Deuxièmement, la crise écologique qui s'ouvre transversalement comme une menace sérieuse qui met en échec notre avenir. C'est sur cette toile de fond, que nous abordons ci-dessous la question démocratique et les processus de participation politique et en offrant quelques clés pour penser leur possible transformation.

- La mondialisation néolibérale et la démocratie représentative de faible intensité

D'un point de vue historique, nous vivons une situation paradoxale. D'un côté, les systèmes « démocratiques » n'ont jamais été aussi répandus qu'aujourd'hui ; d'autre part, la démocratie représentative échoue à répondre aux demandes de participation politique. On parle de « désaffection politique » pour faire référence à ce sentiment de décrochage, de distanciation entre les institutions et les élites politiques qui les occupent, avec le reste de la citoyenneté. Habituellement, pour la plupart des citoyens, la démocratie consiste à aller voter tous les quatre ans (Subirats). Certains adhèrent à un parti ou certains militent dans des plateformes pour la résistance ou la dissidence, mais il ne faut pas s'étonner de voir la fatigue et le scepticisme augmenter par rapport au fonctionnement du système politique institutionnalisé.

La mondialisation néolibérale a généralisé dans ses pratiques politiques la dimension formelle et représentative de la démocratie, définie par Jesús Ibáñez au début des années 90 du siècle dernier. Dans sa définition, l'expression démocratie -le peuple gouverne- se trouve bornée dans ses limites formelles-la forme d'expression, le vote, sont privilégiés sur le contenu- et par le fait d'être représentative -le peuple participe au moyen des représentants qu'il a choisis avec son vote. Ces deux facteurs limitent la portée de la

démocratie. Ce qui pourrait se traduire par l'expression suivante: rien pour le peuple, mais sans le peuple. L'historien Pierre Vilar (1980) disait qu'il faut comprendre le passé pour connaître le présent. L'hégémonie néolibérale des dernières décennies a entraîné des transformations économiques, politiques et sociales. Comme nous l'avons déjà mentionné, l'équilibre relatif établi dans les sociétés occidentales d'après-guerre dans la dialectique entre citoyenneté, subjectivité et émancipation sociale, a commencé à se transformer considérablement à partir des années 80. À partir de cette période, la réorganisation du système capitaliste s'est concrétisée socialement par l'augmentation de la vulnérabilité sociale et la croissance des inégalités sociales, donnant lieu à l'émergence de la dite « nouvelle question sociale » (Castel).

Le territoire de la mondialisation –nom qui décrit la phase actuelle du capitalisme–, est un espace de déréglementation et privatisation totalisé. Un espace de précarisation de la condition de travail, mais aussi de précarisation et malaise d'autres dimensions de la condition de citoyenneté ; de l'accès au savoir à la réduction des mécanismes de la participation politique à son simple simulacre formel. Les dimensions précédentes confluent vers un nouveau totalitarisme social, de travail, culturel, éducatif et politique ; une dérive vers un « nouveau fascisme sociétal » (Sousa Santos). Ce fascisme ne sacrifie pas la démocratie aux exigences du capitalisme, mais il l'encourage au point qu'il n'est pas nécessaire de la sacrifier pour promouvoir le capitalisme. Dans ce contexte, le rôle de la participation démocratique est un élément central. La tendance de la mondialisation néolibérale vise à favoriser une démocratie de faible intensité ; une démocratie représentative de moins en moins participative. Les alternatives à cette mondialisation hégémonique néolibérale, au contraire, misent sur une démocratie radicale, une participation réelle capable de démocratiser la démocratie et de proposer une démocratie à haute intensité – à savoir, les processus de mondialisation contre hégémonique à caractère émancipateur –.

La mondialisation hégémonique est une mondialisation qui va du haut vers le bas. La mondialisation contre hégémonique est une mondialisation de bas en haut. Les deux coexistent dans le domaine des luttes transnationales qui caractérisent la vie sociale contemporaine. Les effets réels des politiques néolibérales ont changé notre modernité occidentale en modernité liquide (Bauman) et la progression de ses incertitudes se manifeste particulièrement dans trois domaines: le sentiment répandu d'insécurité (une insécurité de travail, une insécurité alimentaire, une insécurité écologique, une insécurité citoyenne, une insécurité

affective, une insécurité sanitaire ...); l'avancement vertigineux de la trivialité et de l'insignifiance culturelle, et la simplification des processus de participation démocratique.

Il n'y a pas de démocratie sans des conditions démocratiques. La démocratie représentative tend à être une démocratie de faible intensité puisqu'elle définit, d'une manière restrictive, l'espace public et laisse intactes beaucoup de relations de pouvoir qu'elle ne transforme pas en autorité partagée. L'espace de la production, la société de consommation, la vie, les relations internationales ou les décisions concernant l'application de la techno science ne sont que quelques exemples. La démocratie représentative soutient une idée d'égalité formelle et non celle d'une égalité réelle, elle ne facilite pas les conditions à même de renverser l'égalité formelle. Ainsi, la différence se reconnaît à partir d'une norme (élitiste, coloniale, ethnique, raciale, sexuelle et religieuse) qui établit les limites selon lesquelles les différences peuvent être exercées, être reconnues ou être tolérées. La démocratie tend à être d'une faible intensité quand elle ne promeut aucune forme de redistribution sociale. C'est le cas lorsque les politiques publiques sont démantelées, quand les politiques sociales deviennent des politiques simplement compensatoires et quand la philanthropie (le bénévolat) se substitue à la solidarité appuyée sur des droits. Dans des sociétés où les inégalités sociales et la hiérarchisation des différences est très extrême, les groupes sociaux dominants (économiques, ethniques, religieux, etc.), se constituent en pouvoirs factuels qui assument le droit de veto sur les aspirations démocratiques minimales des majorités ou des minorités. Ces sociétés, marquées par des relations sociales et de pouvoir aussi asymétriques, sont politiquement démocratiques et socialement fascistes. La mondialisation néolibérale exige et impose des démocraties de faible intensité. Le potentiel de démocratie de haute intensité à un niveau local est très élevé, mais il faut savoir que, seul, il ne peut pas faire front aux politiques antidémocratiques exercées à un niveau global. Il est nécessaire de développer l'articulation des démocraties de haute intensité. Une dernière considération pour souligner l'étroite relation entre démocratie, pratiques et usages sociaux de la connaissance: bien que les pratiques sociales soient démocratisées, celles-ci ne le seront jamais assez si la connaissance n'est pas démocratisée. Il n'y a pas de démocratie sans une éducation populaire. En définitive, il n'y a pas de démocratie des pratiques sans démocratie des savoirs (Rodríguez Victoriano). Dans la lutte pour la démocratie de haute intensité, tous ces agents sociaux qui ont renoncé à être objets, qui ont déserté leur condition de sujets sont concernés.

« Plus des sujets mais des citoyens »

Claudine Roulleau, membre du Conseil Consultatif de la FACM

Restant dans la grande tradition de leur Antiquité, les Méditerranéens seraient-ils des Pénélopes qui s'ignorent et passeraient-ils leur temps à détricoter la nuit ce qu'ils ont tissé le jour ? On en a parfois l'impression, tant sur le métier il faut inlassablement remettre l'ouvrage, notamment dans le domaine de la paix. D'innombrables bonnes volontés se mobilisent, débattent, émettent des vœux, soumettent des propositions à leurs gouvernements, s'engagent dans des actions concrètes d'aide aux démunis, aux malades, aux blessés, aux migrants mais les groupes de ces derniers n'arrêtent pas de grossir car on se bat toujours ici ou là pour des déraisons politiques ou économiques : les ressources gazières en mer Méditerranée, par exemple, vont-elles servir au bien, ou à l'étrépage, commun ?

Mais il faut aussi aux innombrables problèmes qui demeurent d'innombrables solutions et, de même que les petits cours d'eau créent les grands fleuves, les actions telles que celles menées par la Fondation des Citoyens et Citoyennes de la Méditerranée contribuent à faire évoluer les mentalités, à trouver des réponses, à mobiliser chacun et chacune à son niveau, dans son milieu et selon ses possibilités.

Et pour une républicaine endurcie de longue date comme moi, quelle satisfaction d'avoir vu la réunion du Conseil consultatif de la FACM se dérouler en novembre 2017 dans un État au régime monarchique mais où il n'y a plus des « sujets » mais des « citoyens ». Même si tous les problèmes n'y sont pas résolus, -où le sont-ils d'ailleurs ?- le Maroc en accueillant notre rencontre nous a permis de rappeler une fois de plus que la vie publique est l'affaire de tous, qu'il ne faut pas en être spectateur, mais acteur.

« Quelques orientations pour une réponse citoyenne aux besoins politiques et sociaux en Méditerranée. »

Ridha Tlili, dirigeant de l'Union Général des Travailleurs tunisiens

Les enjeux politiques, économiques et géostratégiques en Méditerranée sont tellement complexes, multiples et parfois imprévisibles que de ce fait, toutes réponses citoyennes restent limitées soit au niveau théorique soit au

niveau de simples souhaits. Quant à l'appel à une gouvernance s'appuyant sur la démocratie participative, cela me semble être une revendication globale utopique qui est totalement étouffée par une réalité hélas catastrophique dans une grande partie de la région méditerranéenne.

Certes l'utopie est nécessaire à toute vision politique et l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranéennes (FACM) a le mérite de se projeter dans un futur viable, solidaire inclus dans une démocratie sociale et participative.

Cependant ce mérite doit être argumenté par des approches programmatiques donnant naissance à des mouvements même restreints qui s'engagent à diffuser cette vision emblématique d'un monde nouveau.

Pour atteindre ces objectifs les cercles formant la FACM doivent s'allier et soutenir les mouvements sociaux dans leurs pays respectifs. En effet, ces mouvements sociaux représentent partout « la majorité sociale » effective, réelle et active (il est toujours utile de rappeler que les mouvements sociaux ont eu un rôle déterminant dans l'évolution de l'histoire des peuples). Pourtant ces mouvements ne représentent aujourd'hui qu'une minorité politique souvent marginalisée aux moments des décisions et des choix stratégiques engageant les pays dans des modèles de développement économique qui ne tiennent pas compte de la justice sociale, des droits économiques et sociaux des citoyens.

De ce fait, les politiques économiques notamment dans la rive sud ne font qu'accentuer jour après jour les écarts entre riches et pauvres.

Promouvoir la démocratie sociale et la démocratie locale à travers des écrits, des rencontres, des débats et surtout en sensibilisant les citoyens à s'engager et à participer effectivement dans toutes les élections municipales, locales pour donner un sens et un contenu à la démocratie participative sur le terrain politique.

Actualiser la pensée pacifiste et l'utiliser en permanence comme une forme de dénonciation et de rejet contre la performance Euro-méditerranéenne de vente et d'achat d'armes de toutes sortes en vue de multiplier les conflits dans la région.

Le marché de l'armement désormais fait partie intégrante de la « coopération » entre pays riverains de la méditerranée. Cette « coopération » apparaît même comme étant banale et ordinaire, alors que les aspects, armement, militarisation et conflits sont presque occultés. Pourtant il préfigure le chaos,

la primauté des rapports de force et de puissance, le déclin de la culture démocratique sans oublier bien entendu les maux qu'il engendre directement, la migration, le déplacement des populations, les conflits ethniques, l'esclavagisme modernes.... (le cas de Lybie est bien significatif).

Il est clair qu'il est impossible de construire une démocratie participative dans un climat de conflit permanent et d'insécurité, c'est pourquoi je pense que la FACM devrait intégrer cette dimension dans sa réflexion globale :

- Élargir le champ de l'économie solidaire pour mieux permettre aux citoyens et aux citoyennes de participer effectivement au développement économique alternatif.
- Valoriser la participation des femmes et des jeunes dans toutes les actions menées par les cercles de FACM dans leurs pays respectifs.
- Diffuser en permanence les valeurs de la culture Démocratique et de la solidarité entre les peuples de la Méditerranée.

Voilà quelques orientations que je sou mets à l'AGORA 4, une réponse citoyenne aux besoins politiques et sociaux en Méditerranée.

III. 6. SÉANCE DE CLÔTURE

Vicent Garcés,
Président de la Fondation ACM

Je souhaite remercier toute l'équipe qui a rendu possible que nous nous retrouvions ici ; d'abord l'équipe du Cercle de Valencia et la Fondation ACM qui ont fait un travail énorme de préparation et qui ont tout fait pour la réussite de la rencontre : Diego, Jaime, Carmen, Esma, Ana, Lola.

Je remercie tout particulièrement le Cercle de Casablanca qui a fait un important travail logistique avec la participation des Cercles de Nador, Larache et Rabat, un remerciement spécial à tous les Cercles du Maroc.

Il se peut que cette rencontre, largement préparée soit la fin d'une étape. À la suite du Rencontre de Tirana, le 2015, nous avons créé la structure juridique de la FACM. Jusqu'à lors nous étions un réseau citoyen qui avait certaines difficultés pour lancer ses propositions, pour établir le dialogue et élargir ses capacités.

Cette première rencontre en tant que Fondation ouvre une nouvelle étape qui sera celle de la dynamisation du réseau. Nous avons désormais la capacité juridique d'appuyer les initiatives des cercles.

Nous commençons cette nouvelle étape dans un contexte politique, économique et social qui n'est pas favorable et qui a comme caractéristique centrale, la perte de la confiance des citoyens envers les institutions publiques démocratiques qui n'ont pas réussi à enrayer la progression des inégalités, ni à résoudre de façon pacifique les conflits. Les politiques appliquées dans notre Méditerranée on fait perdurer les conflits et les inégalités.

La FACM est consciente que son travail sur un espace humain et symbolique où coexistent les diversités nous exhorte à partager un projet pour la construction d'une communauté des peuples méditerranéens.

Comment définir la Méditerranée ? La Méditerranée nous la définissons comme un espace humain, avec une identité propre par son histoire et ses échanges permanents au cours des siècles. Les peuples de la Méditerranée sont tous des peuples métis. De ce mélange, de cette capacité à avoir un focus historique, ce que nous observons c'est que la Méditerranée aujourd'hui est le point où se trouvent trois continents (Asie, Afrique, Europe), est l'espace où sont présentes les puissances des XXème et XXIème siècle (Europe, Russie, États-Unis et Chine). Il est très difficile de comprendre ce qu'il se passe dans la région sans prendre en compte son histoire et ses interconnexions. Actuellement, autant les vieilles puissances coloniales européennes que les puissances hégémoniques de la deuxième moitié du XXème siècle (EE.UU.) exercent une influence sérieuse sur tout ce qui se produit en Méditerranée.

C'est ce que font également la nouvelle Russie, apparue après la fin de la Guerre Froide et la disparition de l'URSS, et la Chine, arrivée comme une puissance économique avec une présence militaire dans la Méditerranée. La géopolitique méditerranéenne et son économie est le résultat de l'interaction permanente entre les pays de la Méditerranée et les puissances qui s'y trouvent.

Il est préoccupant de voir d'un côté, en Europe, la recrudescence de l'extrême droite, et de l'autre côté, à l'Est et au Sud de la Méditerranée, les révoltes qui ont abouti sur la triste situation actuelle: guerre en Syrie et en Libye, coups d'État réussis ou non en Egypte et en Turquie, légers changements au Maroc et en Algérie, de vieux

conflits larvés (Palestine, Sahara Occidental, Kurdistan). Les systèmes politiques démocratiques en Méditerranée traversent de sérieuses difficultés. Les citoyens sont les grands perdants, dans la mesure où ils voient comment la liberté et la démocratie sont menacées par le « tout sécuritaire ».

Cela donne l'impression que les logiques de confrontations ont progressé plus rapidement que celles de la paix et du vivre ensemble. En ce qui concerne la région dans sa globalité, nous parlons d'une zone stratégique, pas seulement pour son histoire mais aussi pour la réalité actuelle. La Méditerranée est la zone dans laquelle des puissances et des pays divers tentent d'exercer leur influence pour la défense de leurs intérêts. Et ils le font à leur manière, avec des perspectives qui ne sont pas, le plus souvent, celles des citoyens ni celles des peuples de la Méditerranée. Dans la Méditerranée la lutte pour le contrôle des ressources naturelles, énergétiques et alimentaires se manifeste avec dureté. Les flux migratoires ou la crise des réfugiés, utilisés pour justifier des politiques xénophobes, sont liés aux situations économiques et de domination territoriale. L'origine de ces phénomènes se trouve dans les inégalités. Tant que les causes de ces phénomènes ne seront résolues, nous continuerons à voir ces effets négatifs. La FACM, tout son réseau citoyen, est engagé dans la nécessité de changer les politiques.

Quelle est l'approche concernant l'environnement et l'agriculture ? La FACM a lancé une initiative à laquelle se sont joints plusieurs organismes universitaires et émanant de la société civile appelée « Vers la transition écologique de la Méditerranée ». Nous y soulevons la nécessité d'un changement de modèle de production, distribution et consommation des aliments de la région. Nous regrettons que la diète alimentaire méditerranéenne, l'un des joyaux de la Méditerranée, se raréfie au profit de nouvelles manières de consommer et de produire qui sont moins bonnes pour la santé et plus nocives pour l'environnement. La FACM soulève également la nécessité de sauver la Méditerranée, l'une des mers les plus polluées de la planète, et faire face à sa dégradation écologique et au changement climatique.

Et dans le domaine culturel ? La FACM participe activement à une grande initiative qui se développe à Valencia intitulée la Mostra Viva del Mediterrani. Il s'agit d'une grande rencontre culturelle en liberté, nous en sommes déjà à notre cinquième édition dans laquelle les riches et diverses cultures de la Méditerranée dialoguent, se reconnaissent et lancent leurs propositions pour le futur.

- La FACM en faveur du progrès et de la paix en méditerranée

L'égalité, la paix et le développement sont des objectifs centraux de la FACM. Le respect de la diversité constitutive de l'identité méditerranéenne et la défense des droits de l'homme font partie de ses engagements.

La situation économique et sociale dans les pays du Maghreb et plus généralement dans le sud de la Méditerranée reste déplorable. Les flux migratoires en tous sens ont augmenté ainsi que l'apparition de murs, partout, et la mer est devenue un cimetière. Nous sommes face à une tragédie humanitaire au large des côtes de notre mer. Dans ce contexte, le rôle et les droits de la citoyenneté s'affaiblissent et la dignité humaine est bafouée.

La FACM souligne l'urgence de proposer des outils et des projets pour à la fois retrouver une Méditerranée en paix mais également lui assurer un développement durable et qui profite à tous. Le développement doit donc passer par une démocratisation et par une résolution des problèmes de mobilité, de chômage et de corruption.

La FACM appelle à reconstituer une identité inclusive des diversités existantes. Une réduction des inégalités persistantes entre le Nord et le Sud passerait probablement par la redéfinition d'un projet global et multilatéral, et par la promotion d'un co-développement, ayant notamment l'emploi pour priorité.

- Crise et conflits en Méditerranée

La FACM a dressé un diagnostic alarmant sur l'espace méditerranéen. De nouvelles guerres ont émergé en Libye, en Syrie, au Mali, au Yémen, etc. Un coup d'État a eu lieu en Egypte en 2013 puis un autre a échoué en Turquie en 2016. Des nouvelles tensions territoriales sont apparues en Espagne et au Maroc. De nouveaux conflits se sont ajoutés à ceux existants: Chypre, Sahara Occidental, peuple kurde, Israël-Palestine.

La situation reste d'autant plus compliquée que les grandes puissances, Union européenne, Russie, Etats-Unis, Chine, s'ingèrent dans les affaires internes de plusieurs de ces pays. Même au sein de l'Union Européenne, on voit s'accroître la radicalisation et l'extrême-droite.

La FACM appelle avant tout au respect des droits de l'homme dans ces contextes politiques tourmentés, pour parvenir à la démocratisation, à l'arrêt des guerres, et des massacres commis même parfois par des États.

- Les problèmes climatiques et de la transition écologique méditerranéenne

La FACM soutient un système agricole et alimentaire qui soit moteur du développement durable et inclusif dans nos pays. Il faut retrouver et revaloriser les savoirs et les pratiques agricoles et alimentaires qui favorisent la création d'emplois, la lutte contre la pauvreté, la gestion durable des ressources naturelles et la lutte contre le changement climatique, en même temps que la préservation d'un patrimoine culturel tel que le régime ou diète méditerranéenne.

- L'éducation et le savoir au profit de la compréhension, l'acceptation de l'autre et pour l'éradication du terrorisme

La FACM appelle les institutions sociales et gouvernementales du pourtour méditerranéen à :

Lancer de grands plans en faveur de la jeunesse.

Assurer une éducation de haut niveau accessible à tous.

Réduire les tensions dans toute la Méditerranée.

Lutter contre le chômage et les inégalités.

Assurer la mobilité des personnes en commençant par les jeunes.

-Encourager les échanges éducatifs et culturels dans toute la Méditerranée.

- Pour une nouvelle gouvernance en Méditerranée

La FACM souligne le besoin d'une nouvelle gouvernance avec la participation active de la citoyenneté, capable de renouveler les mécanismes traditionnels de la démocratie représentative. L'égalité effective entre les femmes et les hommes, l'attention au chômage des jeunes, le soin porté aux personnes âgées et dépendantes, la protection des minorités, constituent des objectifs incontournables.







IV.- SYNTHÈSES DES CONCLUSIONS DES AGORAS



IV.- SYNTHÈSES DES CONCLUSIONS DES AGORAS

IV.1. AGORA 1. Comment la citoyenneté peut-elle contribuer à lutter contre la violence et la haine ?

- Introduction à la thématique:

Le concept de paix est inévitablement lié à celui de la guerre, comprise comme un conflit armé entre États ou factions, ce qui malheureusement est patent de nos jours dans notre mer si blessée. À ces conflits s'ajoutent la crise humanitaire des réfugiés, le terrorisme, la radicalisation religieuse ou nationale et la xénophobie, ainsi qu'on peut le constater en Europe notamment. Les discours de haine, qui envahissent les réseaux sociaux sur internet et alimentent ces tensions. Cette agora visera à identifier des bonnes pratiques et des mesures pour lutter contre ces fléaux, afin d'établir, à long terme, une véritable communauté apaisée et sereine des peuples de la Méditerranée.

- Structure :

Modérateurs: JF Coustillière et Louisa Dris, membres du Conseil Consultatif

Rapporteurs: Dima Alarqan & Rachid Aboutaieb, membres des cercles de Palestine et de Casablanca respectivement.

Cercles Présents: Palestine; Croatie; Monténégro; Nice; Thessalie; Chypre; Casablanca; Alger; Naples; Syrie; Valence; Alger; Oran; Rabat; Liban; Larache; Nador; Tunisie; Marseille.

- Résumé des contenus :

Après l'introduction du modérateur visant à fixer les règles du débat, les cinq interventions ont été présentées par les orateurs suivants :

La radicalisation et la déradicalisation. Travail présenté par Sébastien du Cercle de Marseille

Expérience du Maroc dans la déradicalisation. Présenté par Aziz Hlaoua

Perception de la radicalisation : Enquête auprès des jeunes. Présentée par Rachid Aboutaieb

Gestion de la migration en Méditerranée. Intervention de

Ahmed Driss

Politiques européennes de Migration. Présentée par Regina Laguna

- Première session - Analyse de la situation dans les pays de la Méditerranée

Les cercles réunis dans l'agora 1 ont débattu des questions relatives à la radicalisation, et à la déradicalisation, en Europe et au Maghreb, ainsi que la question de la gestion des réfugiés.

Les présentations des experts ont suscité un débat dense et contradictoire tant au niveau de l'analyse de la situation que des propositions pour répondre aux défis multidimensionnels que ces questions posent aussi bien aux citoyens qu'aux gouvernements.

Les experts ont commencé par définir la radicalisation comme un déracinement sectaire, une rupture avec les structures familiales et communautaires. Tous les cercles se sont accordés à décrire la radicalisation comme un phénomène qui n'est pas lié à une religion, en l'occurrence l'islam. La radicalisation n'est pas non plus un phénomène nouveau ni exclusif à un courant unique. Elle existe dans d'autres courants d'obédience religieuse tel que le christianisme, le judaïsme, ou même des idéologies séculières tels que le fascisme, l'ultranationalisme ou encore les dérives sectaires. Pour les représentants des cercles, les guerres menées au nom de la religion sont en fait des conflits créés pour s'accaparer le pouvoir, tant au sud de la Méditerranée que dans la région des Balkans.

La radicalisation engendre la violence aussi bien contre soi que contre les autres et trouve son expression dans la pulsion de mort. Les personnes qui versent dans la radicalisation n'ont pas un profil type, en général il s'agit de jeunes en perte de repères, et qui sont issus de sociétés diverses. En raison de la multi-dimensionnalité de ce phénomène, il est nécessaire de mener une réflexion Euro-méditerranéenne.

Parmi les causes et les moyens qui mènent à la radicalisation, on retrouve les discours proférés dans les mosquées; les slogans véhiculés par internet; l'expansion de l'idéologie Wahhabite; le manque de démocratie dans les pays de la région; l'utilisation de la religion dans la politique dans certains pays; les chemins de la drogue; la perte des repères pour les jeunes qui ne trouvent pas de dans la famille ni dans l'entourage immédiat; la honte de la démocratie qui

soutien des régimes dictatoriaux; les messages véhiculés dans les manuels scolaires, ainsi que l'absence de perspectives chez les jeunes arabes.

Au niveau local, et plus précisément européen, les experts ont dressé le profil de tous les nouveaux radicalisés en arguant que la tendance indiquait qu'il y avait de plus en plus de jeunes (y compris des mineurs), des jeunes filles et de nouveaux convertis parmi eux. Ce sont donc des jeunes marginalisés, paupérisés, en pertes de repères et de référentiels, issus d'une (im)migration ouvrière réduite au chômage et la précarité. Il y a aussi des profils complètement différents, à savoir intégrés, avec un milieu familial stable. Leur endoctrinement est dû à une conviction profonde de la justesse de la cause (lutte contre le despotisme par exemple). Deux éléments apparaissent comme ayant un impact déterminant: Internet et la prison. Les jeunes ne se radicalisent pas uniquement dans les mosquées, il y a des quartiers entiers contaminés, où les jeunes sont en perte de repère et sont en mal de vivre car, ne trouvant pas de réponses dans la famille ni d'explication scientifique, ils se tournent vers les Imams.

Les participants ont soulevé que l'annonce de la fin de Daech ne signifie pas la fin de la radicalisation mais qu'elle va engendrer d'autres problèmes comme celui du retour des radicalisés. Ceci engendre de nombreux débats autour de la réinsertion, la réhabilitation, de l'impunité; la responsabilité des régimes de la méditerranée en matière de gouvernance des conflits et la politique de 'Deux poids deux mesures' poursuivie par certains pays; l'utilisation de la religion à des fins politiques; la relation entre les programmes d'éducation ou d'insertion sociale des jeunes (délinquants ou dans des quartiers vulnérables) et tous le processus de radicalisation. Comment dé-déraciner (ou déradicaliser) les jeunes? Quelles sont les solutions pour des mineurs et pour les filles qui ont été manipulées? Il faut réunir les informations pour comprendre ce qui s'est passé sur le terrain et discerner entre criminels ou non. Il faut également approfondir la réflexion autour des causes de la radicalisation, qui ne sont pas seulement idéologiques, mais aussi liées à plusieurs facteurs politiques, économiques et démocratiques. La migration ou les mouvements des populations sans un accompagnement socioculturel peuvent engendrer aussi des problèmes de radicalisation.

Traiter la question du retour des djihadistes pose un réel problème car ces individus ont certainement commis ou contribué à commettre des crimes. Ils ont violé les droits des autres personnes et par conséquent doivent être pu-

nis. Il ne faut pas tolérer l'impunité. Il est primordial de les réinsérer mais ils ne doivent guère bénéficier d'immunité.

S'agissant de l'autre rive, les cercles ont débattu de la radicalisation comme le résultat des dérives de l'application de l'islam et son instrumentalisation politique et politicienne, aussi bien par des groupes que par des pouvoirs politiques. En effet, le radicalisme est le produit de régimes autoritaires l'utilisant comme des épouvantails sécuritaires ou comme une source de légitimité, afin de se maintenir au pouvoir. Les cercles ont mis en avant l'influence des systèmes éducatifs, des livres scolaires et de la pensée unique, mais également les déçus des changements intervenus récemment, des changements qui n'ont pas abouti à la liberté souhaitée.

L'autre facteur expliquant la radicalisation dans le sud de la Méditerranée est la politique menée par certaines puissances occidentales dans la région, notamment vis-à-vis de la cause palestinienne. Les luttes menées pour le contrôle des richesses de la région ont aussi été évoquées. Ce sont ces politiques qui nourrissent le recours à la théorie du complot très répandu dans le sud de la Méditerranée, notamment auprès des jeunes qui sont les plus vulnérables. Elles nourrissent parallèlement au complot une vision binaire qui ne laisse aucune place à la relativisation et à l'esprit critique.

- Les Solutions proposées (deuxième session)

1- La radicalisation et la déradicalisation

Les cercles se sont accordés à affirmer que la déradicalisation était une solution de contrainte, intervenant en aval, tandis que la prévention de la radicalisation est (autrement) plus efficace et bien moins coûteuse.

Redonner aux jeunes l'envie de vivre et leur faire perdre celle de mourir à travers l'emploi par exemple.

Réformer la gestion du culte et confier aux autorités publiques la prise en charge des imams, à l'instar des hommes d'Église.

Une gestion pluridisciplinaire complémentaire entre acteurs politiques/sécuritaires et praticiens de terrain tels que les assistants sociaux. Mais pour éviter des solutions de type « tout sécuritaire » impliquant délation, surveillance policière et arrestation en toile de fond, l'implication des sociologues, des psychologues, des anthropologues est impérative. À ce titre, la jonction entre l'université et les

acteurs sociaux est une combinaison à même de compléter deux savoir-faire indispensables à la réussite du processus.

Par ailleurs, le rôle des familles comme acteur principal de la prévention de la radicalisation et dans la déradicalisation a été maintes fois mentionné. Or, celles-ci doivent trouver une écoute quand elles signalent un changement dans le comportement de leur enfant, frère ou sœur, lorsqu'il s'agit d'un processus de radicalisation. Par ailleurs, elles doivent être accompagnées, soutenues, quand il s'agit de déradicalisation dans le cadre du retour des radicalisés d'un terrain de guerre. Des associations et des mères de famille ont été citées en exemple en Belgique et en Tunisie, mais ces aspects restent très insuffisamment pris en charge tant au nord qu'au sud de la Méditerranée.

La lutte contre l'impunité est un point qui a soulevé un vif débat. Les crimes commis par les embrigadés ne peuvent pas rester impunis. L'impunité étant le plus sûr moyen de garantir la reproduction de ces crimes.

La promotion de valeurs religieuses dites « du milieu » ou modérées, serait utile pour inspirer des valeurs locales et ancestrales afin de contrer le discours radical. Le rôle des confréries (zaouias) et des imams formés dans cette perspective est nécessaire. Cela étant dit, les cercles ont mis en garde contre l'inefficacité des initiatives et des acteurs dont la proximité avec les pouvoirs politiques est ostentatoire et le discours politiquement orienté. La transformation de ces acteurs en relais des gouvernements tant au nord qu'au sud participe à leur discréditation et à l'affaiblissement de leur message face aux discours contestataires.

Être une force de proposition pour la réforme des programmes de l'éducation, des manuels scolaires, notamment les fondements de l'identité, ainsi que la coopération avec les institutions du nord.

La déradicalisation passe par la prise en charge des radicalisés en milieu carcéral et à leur sortie de prison. Aussi le désendoctrinement doit-il s'appuyer sur le suivi individualisé par des spécialistes formés pour ce type de mission et avec la qualification professionnelle requise. La vulnérabilité des sujets exige que le suivi se poursuive à l'extérieur des murs de la prison pour permettre une réinsertion sociale difficile.

Présence policière et militaire dissuasive pour les radicalisés et rassurante dans les espaces publics. Cette politique est très coûteuse et ne peut plus être justifiée pour des rai-

sons politiciennes. Cette présence est toutefois nécessaire pour éviter l'apparition de milices d'auto-défense.

Soutenir la prévention primaire avec des actions de proximité envers les jeunes dans l'éducation, la formation et soutenir la réflexion profonde à l'échelle de l'État, et proposer des politiques publiques.

La prévention de la radicalisation doit se faire à l'échelle des écoles, familles, universités. Renforcer le rôle de la société civile. Impliquer les intellectuels, académiciens et éducateurs. Former des travailleurs sociaux à la religion.

Travailler auprès des détenus et des familles des djihadistes.

Réformer le champ religieux, adapter le discours religieux aux attentes des jeunes.

Les cercles appellent à être vigilants quant aux pratiques autoritaires des régimes qui engendrent et renforcent la radicalisation, au moyen de publications, films...

La solution à la radicalisation doit être transnationale

Créer un Observatoire méditerranéen citoyen constitué par les cercles et les acteurs sociaux.

Contribuer à la citoyenneté méditerranéenne, et former un citoyen qui partage les valeurs universelles des droits de l'Homme.

2- La migration

Gestion de la question de la migration: démarche de régularisation des ressortissants africains.

Promouvoir le rapprochement et la collaboration des cercles avec des organisations de l'Union Européenne comme le RAN.

Inciter les jeunes à découvrir leurs origines familiales méditerranéennes qui peuvent être diverses et les transformer en recueil pour promouvoir une meilleure connaissance et la solidarité.

Contribuer à rechercher des passerelles avec les systèmes éducatifs du Nord

Les cercles pourraient interpeller les instances respon-

sables (public, autorités locales, associations patronales) pour développer des initiatives/politiques garantissant à tout jeune en situation de précarité sociale ou/et transition migratoire un plein emploi valorisant ses aptitudes et aspirations.

Faire des campagnes d'information en direction des candidats qui veulent migrer d'un pays européen à un autre pays européen.

Créer un guide en deux ou trois langues pour expliquer les conditions d'installation et former un minimum les associations en contact avec des personnes qui font le projet d'émigrer vers d'autre pays d'Europe sur les conditions pour bénéficier des droits sociaux.

Mettre en réseau des organisations actives dans la gestion des réfugiés : échange de bonnes pratiques pour sortir du pessimisme.

Mettre en lien des employeurs potentiels avec des réfugiés grâce à Internet.

IV. 2. AGORA 2.

Les savoirs : un domaine porteur pour la coopération méditerranéenne.

- Introduction à la thématique:

La formation, l'éducation et l'enseignement supérieur constituent des espaces particulièrement adaptés à la diffusion d'une information destinée à sensibiliser les citoyens à la découverte de l'autre, à la compréhension de la diversité et à l'apprentissage d'un comportement ouvert et bienveillant. Une telle démarche permet de promouvoir chez les citoyens le sentiment d'appartenance à une communauté qui pourrait être celle des riverains de la Méditerranée. La coopération universitaire et la recherche scientifique entre organisations issues de différents milieux, les échanges entre établissements scolaires ou ceux entre institutions de formation sont certains exemples concrets de la création de liens autour de la Méditerranée. De même, la collaboration entre citoyens ou organisations de la Méditerranée dans le monde de la culture peut générer des effets extrêmement positifs du point de vue de la créativité et de la conscience citoyenne commune.

- Structure :

Modérateurs : Maria Donzelli et Touria Eloumri, membres du Conseil Consultatif.

Rapporteurs : Giacomo Arnaboldi et Antonio Chaves, membres des cercles de Naples et responsable de la planification de la Fundación Tres Culturas respectivement.

Cercles Présents: Palestine; Croatie; Monténégro; Nice; Thessalie; Chypre; Casablanca; Alger; Naples; Syrie; Valence; Alger; Oran; Rabat; Liban; Larache; Nador; Tunisie Marseille

L'Agora n. 2 a été très riche grâce à la présence des participants et à leurs contributions et interventions de haut niveau qui ont enrichi le débat.

- Résumé des contenus :

- **DIAGNOSTIC**

1 - Éducation :

On constate la régression de la qualité des systèmes éducatifs dans tous les pays représentés dans l'Agora par rapport à l'esprit critique, à l'esprit de collaboration, à la communication non violente, à la créativité et à la dimension éthico-humanitaire.

On constate aussi la nécessité de la mise en valeur des grandes figures de la pensée méditerranéenne et de leur contribution, comme par exemple la pensée Al-Andalouse, la contribution de l'islam à la renaissance de la pensée européenne et d'autres pensées provenant des différentes cultures de la Méditerranée.

Dans le domaine de l'Éducation nous fixons comme objectif, le développement de la conscience citoyenne et de la citoyenneté interculturelle de la Méditerranée. Pour arriver à attendre ces objectifs il faut élaborer un corpus croisé des savoirs.

On souligne que la culture humaniste doit être transversale à tous les systèmes éducatifs dans l'espace méditerranéen pour parvenir à une idée de citoyenneté comme élément éthique de coopération à construire à partir du partage des héritages multiples dans un esprit égalitaire et dans le respect des différences. Cette construction doit se faire à travers le partage des savoirs et des savoirs faire, pour donner de la dignité à la diversité des cultures.

2 - Patrimoine :

La notion de patrimoine a été définie d'une manière très

large: ressources diverses du passé et rôle citoyen et contextuel de la personne entre le passé et l'avenir. Il s'agit d'une notion dynamique qui implique l'engagement des citoyens dans le travail même de la patrimonialisation au niveau matériel et immatériel.

À partir de la mise en commun des patrimoines culturels et de la valorisation des enjeux économiques locaux on peut arriver à construire la paix à travers les échanges de bonnes pratiques.

Le patrimoine a un rôle central pour le développement durable et la mise en place des stratégies de paix dans la région méditerranéenne. Parmi les rôles spécifiques du patrimoine on identifie au moins les suivants :

- La valorisation des acteurs du patrimoine.
- La valorisation des échanges citoyens/expert pour la prévention des conflits.
- La valorisation du rôle des citoyens dans la reconstruction après les conflits.

- PROPOSITIONS

- La mise en place d'une Carte culturelle des lieux, des objets, des ressources culturelles aux niveaux micro et macro. La mise en place d'un Portail qui permettrait de partager les bonnes pratiques, les expériences, les projets, au niveau des cercles et des réseaux associatifs locaux.
- La mobilité des activistes culturels Sud/Sud, Nord/Sud. Faire pression sur les institutions politiques et culturelles pour une Méditerranée égalitaire et pacifique.
- Mettre en avant le rôle des Fondations (notamment la FACM) pour favoriser la rencontre des jeunes en organisant des ateliers artistiques.
- Renforcer le rôle des Cercles pour la formation dans les écoles, dans les Universités et dans les réseaux citoyens.
- La création d'un Musée virtuel sur le patrimoine matériel et immatériel de la Méditerranée.
- La multiplication des occasions d'événements, des rencontres entre les cercles et les communautés locales et internationales.
- La promotion des recherches scientifiques au niveau universitaire et des Fondations.

IV. 3 AGORA 3. UNE TRANSITION ÉCOLOGIQUE MÉDITERRANÉENNE VITALE

- Introduction à la thématique:

La région méditerranéenne est de plus en plus exposée au réchauffement climatique, à la disparition de l'agriculture traditionnelle et paysanne et à une alimentation caractérisée par le consumérisme au détriment de la qualité et de la santé. La croissance économique pêche souvent par l'absence de progrès sociaux et environnementaux. Il importe que la transition écologique se réalise dans un avenir proche, mais en même temps celle-ci doit être accompagnée d'une croissance qui permette aux citoyens d'accéder à un meilleur niveau de vie. Dans cette agora, les Cercles ACM analyseront la possibilité de voir émerger dans l'espace méditerranéen une coopération économique responsable et durable.

- Structure :

Modérateurs: Maurizio Mariani et Nikolaos Poutsidakas, membres du Conseil consultatif de la FACM.

Rapporteurs: Fatma Boufenik et David Torres, membres des cercles d'Oran et de Valencia respectivement.

Cercles Présents: Palestine; Croatie; Monténégro; Nice; Thessalie; Chypre; Casablanca; Alger; Naples; Syrie; Valence; Alger; Oran; Rabat; Liban; Larache; Nador; Tunisie; Marseille

- Résumé des contenus :

- L'agora a été structurée autour de trois interventions d'experts qui ont été suivies d'un débat avec tous les participants -e -s, et d'un tour de table pour que les membres des différents cercles présents donnent leur vision ou contribution sur la question soulevée dans cette agora.
- La **première intervention**, présentée par **Henri Rouillé d'Orfeuil** de l'académie d'agriculture de France RESO-LIS, a proposé des « chantiers » permettant « de réfléchir et d'agir pour sortir notre région et notre monde de leurs crises contemporaines ».
- Cette crise, selon l'intervenant, se manifeste sous cinq problématiques: du marché du travail et de l'inclusivité du développement; de l'environnement et la durabilité du développement ; de l'endettement ou à la vie à crédit de l'humanité; des inégalités et de l'extrême

polarité de l'humanité et de l'abandon des territoires.

- Cette manifestation implique nécessairement un changement pour une transition écologique :
 - vers une relance des économies territoriales, reterritorialisation des acteurs mondialisés et vers un nouvel équilibre mondial.
 - Un rappel de l'obligation fiscale
 - Et un respect par tous d'une responsabilité sociale, environnementale et culturelle.
- L'intervenant a illustré ses propos en s'appuyant sur les exemples en matière de transition agricole et alimentaire :
 - La recherche des pionniers de la transition
 - La recherche des stratégies publiques d'appui à la transition
 - Le développement et la multiplication des dynamiques territoriales de transition
 - Les actions de communications en faveur du « consommateur local »
 - Les actions de plaidoyer en direction des autorités publiques
- La **seconde intervention** de **Mme Saida Benzaher** de l'association « Eau et énergie pour tous » a abordé la problématique de la rareté de l'eau et du changement climatique dans la région.
- L'intervenante, à d'emblée, présenter ce qu'elle qualifie d'actions prioritaire comme :
 - Améliorer la gestion intégrée des ressources et demandes en eau.
 - Assurer une gestion durable de l'énergie.
 - Atténuer les effets du changement climatique et s'y adapter.
 - Assurer une mobilité durable par une gestion appropriée des transports.
 - Promouvoir un tourisme durable.
 - Promouvoir un développement agricole et rural durable.
 - Promouvoir un développement urbain durable.
 - Promouvoir une gestion durable de la mer et du littoral.
 - Stopper d'urgence la dégradation des zones côtières.
- La **troisième communication**, le second jour, a été présentée par **David Torres** membre du cercle de Valencia et du CERAI.
- L'intervenant a mis l'accent sur la transition écologique au-delà de l'économie ou l'écologie et ses conséquences sociales, politiques, culturelles, environnementales et tout cela en soulignant les impacts sur le paysage, la mer, la terre, l'agriculture ou l'alimentation entre autres. Par conséquent, il a parlé d'une idée plus vaste comme celle de la transition agro-écologique.
- Il a saisi l'opportunité de son intervention, lors du se-

cond jour pour recadrer et approfondir le diagnostic sur les principaux problèmes, dans la méditerranée, qui justifient une transition agro-écologique.

- Suite aux deux interventions du premier jour et l'intervention du second, les participants ont soulevé des questions, des inquiétudes et ont partagé des expériences. Il en ressort les éléments suivants :
 - L'importance de la consommation locale et les changements des modèles agricoles de transformation et de distribution vers un développement territorial durable.
 - Les problèmes que génèrent l'agriculture conventionnelle en matière d'utilisation de produits chimiques et ses effets sur la santé et l'environnement, en particulier le glyphosate.
 - La négligence sur la question de la pêche durable au moment où ce secteur se caractérise par une pêche extractive concurrentielle à la pêche traditionnelle et qui menace la biodiversité des espèces marines et de l'environnement marin.
 - L'industrialisation de l'alimentation et de la restauration qui menacent les emplois et fait disparaître des savoirs faire culinaires traditionnels et ancestraux enseigne d'assemblage.
 - L'homogénéité de la région méditerranéenne ne lui est pas favorable et il faut chercher à maintenir la diversité pour le développement durable et améliorer la résilience. Une région diversifiée résiste mieux aux crises.
 - L'importance de la coordination des politiques publiques à différents niveaux avec l'agenda international en particulier les ODD à l'horizon 2030.
 - La prise en considération des questions identitaires dans le patrimoine culturel par la promotion des identités territoriales.
 - L'intérêt d'aborder le secteur touristique de manière intégrale et durable, afin de transformer les externalités négatives en impact positif.
 - La centralité de la question de la participation citoyenne pour influencer les décisions politiques. Les décisions sont, en général, prises par les élus motivés par des intérêts économiques et des logiques électoralistes.
 - L'intérêt de la sensibilisation, en matière d'éducation environnementale, qui doit être durable.
 - L'importance de l'accompagnement et du suivi des engagements pris par les États lors des conférences et accords internationaux afin que ces déclarations ne restent pas seulement des déclarations de bonnes intentions mais qu'elles se concrétisent en actions concrètes.
 - Mettre en place un système de gestion intégrale de réduction, recyclage et réutilisation des déchets. Il s'agi-

ra de repenser ce système en dehors d'une logique de production capitaliste.

- Inscrire les débats sur la transition écologique dans une vision plus systémique et pas seulement dans une dimension écologique mais aussi dans une perspective d'équité, de justice sociale, culturelle....

- PROPOSITIONS :

Les échanges d'expériences et les débats entre les participant-e-s ont permis d'identifier cinq thématiques principales, dans un contexte de sensibilisation, qui doit nous emmener à la transition écologique :

- Tourisme responsable
- Nettoyage des espaces naturels, recyclage et réutilisations
- L'alimentation territorialisée, de qualité (diète méditerranéenne)
- Sensibilisation sur une culture bio, environnement
- Les ressources principales comme l'eau
- Ces thématiques sont ressorties des débats des deux jours entre les membres des cercles présents et ne peuvent pas être représentatives des attentes de l'ensemble des cercles de la FACM. C'est pour cela que les participant-e-s à l'Agora proposent :
- Élargir ce débat aux autres cercles par une enquête auprès de l'ensemble des cercles.
- Par ailleurs la FACM propose des thématiques centrales autour de la transition écologique

IV. 4 AGORA 4. LA PARTICIPATION: UNE REPONSE CITOYENNE AUX BESOINS POLITIQUES ET SOCIAUX EN MÉDITERRANÉE

- Introduction à la thématique:

De nos jours, l'absence ou la limitation de pratiques démocratiques est particulièrement présente dans les pays riverains de la Méditerranée. Face à cette situation les citoyens peinent à faire entendre leurs voix, leur participation aux choix décisionnels n'étant pas acquise. De plus, il semble que la situation de la femme dans une bonne partie de ces États continue de se détériorer. Les jeunes subissent des taux de chômage particulièrement élevés avec un risque grandissant d'exclusion sociale du fait de leur manque d'implication dans la vie économique, sociale, culturelle ou poli-

tique. Cette Agora s'est employée à explorer les raisons de cet état de fait tout en cherchant de possibles solutions en s'appuyant sur les avis et les bonnes pratiques des Cercles ACM.

- Structure:

Modérateurs: Hassan Balawi et Claudine Rulleau, membres du Conseil consultatif de la FACM

Rapporteurs: Malika Eddakhch et Orestis Tringlides, membres des Cercles de Rabat et de Chypre, respectivement.

Cercles Présents: Rabat ; Chypre ; Nador ; Tunis ; Marseille ; Monténégro ; Zagreb ; Beyrouth ; Egypte (Alexandrie) ; Rome ; Casablanca ; cercle de Nice et Alger ; - Valencia ; Messina ;

- Résumés du contenu :

- Après les trois interventions présentées par Rodriguez José Manuel, Benatti Nadir et Ridha Tlili, le débat s'est ouvert et s'est étendu en partie sur la définition de « démocratie » et sur comment concevoir une démocratie participative. Le débat s'est aussi focalisé sur l'importance de l'information, la durabilité et la pérennité des actions, le savoir dans le domaine des techniques de communication et le rôle de l'éducation et des jeunes citoyens pour les valeurs de cohabitation et de paix, l'exclusion des femmes et leur précarité surtout en situation d'immigration. Les points essentiels retenus dans le diagnostic sont les suivants :
- Incapacité de produire une économie sociale, face à la loi des marchés.
- Une économie informelle qui exploite des groupes vulnérables (L'Espagne en est un exemple).
- La prédominance d'un discours populiste et la montée des droites extrémistes aux dépens de la culture démocratique.
- Prévalence des démocraties faibles ce qui a causé une régression sociale et une augmentation des inégalités sociales.
- Les mouvements sociaux ne sont pas accompagnés d'une vraie démocratie (ex. : la Tunisie où les mouvements sociaux qui représentent la majorité sociale sont représentés par une minorité politique).
- Les femmes rurales ainsi que les jeunes marginalisés sont particulièrement exclus de la participation démocratique et des opportunités qui peuvent les rendre autonomes (ex : La Tunisie et le Liban).

- Absence de lois qui incriminent le racisme (ex. Tunisie).
- Le fait que les actions réalisées pour les immigrés se fassent dans une perspective d'assistanat.
- Les **points essentiels retenus dans les propositions et les recommandations** sont les suivants (quelques recommandations sont mentionnées dans les autres agoras) :
 - La participation démocratique doit être fondée sur la science, la connaissance et l'inclusion de toutes les parties prenantes de la société.
 - Penser à des modalités pour créer l'Éducation à la citoyenneté partagée par la communauté ACM.
 - Considérer les jeunes comme le point de départ pour le futur et utiliser la culture comme un outil qui mène à la démocratie participative.
 - Développer des ressources humaines jeunes dotées d'une pensée critique nécessaires à la participation citoyenne.
 - Prévoir la mobilité pour des jeunes des différents cercles pour qu'ils puissent apprendre les pratiques démocratiques/connaître les villes qui abritent les cercles.
 - Construire des espaces d'apprentissage et de participation à la démocratie participative dans un environnement transparent qui donne accès à l'information.
 - Il faut cibler la durabilité et la pérennisation des mécanismes de la démocratie participative à travers une inclusion durable.
 - Inclure les arts participatifs dans l'éducation pour autonomiser les jeunes et les protéger contre les radicalisations.
 - Utiliser les classes traditionnelles pour introduire des apprentissages expérientiels participatifs.
 - Prévoir des experts qui accompagnent et forment les associations de jeunes qui intègrent les valeurs de la FACM.
 - Les membres de la FACM doivent travailler plus étroitement, cartographier leurs actions et planifier la diffusion de ces actions dans les communautés.
 - Être vigilants par rapport aux fausses initiatives qui donnent l'illusion de la participation.
 - La FACM doit inclure la technologie dans le centre de ses intérêts. La technologie en tant que thématique doit avoir un pied d'égalité avec les thématiques actuelles de la FACM (telles que la culture, les droits de l'Homme, la paix, la politique).
 - La FACM doit inclure des experts de l'ingénierie et des technologies informatiques et les mettre à son service.
 - Les initiatives médiatiques doivent être incluses au-delà des médias sociaux établis/privés.
- La FACM devrait prévoir des agoras thématiques dédiées aux technologies de la communication.
- Création d'un groupe de travail et recherche-action sur l'immigration, faire des actions communes entre les cercles.
- S'axer sur des actions réalisables tout en privilégiant l'aspect méditerranéen.
- Échanger les meilleurs pratiques des cercles sur une plateforme.
- Rendre accessible une liste des cercles avec les contacts des coordinateurs.
- Ajouter les liens des cercles sur la page de la Fondation.
- Pour faire le suivi de la mise en œuvre des propositions faites durant l'Assemblée faire un compte rendu chaque 6 mois pour voir quelles sont les avancées.
- Inclure les personnes handicapées dans la vision et dans le travail de la Fondation.





V. LISTE DES PARTICIPANTS



V. LISTE DES PARTICIPANTS

AANFOUD Abelilah, Cercle de NADOR
 ABBAS Hassan, Cercle de DAMAS
 ABDELGHANI Ben Mekki, Cercle d'ORAN
 ABOUTAIEB Rachid, Cercle de CASABLANCA
 ALARQAN Dima, Cercle de PALESTINE
 ALP LIMONCUO LU Siyami, Cercle d'IZMIR
 AMAKHTARI Abdeslam, Association ASTICUDE, Maroc
 AMINE Nadia, Cercle de RABAT
 ARJONA RAIGON Carmen, ADMINISTRATION FACM
 ARNABOLDI Giacomo, Universitat Rovira i Virgili, Espagne
 BALAWI Hassan, Conseil consultatif FACM
 BAÑON CASTELLON Lola, DIRECTRICE FACM
 BENDO-SOUPPOU Dominique, Cercle de NAPLES
 BENHAMMAN Khalid, Cercle de NADOR
 BENMATTI Nadir, Cercle de NICE
 BENZZAHER Saida, Cercle de CASABLANCA
 BERIATOS Ilias, Cercle de THESSALIE
 BIRESELIO LU Mehmet Efe, Cercle d'IZMIR
 BOCCHINO Antonio, Cercle de NAPLES
 BOGIAZIDES Nikolaos, Cercle de THESSALIE
 BOTTARI Salvatore, Cercle de MESSINA REGIO CALABRIA
 BOUDEFLA Amine, Cercle d'ARGEL
 BOUFENIK Fatma, Cercle d'ORAN
 BOUHJAR Ahmed, Cercle de NADOR
 BOUHSINA Sakina, Cercle de LARACHE
 BOULAGDOUR Azzouz, Cercle de NADOR
 BOUSSOIS Sébastien, Conseil consultatif FACM
 CHAFIK Said, Cercle de TUNIS
 CHATEAU Alain, Cercle de NICE
 CHAVES Antonio, Fondation Tres Culturas, Espagne
 CIAMPICACIGLI Mattia, Cercle de ROME
 CORNERO Loredana, Cercle de NAPLES
 COUSTILLIÈRE Jean-François, Conseil consultatif FACM
 DEMIRCI Mert, Cercle d'IZMIR
 DI NICOLI Mariangela, Cercle de ROME
 DLIMI Samira, Cercle de RABAT
 DÖ ERLIO LU I IKSUNGUR Özlem, Cercle d'IZMIR
 DONZELLI Maria, Conseil consultatif FACM
 DRIS Louisa, Conseil consultatif FACM
 DRISS Ahmed, Conseil consultatif FACM
 EDDAKHCH Malika, Cercle de RABAT
 EDDE Cynthia, Cercle de BEYROUTH
 EL MOUHIB Houyam, Cercle de LARACHE

EL TANTAWI Sameh, Cercle de NAPLES
 EL OUMRI Touria, Conseil consultatif FACM
 ELSAMNY Maged, Cercle d'ALEXANDRIE
 ELTAIB Reem, Cercle d'ALEXANDRIE
 ESENTÜRK Necibe Nevra, Cercle d'ISTANBUL
 FADHEL Blibech, Cercle de TUNIS
 FOUZIA Mouhdi, Cercle de RABAT
 FRANGEN Julio, Cercle de ZAGREB
 GARCÉS RAMÓN Vicent, PRÉSIDENT FACM
 GIRARD Margot, Conseil consultatif FACM
 GOEHRS Olivier, Cercle de MARSEILLE
 HACHOUMI Kamal, Faculté des sciences juridiques Ain Sebaa Casablanca, Maroc.
 HAMITOU Djamilia, Cercle d'ORAN
 HAZAL Yolga, Cercle de CHYPRE
 HLAOUA Aziz, Université Mohamed V de Rabat, Maroc
 HOUDA Haouami, Cercle de TUNIS
 INCE Tunay, Cercle d'ISTANBUL
 JAZIRA Hassan. École Normale Supérieure, Université Mohammed V de Rabat, Maroc
 JURI Ivana, Cercle de ZAGREB
 KALIL Rachida, Cercle de CASABLANCA
 KAWAKIBI Salam, Conseil consultatif FACM
 KHANFAR EPSE DJAHDOU Dalila, Cercle d'ARGEL
 KHEBIZI Samir, Cercle de MARSEILLE
 KOURI OULFA Nouha, Cercle d'ARGEL
 KOVA EVI - BURZANOVI Zorka, Cercle de PODGORICA
 KOVA EVI -DJURANOVI Jovanka, Cercle de PODGORICA
 KUCUKALIC Esma, COMMUNICATION FACM
 LAGUNA Regina, Cercle de VALÈNCIA
 LAINJRI Chakib, Cercle de LARACHE
 LEFEVRE Virginie, Cercle de BEYROUTH
 LÓPEZ Diego, ORGANISATION FACM
 LUKS -KALOGJERA Silvija, Cercle de ZAGREB
 MACÉ Françoise, FPH
 MAFRICI Mirella Vera, Cercle de MESSINA REGIO CALABRIA
 MARDOUD Abderrahim, Cercle de CASABLANCA
 MARIANI Maurizio, Conseil consultatif FACM
 METAIR Kouider, Cercle d'ORAN
 MINI Miroslav, Cercle de PODGORICA
 MISHRIKI Karim, Cercle d'ALEXANDRIE
 NADIFI Rajae, Faculté des lettres et sciences humaines de Casablanca, Maroc
 NEJJAR Hanaa, Cercle de LARACHE
 NEJJAR Imane, Cercle de RABAT
 NICOLAOU Georgios, Cercle de CHYPRE

OLIVIER-GHAURI Frédérique, Cercle de NICE
 ORTHODOXIA Mina, Cercle de CHYPRE
 PÉREZ CASADO Ricard, Conseil consultatif FACM
 PÉREZ PERPIÑA Jaime, AUDIOVISUELLE FACM
 PIZZORNI Florence, Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée, France
 PONS PELLICER Anna C, SECRÉTARIAT FACM
 POUTSIAKAS Nikolaos, Conseil consultatif FACM
 RACHIDA Kerkech, Cercle de RABAT
 RIGANEZIS Mihalīs, Cercle de THESSALIE
 RODRÍGUEZ VICTORIANO José Manuel, Cercle de VALÈNCIA
 ROUILLÉ D'ORFEUIL Henri, Recherche et Evaluation de Solutions Innovantes et Sociales, France
 RUBIO Lourdes, Universitat Rovira i Virgili, Espagne
 RULLEAU Claudine, Conseil consultatif FACM
 SABAA Omar, Cercle d'ALEXANDRIE
 SABARNA Soso, Cercle de PALESTINE
 SADEQ Houria Tazi, Association Marocaine de l'eau, Maroc
 SEFFADJ Zine-Eddine, Cercle d'ARGEL
 SHANAA Khadel, Cercle de PALESTINE
 SHOMALI Waleed, Cercle de PALESTINE
 SOKOLI Enis, Cercle de TIRANA
 SOKOLI Juljana, Cercle de TIRANA
 SOLOMONIDOU Angeliki, Conseil consultatif FACM
 SOUAD Bouhamidi, Cercle de RABAT
 SPANOULI, Rita. Cercle THESSALIE
 STENOU Katerina, Ancien responsable des politiques culturelles l'UNESCO, Grèce
 SUZANNE Laurence, Cercle de MARSEILLE
 TLILI Ridha, Cercle de TUNIS
 TORRES David, Cercle de VALÈNCIA
 TRINGIDES Orestis, Cercle de CHYPRE
 TRIPALDI Valerio, Cercle de ROME
 VILA Ofelia, Cercle de VALÈNCIA
 VUK EVI Ivana, Cercle de PODGORICA
 VUKELI Marija, Cercle de ZAGREB
 XHINDI Artan, Cercle de TIRANA
 XHINDI Nevila, Cercle de TIRANA
 ZIAKA Panagiota Yolanda, Cercle de THESSALIE





VI. ANNEXES



VI. ANNEXES

V I.1. Présentation de l'ACM

La Fondation Assemblée des Citoyens et Citoyennes de la Méditerranée (FACM) est un réseau de dialogue, proposition et action citoyenne, fondée sur les valeurs démocratiques de la liberté, la paix, le respect de la diversité culturelle et la responsabilité environnementale. Elle vise à favoriser l'émergence d'une voix et une action citoyenne commune dans la région méditerranéenne pour avancer vers la construction d'une Communauté des Peuples de la Méditerranée. La Charte constitutive contient les principes, valeurs et objectifs qui se trouvent à l'origine de l'ACM.

Objectifs FACM :

Agir pour une gouvernance concertée, partagée et adaptée à l'espace méditerranéen.

Diagnostiquer les grandes mutations en cours et identifier les grands défis de l'avenir.

Œuvrer pour le désenclavement des pays qui sont très fermés dans leurs frontières nationales ou exclus pour des raisons économiques et politiques, en particulier dans le sud et l'est de la Méditerranée.

Aider à la construction d'un espace durable de paix, de développement, et de solidarité entre les peuples.

Œuvrer pour dépasser les craintes mutuelles et donner un sens humain, politique, culturel, environnemental et économique à la communauté méditerranéenne des peuples.

Construire des perspectives communes en tenant compte de la diversité géographique et socioprofessionnelle existante et les différents points de vue.

Structure FACM :

La FACM est une fondation privée de droit espagnol, inscrite dans le registre de fondations du Ministère de la Justice, et basée à Valencia (Espagne). Son fonctionnement tourne autour d'une structure composée par les organes suivants :

Un Conseil d'administration qui est l'organe de gouvernance de la fondation, intégré par dix personnes méditerranéennes d'origine diverse.

Un Conseil consultatif composé d'experts bénévoles de divers pays de la région et qui est responsable de la promotion du processus et de la définition générale des initiatives de la FACM.

Les Cercles ACM.

Le Secrétariat de la Fondation ACM, basé à Valence (Espagne).

VI.2. CONSEIL D'ADMINISTRATION (2017)

Président: Vicent GARCÉS RAMÓN.

Président de la Fondation ACM. Vice-président du CERAi (Centre d'Etudes Rurales et d'Agriculture Internationale); Professeur à l'Université Polytechnique de València; Ex-Député européen.

Secrétaire: Maite IBÁÑEZ GIMÉNEZ.

Docteur en histoire de l'art – Université de Valencia. Manager culturel, critique d'art et collaboratrice dans plusieurs magazines culturels.

Trésorière: Ofelia VILA HERNÁNDEZ.

Historienne. Activiste féministe. Elle a été Secrétaire de la Coopération internationale et des mouvements sociaux de l'Union syndicale CC.OO. Responsable de la coordination de la Fondation Pau i Solidaritat.

Membre: Margarita BELINCHÓN GARCÍA.

Docteur en biologie – Université de Valencia. Experte en Muséologie. Directrice du Musée des sciences naturelles de Valencia.

Membre: Maria DONZELLI

Professeur d'Histoire de la Philosophie à L'Université « l'Orientale » de Naples. Présidente de l'Association « Peripli-Culture e Societa Euromediterranea ».

Membre: Ahmed DRISS

Professeur de Relations Internationales à l'Université de Tunis. Président du CEMI (Centre des Études Méditerranéennes et Internationales).

Membre: Fatmir GURI.

Professeur et Chercheur à l'Université Agricole de Tirana.

Membre: Barah MIKAIL

Chercheur spécialisé sur le Moyen Orient et l'Afrique du Nord. Professeur à la Saint Louise University (Madrid).

Membre: José Manuel RODRÍGUEZ VICTORIANO.

Docteur en sociologie – Université de Valencia. Professeur du Département de sociologie et d'anthropologie de l'Université de Valencia.

Membre: Aylin ÜNVER NOI

Professeur à l'Université de Marmara (Istanbul) et chercheur à l'École d'études internationales avancées (SAIS), Johns Hopkins Paul H. Nitze. Expert en relations internationales.

VI.3. CONSEIL CONSULTATIF (2017)**MEMBRES D'HONNEUR**

BALTA, Paul (France). Journaliste et écrivain spécialisé en Moyen Orient et la Méditerranée.

MATVEJEVIC, Predrag (Croatie). Essayiste, (1932-2017).

MORIN, Edgar (France). Philosophe.

RULLEAU, Claudine (France). Écrivain.

MEMBRES

AZAB, Lamis (France). Politologue et traducteur, professeur à l'université de Menton.

BALAWI, Hassan (Palestine). Diplomate, responsable des relations bilatérales avec la Belgique et le Luxembourg.

BAÑON, Lola (Espagne). Docteur en journalisme. Journaliste et professeure à l'Université de València. Spécialiste du Moyen-Orient.

BOUSSOIS, Sébastien (France). Docteur en sciences politiques. Spécialiste du Moyen-Orient.

CIVICI, Adrian (Albanie). Économiste. Doyen de l'école doctorale de l'Université Européenne de Tirana.

COUSTILLIÈRE, Jean François (France). Contre-amiral (2s) et président de JFC Conseil.

D'ASPREMONT, Geoffroy (Belgique). Administrateur Institut Européen de Recherche sur la Coopération Méditerranéenne et Euro-Arabe (MEDEA).

DONZELLI, Maria (Italie). Professeur d'Histoire de la Philosophie à L'Université « l'Orientale » de Naples. Présidente de l'Association « Peripli-Culture e Societa Euromediterranea ».

DRIS, Louisa (Algérie). Chargé de cours à la Faculté de Sciences Politiques de l'Université d'Alger.

DRISS, Ahmed (Tunisie). Professeur de relations Internationales à l'Université de Tunis. Président du CEMI (Centre des Études Méditerranéennes et Internationales).

EL OUMRI, Touria (Maroc). Activiste féministe. Présidente de l'Association Epanouissement Féminin.

ENRIQUEZ, Eugène (Tunisia). Sociologist. Professor emeritus of the University Paris VIII.

GARCÉS, Vicent (Espagne). Vice-président du CERAI (Centre d'Etudes Rurales et d'Agriculture Internationale). Professeur à l'Université Polytechnique de Valencia. Ex-Député européen.

GIRARD, Margot (France). Avocate spécialisée dans la communication. Présidente de Selen Women Welfare Association à Aix-en-Provence.

GOUSSIOUS, Dimitri (Grèce). Chercheur en socio-économie à la Université de Thessalie, Vólos.

GRAU I SEGÜ, Martí (Espagne). Historien et Politologue au Parlement Européen. Ex-député européen.

GURI, Fatmir (Albanie). Enseignant Chercheur à l'Université

Agricole de Tirana.

KAWAKIBI, Salam (Syrie). Politologue, professeur associé à l'Université ParisI. Directeur adjoint et directeur des recherches au centre Initiative Arabe pour la Réforme.

MARIANI, Maurizio (Italie). Expert en économie et l'environnement. Président de RISTECO.

MIKAIL, Barah (France). Chercheur spécialisé sur le Moyen Orient et l'Afrique du Nord. Professeur à la Saint Louise University (Madrid).

OLIVÉ, Enric (Espagne). Professeur d'histoire contemporaine à l'Université Rovira i Virgili, Tarragona. Directeur de la Chaire UNESCO pour le Dialogue Interculturel en Méditerranée.

PECORELLA, Veronica (Italie). Directrice de la communication et du marketing à l'Institut Méditerranéen de Certification (IMC).

PÉREZ CASADO, Ricard (Espagne). Docteur en Histoire et licencié en sciences politiques. Ancien maire de València.

POUTSIKAKAS, Nikolaos (Grèce). Sociologue et ethnologue. Cadre à la région de Thessalie (affaires sociales), conseiller régional.

SOLOMONIDOU, Angeliki (Chypre). Avocate et spécialiste des Relations Internationales.

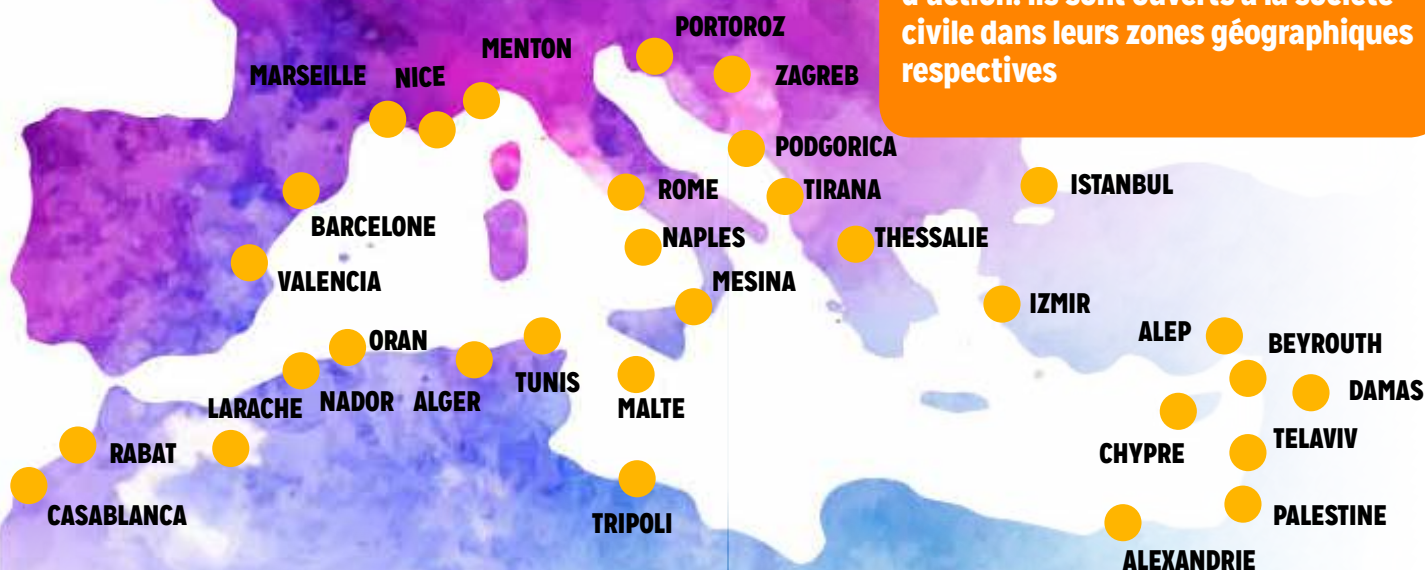
ÜNVER NOI, Aylin (Turquie). Professeure universitaire. Experte en Relations Internationales.

WARSCHAWSKI, Michael (Israël). Président de l'Alternative Information Center.



LES CERCLES ACM

Il s'agit de groupes de citoyens locaux autonomes qui sont conçus comme des espaces de dialogue permanent et d'action. Ils sont ouverts à la société civile dans leurs zones géographiques respectives



LES RENCONTRES ACM

La Fondation ACM et les cercles ACM se réunissent annuellement dans une grande rencontre qui a lieu chaque année dans un pays différent de la Méditerranée.

Valence, Espagne, du 2 au 5 juillet 2010 « Institutions et citoyenneté en Méditerranée ».

La première assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée consacrée à la thématique « Institutions et Citoyenneté en Méditerranée ». 80 personnes venant de 18 pays méditerranéens ont participé à cette première Assemblée à laquelle ont aussi participé des représentants de toutes les institutions publiques euro-méditerranéennes.

Tunisie, du 1er au 4 Décembre 2011 « Crises et changements en Méditerranée : La citoyenneté en mouvement ».

Dans cette deuxième Assemblée qui se tint du 1er au 4 décembre à Tunis, participèrent plus de 150 citoyens et citoyennes, provenant de tous les pays de la Méditerranée, et des représentants des diverses institutions et entités publiques présentes en Méditerranée telles que la Commission Européenne, le Parlement Européen, le Comité des Régions, l'Assemblée Locale et Régionale Euro-Méditerranéenne, la Banque Européenne d'Investissements, le Conseil de l'Europe, l'Assemblée Parlementaire Méditerranéenne, la Fondation Anna Lindh, l'Union Africaine, l'Organisation de la Conférence Islamique, l'Assemblée Constituante de Tunisie, entre autres.

ÉVOLUTION DE LA FACM

2008

Le processus de Barcelona fini Besoin d'un espace pour la citoyenneté de la Méditerranée L'ACM est née

2009

L'ACM se dote d'une Charte Constitutive avec ses principes, ses valeurs et ses objectifs.

2010

Première rencontre de l'ACM, organisée à Valence

2011

Vólos, Grèce, du 25 au 28 octobre 2012 «Les Changements en Méditerranée, la dynamique des cercles de citoyens de l'ACM et l'avenir de l'ACM »

La troisième Assemblée de l'ACM a réuni des membres de tous les cercles citoyens ACM avec l'objectif principal de favoriser l'échange d'idées, d'expériences, d'initiatives et de perspectives propres.

Istanbul, Turquie, du 21 au 24 novembre 2013 «Dialogues méditerranéens : citoyenneté et conflits»

Les événements intervenus depuis le début 2011 au Nord, au Sud et à l'Est de la Méditerranée ont démontré la détermination des citoyens et citoyennes à prendre en main durablement leur avenir. Cette quatrième Assemblée a rassemblé plus de 150 citoyens et citoyennes provenant de tous les pays de la Méditerranée et des représentants des diverses institutions et entités publiques présentes en Méditerranée.

Marseille, France, du 13 au 16 novembre « Citoyenneté et construction d'une communauté méditerranéenne des peuples ».

La cinquième assemblée de l'ACM a rassemblé plus de 120 participants de 20 pays euro-méditerranéens ainsi que le Président de la Région Provence Alpes, Côte d'Azur, Michel Vauzelle, des représentants de la Ligue des Etats Arabes, du Conseil Economique et Social Euro-méditerranéen, de l'Union pour la Méditerranée et de l'Assemblée Parlementaire Méditerranéenne.

Tirana, Albanie, du 23 à 26 juillet 2015 : « 5 ans d'ACM: Bilans et perspectives d'avenir »

La sixième rencontre marquait la fin de cette première étape de construction d'un réseau citoyen en Méditerranée. Elle a rassemblé plus de 50 participants provenant de 24

cercles de l'ACM et 19 pays Méditerranéens, avec l'appui de la Mairie de Tirana. Cette Rencontre avait pour but de faire le bilan de 5 années, établir un débat entre les cercles à propos de la deuxième étape de l'ACM et faire des propositions pour son avenir.

Chacune de ces rencontres a permis, de par la nature de ses participants et de par son contenu qui a fait l'objet de mémoires, d'exprimer la richesse et la diversité de la citoyenneté méditerranéenne sur un grand nombre de thématiques, afin de faire émerger des propositions, des recommandations et des déclarations, pour avancer vers une communauté méditerranéenne des peuples dans une méditerranée de paix et de prospérité partagée.

Casablanca (Maroc), les jours 9 à 12 novembre 2017 « Conditions nécessaires et moyens d'action citoyens pour la paix et le progrès dans la Méditerranée ».

La septième rencontre de la Fondation ACM a réuni les représentants de 27 cercles citoyens de cette institution, qui a une présence dans plus d'une vingtaine de pays du bassin méditerranéen et a permis l'intervention d'experts de premier rang et de représentants d'institutions méditerranéennes pour débattre sur la promotion dans le domaine de la citoyenneté, de la paix et du progrès dans la Méditerranée. La rencontre internationale a versé sur des sujets divers dans le cadre de quatre agoras de débat dans lesquelles ont été abordés : la xénophobie, la radicalisation, les migrations, les conflits ethniques, l'éducation, les inégalités, le développement durable, la participation citoyenne, en prêtant particulièrement attention au rôle de la femme et au rôle de la jeunesse.

2012	2013	2014	2015	2016	2017
Les Cercles citoyens de l'ACM sont en création et les rencontres annuelles se déroulent, en facilitant le dialogue et le diagnostic des principaux problèmes soulevés en Méditerranée et en proposant des alternatives. La Diplomatie Citoyenne est déployée.				L'ACM se dote d'une structure juridique et la Fondation ACM (FACM) voit le jour ayant son siège à Valencia/Espagne.	La Fondation ACM a un réseau de Cercles citoyens en plus d'une vingtaine de pays de la Méditerranée. Membre observateur de l'Assemblée Parlementaire de la Méditerranée (APM), elle entretient une vaste relation avec des entités et des institutions publiques et privées qui sont présentes dans la région. Casablanca (Maroc), du 9 au 12 novembre 2017 « Conditions nécessaires et moyens d'action citoyens pour la paix et le progrès dans la Méditerranée ».

PHOTOS

Agora 1



Agora 2



Agora 3



Agora 4



Plénière d'ouverture.



Photo du groupe de la
VIIème Rencontre du FACM
à Casablanca.



Séance de clôture.



Plénière d'ouverture.



Présentations des conclusions des quatre agoras en séance plénière.



Réunion du Conseil Consultatif de la FACM.

LA RENCONTRE DANS LES MÉDIAS

**PROGRAMA MEDITERRÁNEO
DE RADIO NACIONAL DE ESPAÑA
08.04.2018**

“Para la estabilidad del Mediterráneo es urgente la paz y la reconciliación en Libia y Siria, es urgente avanzar en agricultura a través del cultivo con semillas autóctonas y recuperando las técnicas locales, es necesaria la educación plural y la recuperación de cada una de las culturas. Lo dicen los miembros de la Asamblea de ciudadanos y ciudadanas del Mediterráneo. Cuenta con Círculos en Alejandria, Alepo, Argel, Beirut, Marsella, Messina, Nador y veinte ciudades más. La sede de su Fundación está en Valencia, hablamos con su presidente Vicent Garcés y con la directora de la Fundación Lola Bañón, con ellos conversamos sobre la urgencia de incidir en el paro de los jóvenes en los países mediterráneos, aparte de la resolución de conflictos y la situación de refugiados”

Libération
14.11.2017
LA CITOYENNETÉ AU
SERVICE DE LA PAIX EN MÉDITERRANÉE

La FACM hisse le dialogue citoyen en première ligne

En effet, comme un clin d'œil à l'histoire, c'est au sein de l'ancien nommée «Mahkama Pacha» que le top départ de cet événement a été donné. Edifié entre 1948 et 1952 dans le quartier des Habous et accueillant aujourd'hui le siège de la région de Casablanca, ce palais aux 60 salles servant par le passé à la fois de tribunal et de salon de réception du Pacha de Casablanca, est orné de multiples formes et motifs décoratifs propres à l'architecture hispano-mauresque. Cette affiliation historique sied bien à la FACM, dont le siège est situé dans l'est de l'Espagne, sur la côte méditerranéenne, à Valence, la troisième plus grande ville ibérique. Cette Fondation tire sa quintessence d'un processus de construction basé sur des valeurs démocratiques de liberté, de paix, de respect, de diversité culturelle et de responsabilité environnementale


PROGRAMA MEDINA EN TVE, RADIO TELEVISIÓN ESPAÑOLA. 14.01.2018

“La Fundación ACM trabaja día a día con el objetivo de tender puentes, reforzando las relaciones multilaterales, fomentando intercambios en el marco político, económico y cultural y educativo, así como la formación y la comprensión entre todos los países del Mediterráneo”. La séptima reunión de la Fundación de la Asamblea de Ciudadanas y Ciudadanos del Mediterráneo se celebró en Casablanca con representantes de los 27 círculos ciudadanos de esta institución, que tiene presencia en más de 20 países de la cuenca mediterránea, y contó con la intervención de destacados expertos y representantes de instituciones mediterráneas para debatir acerca de la promoción en el ámbito de la ciudadanía, la paz y el progreso en el Mediterráneo. La reunión internacional se centró en diversos temas, con cuatro ágoras de debate, en los que se habló de la xenofobia, la radicalización, la migración, los conflictos étnicos, la educación, la desigualdad, el desarrollo sostenible, la participación ciudadana, y se prestó especial atención al papel de la mujer y de la juventud”

ALITTIHAD. 21.II.2017

استقبلت العاصمة الاقتصادية نهاية الأسبوع الفارط، ممثلي 20 دولة متوسطة، التأموا خلال أشغال الدورة السابعة لمؤسسة مجلس مواطني ومواطنات المتوسط، التي تجمع أكثر من 120 خبيرا يمثلون مجموعة الحلقات المواطنة المكونة لهذه المؤسسة، لاستعراض جملة الإشكالات المشتركة والتحديات المطروحة على المنطقة، ولتبادل وجهات النظر بشأنها وبخصوص قضايا السلام والتقدم وتحقيق العدالة الكفيلة بالنهوض بالمواطنين والمواطنات بمنطقة حوض المتوسط.

NADORCITY. 10.II.2017

وضعية المرأة في دول حوض المتوسط مع البحث عن كيفية إيجاد الحلول الملائمة لإدماج الشباب و العاطلين في الحياة الاقتصادية والاجتماعية في ظل غياب سياسات واضحة تجيب عن انتظاراتهم بشكل ملموس.

كما ناقش الدورة الأهمية البالغة لتثمين الموروث الثقافي وتسهيل تنقل الأشخاص و تنشيط التبادل الثقافي والإهتمام بالقضاءات ذات الرمزية التاريخية بما فيها المتاحف وضرورة استحضار التاريخ المشترك الذي جمع بين شعوب المنطقة المتوسطية في حقب غابرة من خلال منظومة التربية و التعليم .

ANWARPRESS

لقاء مؤسسة مجلس مواطني ومواطنات المتوسط ولأول مرة بمشاركة فلسطين



PARTNERS

La FACM est parrainée par: Fondation Charles Leopold Meyer pour le Progrès de l' Homme

La FACM est membre observateur de l'Assemblée Parlementaire de la Méditerranée (APM) et collaboratrice de l'Université Euro-Méditerranéenne (EMUNI).

En tant que réseau citoyen, la FACM compte sur le soutien et la collaboration d'un large éventail d'entités et d'institutions, publiques et privées :

- AMEL Association International/Liban
- Anna Lindh Foundation/Egypte
- Aragó Cinema/Valencia/Espagne
- Casa Árabe/Madrid/Espagne
- Casa Mediterráneo/Alicante/Espagne
- CEAM - Centro de Estudios Ambientales del Mediterráneo/Valencia/Espagne
- CERAI - Centro de Estudios Rurales y de Agricultura Internacional/Espagne
- Citoyens de la Terre/Marseille/France
- EMUI - Euro-Mediterranean University Institute/Madrid/Espagne
- Fondation Tres Culturas/Sevilla/Espagne
- Gouvernement de la Comunidad Valenciana/Espagne
- IEMED - Instituto Europeo del Mediterráneo/Barcelona/Espagne
- IPEMED - Institut de Prospective Économique du Monde Méditerranéen/Marseille
- Kreativni Klub "Café Evropa"/Monténégro
- La mairie d'Istanbul/Turquie
- La mairie de Tirana/Albanie
- La mairie de Valencia/Espagne
- Le petit lecteur - Oran/Algérie
- Les têtes de l'art/Marseille/France
- MA - Mediterranean Affairs/Italie
- MEDEA - Institut Européen de Recherche sur la Coopération Méditerranéenne et Euro-Arabe/Bruxelles/Belgique
- Mensa Cívica/Espagne
- MVM - Mostra Viva del Mediterrani/Valencia/Espagne
- PERIPLI - Associazione Peripli Culture e Società Euromediterranee/Italie
- Radio Tram - The Underground voice of Alexandria/Egypte
- Region de Casablanca/Maroc
- Région PACA - Provence, Alpes, Côte d'Azur/France
- RESOLIS - Recherche et Evaluation de Solutions Innovantes et Sociales/France
- SNSD Youth - Sustainable Development Solutions Network
- UET - Universiteti European i Tiranës/Albanie
- UNESCO - Chaire Unesco Alimentations du Monde/Montpellier/France

CONTACT FACM

Calle San Francisco de Borja, 20-8

Valencia C.P.46007. Spain

TELEPHONE: 0034 963 21 95 58

SITE WEB: www.fundacionacm.org

MAIL: info@fundacionacm.org

RESEAUX:

FACEBOOK @FundacionACM

TWITTER @Fundacion_ACM

Traduction : Léa Paz Paredes et Diego López Fernández

Photographie : Jaime Pérez Perpiñá

Créativité, design et mise en page :

La casa de las ideas. Sergi González, Tomás Gorria.